

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

27 JANVIER 1994

PROJET DE LOI

relatif à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et concernant l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire

PROPOSITION DE LOI

créant un organisme public de contrôle nucléaire

PROPOSITION DE LOI

relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et portant modification de la loi du 20 juillet 1978 établissant des dispositions propres à permettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique d'effectuer des activités d'inspection et de vérification sur le territoire belge

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT (1)

**PAR MM. SWENNEN ET
BROUNS**

(1) Composition de la Commission : voir p. 2.

Voir :

- 1124 - 92 / 93 :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 à 4 : Amendements.

- 80 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Poncelet.

- 106 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Poncelet.

Voir également :

- N° 6 : Texte adopté par la Commission.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

27 JANUARI 1994

WETSONTWERP

betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle

WETSVOORSTEL

tot oprichting van een openbare instelling voor nucleaire controle

WETSVOORSTEL

betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en tot wijziging van de wet van 20 juli 1978 houdende geëigende beschikkingen ten einde de Internationale Organisatie voor Atoomenergie toe te laten inspectie- en verificatiewerkzaamheden door te voeren op Belgisch grondgebied

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET LEEFMILIEU (1)

**UITGEBRACHT DOOR DE HEREN SWENNEN EN
BROUNS**

(1) Samenstelling van de Commissie : zie blz. 2.

Zie :

- 1124 - 92 / 93 :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.

- 80 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Poncelet.

- 106 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Poncelet.

Zie ook :

- N° 6 : Tekst aangenomen door de Commissie.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet de loi, qui lui a été transmis par le Sénat, lors de ses réunions publiques du 26 octobre, des 7 et 21 décembre 1993 et des 11 et 18 janvier 1994.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre rappelle que le projet de loi à l'examen permet à la fois de marier les compétences de protection de la santé, de protection de l'environnement ainsi que de sécurité des travailleurs.

Il permet, en outre, de répondre de façon positive à de nombreuses recommandations de la « Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire » du Sénat telles qu'exprimées dans son rapport final du 12 juillet 1991.

Ce projet repose en effet sur deux principes essentiels visant la garantie de la sûreté et de la sécurité, à savoir : l'unicité du contrôle et la continuité du contrôle quelles que soient les circonstances.

Ces deux principes imposent comme solution un regroupement des services s'occupant de protection nucléaire, surtout lorsque l'on sait que les experts de grande compétence sont peu nombreux dans un pays comme le nôtre. La création de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire aura aussi pour but d'éviter les zones d'ombre entre les compétences de plusieurs départements, afin d'avoir la certitude que tout facteur de risque sera correctement évalué et inspecté.

Plus particulièrement, l'Agence regroupera le « Service de protection contre les radiations ionisantes » et le « Service de la sécurité technique des installations nucléaires » mais il reprendra également l'accompagnement des missions de contrôle des matières fissiles exercées par l'EURATOM et l'Agence

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp, dat haar door de Senaat is overgezonden, tijdens haar openbare vergaderingen van 26 oktober, 7 en 21 december 1993 en 11 en 18 januari 1994 besproken.

I. — INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

De minister herinnert eraan dat het wetsontwerp het mogelijk maakt tegelijkertijd de bevoegdheden inzake volksgezondheid, milieubescherming en die betreffende de veiligheid van de werknemers te verzoenen.

Het laat bovendien toe op een positieve manier tegemoet te komen aan de talrijke aanbevelingen van de « Informatie- en onderzoekscommissie inzake nucleaire veiligheid » van de Senaat, zoals uitgedrukt in haar eindverslag van 12 juli 1991.

Aan dit wetsontwerp liggen in feite twee essentiële beginselen met betrekking tot het waarborgen van de veiligheid en de beveiliging ten grondslag, met name de eenheid van de controle en de continuïteit van de controle ongeacht de omstandigheden.

Die twee beginselen behelzen de samenvoeging van diensten die met de nucleaire beveiliging zijn belast, waarbij het uitgangspunt is gehanteerd dat het aantal topdeskundigen in ons land zeer beperkt is. De instelling van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle heeft tevens tot doel te voorkomen dat op het stuk van de bevoegdheden van de diverse departementen schemerzones ontstaan, en aldus te garanderen dat iedere risicofactor correct wordt beoordeeld en getoetst.

Het Agentschap zal meer in het bijzonder resulteren uit de samenvoeging van de « Dienst voor Bescherming tegen Ioniserende Stralingen » en de « Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties », en zal tevens controlemissies van EURATOM en het Internationaal Agentschap voor Atoom-

(1) Composition de la Commission :

Président : Mme Merckx-Van Goye.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Brouns, Demuyt, Mme Leysen, M. Marsoul, Mme Merckx-Van Goye.
P.S. Mme Burgeon (C.), MM. Collart, Delizée, Walry.
V.L.D. M. De Groot, Mme De Maght-Aelbrecht, MM. Devolder, Gabriëls.
S.P. MM. De Mol, Hancké, Swennen.
P.R.L. MM. Bertouille, Pierard.
P.S.C. MM. Grimberghs, Hollogne.
Ecolo/ Agalev VI. MM. Barbé, Dejonckheere.
Blok M. De Man.

B. — Suppléants :

MM. Goutry, Vandendriessche, Van der Poorten, Van Eetvelt, Vanleenhove, Van Looy.
MM. Charlier (G.), Harmegnies (Y.), Mayeur, Minet, Poty.
MM. Demeulenaere, Deswaene, Flamant, Vergote, Verwilghen.
MM. Bourgois (M.), Landuyt, Lisabeth, Logist.
MM. Duquesne, Kubla, Saulmont, Mme Corbisier-Hagon, MM. Poncellet, Séneca.
M. Brisart, Mme Dua, M. Winkel.
MM. Caubergs, Spinnewyn.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : Mevr. Merckx-Van Goye.

A. — Vaste leden :

HH. Brouns, Demuyt, Mevr. Leysen, H. Marsoul, Mevr. Merckx-Van Goye.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Collart, Delizée, Walry.
H. De Groot, Mevr. De Maght-Aelbrecht, HH. Devolder, Gabriëls.
HH. De Mol, Hancké, Swennen.
HH. Bertouille, Pierard.
HH. Grimberghs, Hollogne.
HH. Barbé, Dejonckheere.
H. De Man.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Goutry, Vandendriessche, Van der Poorten, Van Eetvelt, Vanleenhove, Van Looy.
HH. Charlier (G.), Harmegnies (Y.), Mayeur, Minet, Poty.
HH. Demeulenaere, Deswaene, Flamant, Vergote, Verwilghen.
HH. Bourgois (M.), Landuyt, Lisabeth, Logist.
HH. Duquesne, Kubla, Saulmont, Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Poncellet, Séneca.
H. Brisart, Mevr. Dua, H. Winkel.
HH. Caubergs, Spinnewyn.

internationale de l'énergie atomique, ainsi que la représentation dans les instances internationales.

Le but de l'Agence fédérale est donc d'unifier tout ce qui se rapporte au contrôle du domaine nucléaire en une seule institution et d'éviter tout risque d'imbroglio, lorsque plusieurs instances se superposent.

Le projet donnera à l'Agence une compétence de type du « Berceau à la tombe ». En effet, l'Agence s'occupera à la fois de l'étude technique des dossiers de demande d'autorisation mais également du contrôle du fonctionnement de l'installation, y compris jusqu'à son démantèlement.

Plus particulièrement, lors de l'examen du dossier de demande, l'Agence s'assurera du respect de toutes les dispositions du règlement général et aura à préciser les conditions particulières qu'elle juge nécessaires. Elle procédera ou fera procéder à la réception des installations, ainsi que de tous les dispositifs de protection prévus par l'autorisation. Cette réception précède la mise en marche ou en exploitation, qui ne peut pas avoir lieu si la réception n'est pas entièrement favorable.

Le Roi confirmera ensuite l'autorisation d'exploitation, après avis de l'Agence. Le Roi pourra suspendre ou retirer cette autorisation, si les conditions ne sont pas respectées. Par la suite, l'Agence contrôlera le respect des conditions particulières imposées par les autorisations d'exploitation.

De plus, dans les établissements pour lesquels le règlement général en dispose ainsi, le chef d'entreprise doit confier à l'Agence ou à un organisme agréé par elle les missions du service de contrôle physique.

L'Agence ou un organisme agréé par elle est également chargé du contrôle permanent de tous les établissements nucléaires classés, y compris ceux qui détiennent et utilisent des sources de rayonnements ionisants à des fins médicales.

Ce sera donc l'Agence ou un organisme agréé par elle qui s'occupera de vérifier si le chef d'entreprise respecte l'obligation qui lui est faite d'organiser l'information et la formation des travailleurs susceptibles d'être exposés aux rayonnements ionisants et si tous les dispositifs de protection contre ces rayonnements sont efficacement mis en œuvre.

Dans les domaines de l'importation, du transit, du transport et de la distribution des substances radioactives, les conditions sont également proposées par l'Agence à l'autorité compétente.

L'Agence devra également faire face à l'urgence et sera donc intégrée dans toutes les procédures générales ou particulières et dans toutes les mesures exceptionnelles prises en cas d'incident, d'accident, de vol et de décontamination. Elle contrôlera également en continu la radioactivité du territoire et assurera la surveillance radiologique de la population

énergie met betrekking tot splijtstoffen begeleiden en ons land in internationale fora vertegenwoordigen.

Het Agentschap heeft dan ook tot doel al wat betrekking heeft op nucleaire aangelegenheden in één instelling samen te brengen en mogelijke verwarring door de overlappende bevoegdheden van verschillende instanties te voorkomen.

Met het wetsontwerp wordt aan het Agentschap als het ware een bevoegdheid van « de wieg tot het graf » verleend. Het Agentschap zal zich immers bezighouden met zowel het technisch onderzoek van de vergunningsaanvragen als met de controle op de werking van de installaties, tot in de fase van de ontmanteling.

Meer in het bijzonder zal het Agentschap bij de behandeling van de aanvragen nagaan of alle bepalingen van het algemeen reglement in acht zijn genomen, en dient het, zo nodig, bijzondere voorwaarden op te leggen. Het Agentschap moet tevens de installaties en alle in de vergunning opgesomde beveiligingsvoorzieningen keuren of laten keuren. Die keuring gaat aan het opstarten of het in bedrijf nemen vooraf, wat niet is toegestaan zolang de keuring niet over de hele lijn gunstig is.

Vervolgens wordt de exploitatievergunning na advies van het Agentschap door de Koning bevestigd. De Koning kan de vergunning opschorten of intrekken, als de opgelegde voorwaarden niet worden nageleefd. Naderhand oefent het Agentschap toezicht uit op de naleving van de bijzondere voorwaarden die in de exploitatievergunningen zijn vervat.

Bovendien moet de bedrijfsleider, in de instellingen die door het algemeen reglement daartoe verplicht worden, aan het Agentschap of aan een door dit Agentschap erkende instelling, de opdrachten van de dienst « Fysieke controle » toevertrouwen.

Het Agentschap of een door dit Agentschap erkende instelling is ook belast met de permanente controle van alle geklasseerde nucleaire instellingen, met inbegrip van diegene die ioniserende stralingsbronnen voor medische doeleinden bewaren of gebruiken.

Het Agentschap of een door dit Agentschap erkende instelling zal dus nagaan of de bedrijfsleider de verplichting naleeft, die hem opgelegd wordt, om de informatie en de opleiding van de werknemers die aan ioniserende stralingen mogen worden blootgesteld te organiseren, en of alle beschermingsvoorzieningen tegen deze stralingen efficiënt uitgevoerd worden.

Op het vlak van invoer, doorvoer, transport en verdeling van radioactieve stoffen worden de voorwaarden door het Agentschap aan de bevoegde overheid voorgesteld.

Het Agentschap zal moeten opgewassen zijn tegen noodgevallen en zal bijgevolg worden geïntegreerd in alle algemene en specifieke procedures en in alle uitzonderlijke maatregelen die bij incidenten, ongevallen, diefstal en ontsmetting worden genomen. Het zal ook constant toezicht houden op de radioactiviteit over het hele grondgebied en op de radiologische

dans son ensemble et ce, en particulier, via le réseau « TELERAD », dont la première sonde sera inaugurée dans un mois.

Mais comme l'Agence ne peut pas résoudre seule tous les problèmes, elle entretiendra des relations privilégiées avec le monde de la recherche, de l'enseignement et de la formation. Elle pourra solliciter les avis des milieux scientifiques et industriels compétents pouvant contribuer à l'éclairer dans l'exercice de sa mission. Elle pourra promouvoir et confier, par exemple à des universités ou des institutions, toutes les recherches qu'elle juge utiles. Elle jouera également un rôle important dans l'information impartiale de la population.

En outre, les relations entre l'organisme public et les organismes agréés de contrôle physique, actuellement en fonction, sont définies dans le projet de loi.

En effet, il est clair que ces organismes agréés sont appelés, dans les années qui viennent, à jouer encore et toujours un rôle important dans le contrôle des installations où l'on emploie des substances radioactives.

Le projet de loi tend donc à resserrer les liens de collaboration entre les pouvoirs publics et les organismes agréés par l'Agence fédérale de contrôle nucléaire.

C'est la raison pour laquelle, il est explicitement prévu que certaines tâches, normalement dévolues à l'Agence, peuvent être confiées à un ou des organismes agréés.

Bien entendu, l'Agence pourra également confier aux mêmes organismes, outre les missions déléguées visées par l'agrément, des prestations de services et d'études relatives à l'exercice de ses missions.

L'organisme agréé constitue donc un collaborateur privilégié de l'Agence chargée de l'application du règlement général pour la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

En somme, l'organisme continue à assurer l'assistance technique, comme il le fait à l'heure actuelle, sans préjudice de l'avenir où certaines missions pourraient être progressivement reprises par l'Agence, si celle-ci peut se doter des nécessaires ressources humaines de haute qualification.

L'Agence sera constituée sous la forme d'un parastatal de type « C », afin de lui donner l'autonomie financière et de gestion nécessaire au recrutement de personnel de haut niveau.

L'Agence dépendra conjointement des ministres qui ont l'Emploi et le Travail, la Santé Publique et l'Environnement dans leurs attributions.

L'Agence sera administrée par un conseil d'administration composé de 13 membres, pour lesquels la loi fixe une série d'incompatibilités, afin de s'assurer de leur indépendance et du fait qu'ils ne sont pas à la fois juge et partie. Le conseil d'administration sera aidé dans sa tâche par un conseil scientifique compo-

bewaking van de gehele bevolking. Daarvoor zal het meer bepaald een beroep doen op het « TELERAD »-net, waarvan de eerste sonde over een maand in gebruik wordt genomen.

Het Agentschap kan in zijn eentje niet alle problemen oplossen en zal daarom bevoorrechte contacten onderhouden met het onderzoeks-, onderwijs- en opleidingsmilieu. Het zal inlichtingen kunnen inwinnen in bevoegde wetenschappelijke en industriële kringen, die het Agentschap kunnen bijstaan in de uitoefening van zijn taak. Het zal alle nuttig onderzoek kunnen laten uitvoeren door universiteiten of instellingen. Het moet ook een belangrijke rol gaan spelen in de verstrekking van objectieve informatie aan de bevolking.

Bovendien zijn de verhoudingen tussen het overheidsorgaan en de huidige erkende organen voor fysieke controle in het wetsontwerp omschreven.

Het is immers duidelijk dat die erkende instellingen in de komende jaren een belangrijke rol zullen blijven spelen bij de controle van de installaties die radioactieve stoffen gebruiken.

Het wetsontwerp strekt ertoe de samenwerking tussen de overheid en de instellingen erkend door het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle te versterken.

Daarom wordt uitdrukkelijk bepaald dat sommige taken die normaal aan het Agentschap worden opgedragen aan een of meer erkende instellingen kunnen worden toevertrouwd.

Het Agentschap kan, afgezien van de opdrachten die bij de erkenning worden overgedragen, diezelfde instellingen natuurlijk belasten met het verlenen van diensten en het uitvoeren van onderzoeken betreffende de uitvoering van zijn taken.

De erkende instelling is dus een bevoorrecht medewerker van het Agentschap dat belast is met de toepassing van het algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen.

De instelling blijft dus technische bijstand verlenen zoals dat nu reeds gebeurt. In de toekomst kunnen bepaalde opdrachten evenwel geleidelijk worden overgenomen door het Agentschap wanneer dat over het nodige hoog geschoold personeel kan beschikken.

Het Agentschap heeft de vorm van een parastatale van klasse C zodat het op het stuk van de financiën en het bestuur over de nodige autonomie beschikt voor de aanwerving van personeel van een hoog niveau.

Het Agentschap hangt tegelijk af van de ministers die bevoegd zijn voor Tewerkstelling en Arbeid en voor Volksgezondheid en Leefmilieu.

Het Agentschap wordt bestuurd door een raad van bestuur met 13 leden voor wie de wet een reeks onverenigbaarheden bepaalt, zodat wordt gewaarborgd dat ze onafhankelijk optreden en niet tegelijk rechter en partij zijn. De raad van bestuur wordt in zijn taak bijgestaan door een wetenschappelijke raad

sé de personnalités de grande compétence en matière nucléaire.

Le personnel sera composé en premier lieu par les membres des deux services transférés à savoir le « Service de protection contre les radiations ionisantes » du ministère de la Santé publique et le « Service de la sécurité technique des installations nucléaires » du ministère de l'Emploi et du Travail. Les agents transférés garderont leur statut d'origine à savoir de contractuel ou d'agent statutaire.

Pour les engagements futurs, à l'exception des agents devant être munis du statut d'officier de police judiciaire (essentiellement les agents accompagnant les visites de contrôle internationales) qui seront statutaires, les autres membres du personnel seront engagés dans les liens d'un contrat d'emploi. Ceci permettra à l'Agence de recruter des spécialistes confirmés à des conditions pécuniaires que le statut d'agent de l'Etat ne permet pas d'envisager.

D'autre part, comme tout organisme analogue, l'Agence de contrôle nucléaire disposera bien évidemment de ressources, d'un budget et de comptes.

Le projet établit ainsi le principe de redevances au profit de l'Agence, à charge des détenteurs d'autorisations. Ces redevances seront destinées à couvrir les frais résultant de l'application de la réglementation.

Ces frais seront donc mis à charge des sociétés ou organismes qui détiennent des autorisations au sens du règlement général, au bénéfice desquels les prestations de l'Agence sont exécutées. Les redevances couvrent les frais d'exploitation, les investissements, les charges financières, les amortissements fiscaux et tous les frais généraux nécessaires aux activités de l'Agence.

L'Agence se devra de respecter l'équilibre financier.

Un réviseur d'entreprise fera annuellement rapport aux ministres concernés, sur la situation active et passive, ainsi que sur les résultats d'exploitation.

Mais, outre la mise en place de l'Agence, le projet vise également à élargir la base légale en matière nucléaire et ce, afin de permettre à la Belgique de rester un des pays leaders en matière de sécurité et de sûreté nucléaires.

Le projet de loi vise donc aussi à remplacer la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes.

Comme on peut s'en douter, un projet de loi d'une telle portée et d'une telle importance pour la sécurité de nos concitoyens, a donné lieu à de nombreux amendements et à de nombreux débats au Sénat. Le ministre considère que la version transmise par le Sénat est excellente et que les amendements adoptés ont sensiblement amélioré le projet présenté initialement par le gouvernement.

die bestaat uit specialisten op het gebied van de kernenergie.

Het personeel zal in eerste instantie samengesteld worden uit leden van de twee bestaande betrokken diensten, namelijk de Dienst voor Bescherming tegen Ioniserende Stralingen van het ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu en de Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties van het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling. De overgehevelde ambtenaren zullen hun oorspronkelijk statuut bewaren, namelijk dat van statutair ambtenaar of van kontraktueel.

Voor de toekomstige aanwervingen, behalve voor de ambtenaren die het statuut van officier van de gerechtelijke politie zullen bekleden (hoofdzakelijk de ambtenaren die de internationale controlebezoeken begeleiden) en die statutair zullen zijn, zullen de andere personeelsleden aangeworven worden op basis van een arbeidscontract. Dit zal het Agentschap toelaten erkende specialisten aan te werven onder financiële voorwaarden die volgens het statuut van de Staatsambtenaar onmogelijk zijn.

Anderzijds zal, zoals elk gelijkaardig organisme, het Nucleaire Agentschap natuurlijk over middelen en een budget beschikken.

Dit ontwerp legt dus het beginsel vast dat de vergunninghouders aan het Agentschap een vergoeding moeten betalen. Die vergoedingen zullen de kosten moeten dekken die voortvloeien uit de toepassing van de reglementering.

Die kosten worden ten laste gelegd van de bedrijven of instellingen die vergunningen bezitten overeenkomstig het algemeen reglement, voor wie de verstrekkingen van het Agentschap worden verricht. Ze dekken de exploitatiekosten, de investeringen, de financiële lasten, de fiscale afschrijvingen en alle algemene kosten voor de werking van het Agentschap.

Het Agentschap moet voor een sluitende begroting zorgen.

Een bedrijfsrevisor brengt jaarlijks aan de ministers verslag uit over het actief en het passief alsook over de bedrijfsresultaten.

Naast de oprichting van het Agentschap strekt het ontwerp er ook toe de wettelijke grondslag voor alles wat met kernenergie te maken heeft uit te breiden, zodat België een van de toonaangevende landen blijft wat nucleaire veiligheid en beveiliging betreft.

Het wetsontwerp heeft ook als bedoeling de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de gevaren voortvloeiend uit de ioniserende stralingen, te vervangen.

Zoals kon vermoed worden, heeft een wetsontwerp van dergelijke omvang en belang voor de bevolking, aanleiding gegeven tot talrijke amendementen en intense debatten in de Senaat. De versie die overgemaakt werd door de Senaat lijkt de minister uitstekend en de aangenomen amendementen hebben het oorspronkelijk door de regering voorgesteld ontwerp aanzienlijk verbeterd.

Il s'est dès lors engagé personnellement auprès des sénateurs à faire en sorte que les arrêtés d'application nécessaires soient pris rapidement.

Le ministre souligne en guise de conclusion que notre pays a un besoin urgent d'un organe de contrôle public tel que l'Agence nucléaire afin d'assurer le respect de nos réglementations et normes nucléaires qui sont parmi les plus strictes du monde et demande dès lors à la Commission de soutenir ce projet et de lui permettre de voir le jour dans les meilleurs délais.

II. — INTERVENTION DE L'AUTEUR DES PROPOSITIONS N^{os} 80 ET 106 JOINTES

M. Poncelet rappelle qu'à l'occasion de l'exercice d'une fonction antérieure, il avait eu l'opportunité de suivre les discussions qui entouraient la création d'une Agence nationale nucléaire. Cette initiative n'avait cependant pas abouti à l'époque.

Dès le début de cette législature et dans l'attente d'une nouvelle décision gouvernementale à ce sujet, *M. Poncelet* a rassemblé le travail préparé à l'époque et l'a redéposé sous la forme de deux propositions de loi. Celles-ci comportent d'ailleurs quelques nuances par rapport au projet à l'examen.

III. — DISCUSSION GENERALE

M. Dielens indique que son groupe soutient l'initiative pour trois raisons :

- il est mis fin à une situation où le contrôlé est appelé à exercer son propre contrôle;
- le caractère public est accentué pour ce qui est de ce contrôle sur le nucléaire, matière politique par excellence;
- l'Agence constitue en fait le premier résultat « visible » de la « Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire » du Sénat.

L'intervenant indique cependant que la crainte existe de voir cette Agence être réduite à un simple rôle de boîte aux lettres. Son indépendance risque aussi d'être trop peu garantie.

Le membre ajoute encore que d'autres domaines touchant à la problématique du nucléaire devraient faire l'objet d'un tel contrôle. Il songe tout particulièrement à la responsabilité civile, à l'exportation de matières nucléaires en dehors de l'Union européenne, à l'interdiction de procéder à l'irradiation de certains éléments, au transport de plutonium à bord de ferry-boats et au déversement de déchets nucléaires en haute mer.

En conclusion, l'orateur fait le lien entre ce débat et la privatisation de plusieurs entreprises publi-

De minister heeft dan ook de senatoren beloofd dat de nodige toepassingsbesluiten snel zullen uitgevoerd worden.

De minister wijst op het feit dat ons land dringend nood heeft aan een openbaar controleorganisme zoals het Nucleaire Agentschap, teneinde de naleving van onze nucleaire reglementen en normen, die tot de strengste in de wereld behoren, te verzekeren. Daarom vraagt ze dit ontwerp te steunen, opdat de voorgestelde maatregelen zo snel mogelijk in de praktijk kunnen omgezet worden.

II. — UITEENZETTING VAN DE INDIENER VAN DE SAMENGEVOEGDE VOORSTELLEN N^{rs} 80 EN 106

De heer Poncelet herinnert eraan dat hij bij een van zijn vorige functies de gelegenheid heeft gehad om de discussies met betrekking tot de oprichting van een Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle te volgen. Dit initiatief is toentertijd evenwel nooit tot een resultaat gekomen.

Vanaf het begin van deze zittingsperiode en in afwachting van een nieuwe regeringsbeslissing terzake heeft de heer Poncelet de resultaten van het toenmalige voorbereidende werk bijeengebracht in twee wetsvoorstellen. Deze wetsvoorstellen nuanceren het ter bespreking voorliggende ontwerp overigens op een aantal punten.

III. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Dielens geeft te kennen dat zijn fractie dit initiatief steunt, en wel om de volgende drie redenen :

- er wordt komaf gemaakt met de situatie waarbij de gecontroleerde zichzelf moet controleren;
- de nadruk komt te liggen op het openbare karakter van deze controle op nucleair gebied, dat een bij uitstek politiek domein is;
- het Agentschap is in feite het eerste « zichtbare » resultaat van de Senaatscommissie voor informatie en onderzoek inzake nucleaire veiligheid.

Spreker wijst er evenwel op dat wordt gevreesd dat dit agentschap niet meer dan een doorgeefluik zal zijn. Bovendien bestaat het gevaar dat er onvoldoende garanties voor de onafhankelijkheid van het agentschap zijn gegeven.

Voorts is het lid van mening dat nog andere, met de nucleaire problematiek verwante werkteerrenen, aan een dergelijke controle moeten worden onderworpen. In dat verband denkt hij in de eerste plaats aan de civielrechtelijke aansprakelijkheid, de export buiten de Europese Unie van nucleaire materie, het verbod op het bestralen van bepaalde elementen, het transport van plutonium aan boord van ferryboten en het storten van kernafval in volle zee.

Tot besluit legt spreker het verband tussen dit debat en de privatisering van verscheidene over-

ques. Il lui semble réjouissant que ce contrôle si important soit organisé par un organisme à caractère public. Le projet qui porte création de cette Agence a fait, au Sénat, l'objet d'un compromis. Ainsi, le groupe auquel il appartient s'est rallié au fait que le personnel de l'Agence soit contractuel, dans la mesure où la qualité du contrôle dépendra du niveau de qualification du personnel recruté. Dans la mesure où ce personnel est relativement rare, il fallait rendre ce recrutement attrayant du point de vue financier.

Enfin, M. Dielens se réfère encore à la discussion actuellement menée au sein de la Commission de l'Economie sur l'utilisation de combustibles contenant du plutonium et de l'uranium dans les centrales nucléaires belges, ainsi qu'à l'opportunité du retraitement des barres de combustible. Il lui semble que la création de l'Agence, voici quelques années, aurait permis d'éviter que ne soient signés des contrats de retraitement aussi « légers » que ceux qui unissent Cogéma et Synatom.

*
* *

M. Dejonckheere rappelle que le propos essentiel du projet de loi est de mettre en place « un organisme chargé de tout coordonner, de tout contrôler et, en quelque sorte, de mettre en place un moyen matériel pour nous rassurer ». Un autre objectif du projet est de toiletter la loi de 1958 relative à la protection de la population contre les dangers des radiations ionisantes.

La création de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire était attendue par tous et sa mise en place fait suite aux recommandations de la Commission sénatoriale d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire, dite Commission Tchernobyl.

En effet, jusqu'à ce jour, les compétences dans le domaine nucléaire sont partagées entre 15 départements ministériels nationaux et régionaux pour certains aspects.

La sûreté des installations, quant à elle, relève principalement de deux départements : d'une part la Santé publique et l'Environnement, et, d'autre part, l'Emploi et le Travail.

Il est clair qu'un tel éparpillement ne facilite pas le contrôle qui doit être exercé par les pouvoirs publics dans un secteur aussi sensible.

La création de cette Agence de contrôle consacre donc le contrôle public, unique et centralisé, des activités nucléaires.

heidsbedrijven. Het verheugt hem dat deze uiterst belangrijke controle door een publiekrechtelijke instelling wordt verricht. Over dit wetsontwerp tot instelling van dit Agentschap is in de Senaat een compromis bereikt. Zo heeft zijn fractie haar goedkeuring gehecht aan het feit dat het Agentschap een beroep doet op personeel in tijdelijk dienstverband, in aanmerking nemende dat de kwaliteit van de controle afhankelijk is van de vakkundigheid van het personeel. Aangezien er relatief gezien weinig geschikt personeel voor dergelijke taken te vinden is, moesten de arbeidsvoorwaarden financieel aantrekkelijk worden gemaakt.

Ten slotte verwijst de heer Dielens naar het debat dat de Commissie voor het Bedrijfsleven momenteel voert over het gebruik van plutonium- en uranium-bevattende splijtstof in de Belgische kerncentrales, alsmede naar de wenselijkheid van de opwerking van splijtstofstaven. Hem komt het voor dat, mocht al enkele jaren geleden een dergelijk agentschap zijn opgericht, het mogelijk was geweest te voorkomen dat een zo lichtzinnig contract als dat tussen Cogéma en Synatom kon worden gesloten.

*
* *

De heer Dejonckheere brengt in herinnering dat het wetsontwerp vooral de bedoeling heeft dat « een instelling wordt opgericht belast met een algehele coördinatie en controle en dat een materieel middel wordt uitgewerkt om ons gerust te stellen ». Voorts strekt het ontwerp er toe tekstverbeteringen aan te brengen in de wet van 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren.

Iedereen zat zowat de wachten op de oprichting van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, waarmee gevolg wordt gegeven aan de aanbevelingen van de Senaatscommissie voor informatie en onderzoek inzake nucleaire veiligheid, de zogenaamde Tsjernobyl-commissie.

Tot nu toe zijn de bevoegdheden voor bepaalde aspecten inzake kernenergie immers verdeeld over 15 departementen van zowel de federale overheid als de gewesten en de gemeenschappen.

De veiligheid van de installaties ressorteert dan weer in hoofdzaak onder twee departementen : Volksgezondheid en Leefmilieu, enerzijds, en Werkstelling en Arbeid, anderzijds.

Het spreekt vanzelf dat een dergelijke versnippering van de bevoegdheden de taak van de overheid om toezicht uit te oefenen op deze zeer gevoelig liggende sector niet vergemakkelijkt.

De oprichting van het controleagentschap zal dus tot gevolg hebben dat alle overheidstoezicht op de bedrijvigheid op het gebied van de kernenergie wordt gecentraliseerd in één instelling.

Aux yeux de l'orateur, deux conditions nécessaires (qui ne sont sans doute pas pour autant suffisantes) garantissent l'efficacité du contrôle :

- les moyens de l'action tant en termes budgétaires qu'en termes humains;
- l'indépendance de l'action.

Ces deux conditions sont intimement liées; la première assurant la garantie de la seconde.

La question est donc de savoir si le projet répond à ces exigences.

L'intervenant demeure à ce sujet assez sceptique, dans la mesure où rien de précis n'est dit concernant la hauteur des redevances à payer par le secteur nucléaire. De plus, le projet reste muet sur la possibilité d'engager du personnel supplémentaire et compétent (bien que l'exposé des motifs déplore son absence et souhaite le renforcement du cadre).

D'autre part, l'Agence a toujours recours, pour l'exercice de certaines de ses missions, au système de la délégation via les organismes agréés.

Certes, les organismes contrôleurs ne seront plus directement payés par les contrôlés, puisque c'est désormais l'Agence qui les paiera avec le produit des redevances perçues auprès du secteur nucléaire. Il est important que ce contrôle financier existe. Ne faudrait-il pas aussi que l'Agence puisse assumer davantage la réalité du contrôle grâce à un personnel compétent ? Faute de quoi, elle risque fort d'être ramenée au rôle de boîte aux lettres ou mieux de pourvoyeur de fonds, ce qui serait tout à fait inacceptable.

En ce qui concerne les missions et le fonctionnement de l'Agence, le membre fait observer que n'est reprise nulle part l'exigence de soumettre les autorisations d'installations nucléaires à la procédure d'étude d'impact. Sans doute, faudra-t-il s'en remettre à ce sujet aux arrêtés royaux d'exécution. Il eût été plus sain et plus clair que cette exigence essentielle en matière d'environnement figure dans le texte même de la loi.

C'est en ce sens que *MM. Dejonckheere et Barbé* ont déposé un amendement à l'article 16.

L'orateur rappelle que le texte du projet de loi a établi, après amendement, la création d'un Conseil scientifique chargé de donner un « avis préalable aux autorisations à délivrer par le ministre pour de nouvelles installations nucléaires ou lors du renouvellement d'autorisations. La composition et le pouvoir de ce Conseil scientifique sont déterminés par le Roi ».

Aucune incompatibilité n'est mentionnée par la loi pour les personnes chargées de l'exercice de cette fonction.

Le groupe auquel appartient l'intervenant est cependant d'avis que les membres du Conseil scientifique doivent être soumis aux mêmes règles d'incompatibilité que celles prévues à l'article 38 pour l'exercice des mandats de président ou d'administra-

Volgens spreker moet zeker aan twee voorwaarden worden voldaan (die op zich waarschijnlijk nog ontoereikend zijn) opdat de controle doeltreffend kan verlopen. Het Agentschap moet :

- over voldoende werkmiddelen kunnen beschikken, zowel budgettaire als personele;
- in alle onafhankelijkheid kunnen werken.

Beide voorwaarden kunnen niet los van elkaar worden gezien. De tweede kan immers onmogelijk zonder de eerste.

Hier rijst dus de vraag of aan die eisen tegemoet is gekomen.

Spreker blijft in dat verband vrij sceptisch. Het ontwerp zwijgt immers in alle talen over het bedrag van de heffingen die de nucleaire sector worden opgelegd, alsook over de mogelijkheid om extra gekwalificeerd personeel in dienst te nemen (hoewel de memorie van toelichting het gebrek daaraan betreurt en uitbreiding van het personeelsbestand wenst).

Om bepaalde taken uit te voeren kan het Agentschap bovendien nog altijd opdrachten aan de erkende instellingen delegeren.

Wel zullen die controle-instellingen niet meer worden vergoed door degenen die ze moeten controleren, maar door het Agentschap, dat daarvoor de nodige middelen haalt uit de aan de nucleaire sector opgelegde heffingen. Die financiële controle is van groot belang. Toch kunnen we ons afvragen of de controle niet nog beter is geholpen als het Agentschap over bekwaam personeel zou beschikken. Als dat niet het geval is, dreigt zijn armslag beperkt te blijven tot een soort brievenbusfunctie of, beter nog, tot geldschiet. Dat is totaal onaanvaardbaar.

In verband met de taken en de werking van het Agentschap wijst het lid erop dat het ontwerp nergens verwijst naar het voorschrift dat vergunningen voor nucleaire installaties aan een milieu-effectonderzoek moeten worden onderworpen. Daarvoor zullen we waarschijnlijk genoeg moeten nemen met koninklijke besluiten. Die essentiële milieuevereiste had veel beter in de wet zelf kunnen worden opgenomen. Dat was ook de duidelijkheid ten goede gekomen.

De heren Dejonckheere en Barbé hebben dan ook een amendement op artikel 16 ingediend, dat de tekst in die zin wijzigt.

Spreker brengt in herinnering dat de tekst van het wetsontwerp, na amendering, bepaalt dat er een Wetenschappelijke Raad wordt ingesteld, die « tot taak heeft (...) advies uit te brengen vóór de minister de vergunningen afgeeft voor nieuwe nucleaire installaties of bij het hernieuwen van de vergunningen. De Koning regelt de samenstelling en de bevoegdheden van de Wetenschappelijke Raad ».

Het ontwerp bepaalt nergens welke functies onverenigbaar zijn met de uitoefening van een ambt in deze raad.

Volgens de fractie waarvan spreker deel uitmaakt, behoren voor de leden van de Wetenschappelijke Raad dezelfde onverenigbaarheden te gelden als die welke in artikel 38 zijn neergelegd voor het uitoefenen van het mandaat van voorzitter of bestuurder

teur de l'Agence. C'est l'objet de l'amendement déposé à l'article 37 par *MM. Dejonckheere et Barbé*.

Pour ce qui est de la loi de 1958 relative à la protection de la population contre les dangers des radiations ionisantes, il faut rappeler qu'elle est à la base de l'arrêté royal du 28 février 1963, qui reprend pratiquement l'intégralité de la législation relative au secteur nucléaire.

Il eût été intéressant de mettre à profit la révision de cette loi pour entamer une réflexion générale et approfondie sur cette législation et pour à tout le moins tenter de la mettre en conformité avec les différentes et nombreuses recommandations de la Commission Tchernobyl.

A priori, il a été objecté au Sénat qu'il s'agissait de créer avant tout une Agence de contrôle et non de discuter du fond, et que si changements ou adaptations étaient nécessaires, ils se feraient par voie d'arrêté royal. Il s'agit là, aux yeux de l'orateur, d'une façon d'éviter le débat.

D'autant plus qu'il faut relever que sous prétexte de « toilettage » du texte — et ce de manière fort insidieuse — au moins trois changements importants sont introduits dans le texte de la loi.

Ces changements concernent la définition des substances radioactives (article 1^{er}), l'introduction du concept d'exportation (article 3) et l'irradiation des aliments (article 20).

Trois amendements de *MM. Dejonckheere et Barbé* sont donc déposés en ce sens.

Au sujet de la définition des substances radioactives, la loi du 1958 les définissait comme suit : « *Toute substance concernant un ou plusieurs radionucléides* ».

Aujourd'hui, on lit dans le projet : « *toute substance contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée pour des raisons de radioprotection* ».

Il est clair que cette définition qui a comme justification et comme excuse l'adaptation à la directive CEE 80/836 Euratom, sous-entend, par cette précision, qu'il existe un seuil en-dessous duquel la radioactivité d'une substance ne nécessite pas de contrôle. Or, toute radioactivité est nocive, quelle que soit la dose.

On introduit ainsi et de manière indirecte, par le biais d'une définition, la possibilité d'établir des normes d'exemption, qui permettront d'assouplir notamment les exigences en termes de gestion des déchets radioactifs et de mettre en décharge publique ou de recycler sous forme de remblais, par exemple, certaines substances radioactives. L'effet direct sera tout d'abord de diminuer le coût de la gestion de ces déchets pour l'industrie nucléaire. Quant aux effets indirects pour la population et l'environnement, il semble qu'ils ne pèsent guère dans la balance face aux arguments économiques.

van het Agentschap. Dat is de strekking van het amendement dat *de heren Dejonckheere en Barbé* op artikel 37 hebben ingediend.

In verband met de wet van 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren moet in herinnering worden gebracht dat die wet heeft geleid tot het koninklijk besluit van 28 februari 1963 dat de wetgeving op de nucleaire sector vrijwel integraal overneemt.

Het ware een goede zaak geweest de herziening van die wet aan te grijpen om over die wetgeving een algemene en grondige gedachtenwisseling aan te vatten, en om ten minste een poging te doen die wet in overeenstemming te brengen met de diverse en talrijke aanbevelingen van de Tsjernobyl-commissie.

In de Senaat werd *a priori* opgeworpen dat het vooral de bedoeling was een controleagentschap op te richten. Men zou niet over de grond van de zaak debatteren. Mochten wijzigingen of aanpassingen noodzakelijk blijken, dan konden die bij koninklijk besluit worden aangebracht. Dat is volgens spreker gewoon een manier om het debat te ontlopen.

Te meer daar men de aandacht moet vestigen op het feit dat drie belangrijke onderdelen van de wettekst onder het mom van een « tekstverbetering » nogal tersluiks werden gewijzigd.

Het gaat met name over de definitie van radioactieve stoffen (artikel 1), het opduiken van het begrip uitvoer (artikel 3) en de bestraling van voedingswaren (artikel 20).

Bijgevolg dienen *de heren Dejonckheere en Barbé* in dat verband drie amendementen in.

De wet van 1958 omschrijft radioactieve stoffen als volgt : « *stoffen die bestaan uit welk element ook dat ioniserende stralingen verspreidt of een dergelijk element bevatten* ».

Thans stelt het ontwerp evenwel het volgende : « *elke stof die één of meerdere radionucléïden bevat waarvan de activiteit of de concentratie om redenen van stralingsbescherming niet mag worden verwaarloosd* ».

Deze definitie, die de aanpassing aan de Euratom-richtlijn EEG 80/836 als verantwoording en excuus voorwendt, gaat er duidelijk van uit dat wanneer de radioactiviteit van een stof zich onder een bepaalde drempel bevindt, die stof niet moet worden gecontroleerd. Radioactiviteit is evenwel altijd schadelijk, wat de dosis ook zij.

Op die manier wordt aan de hand van een definitie indirect de mogelijkheid ingebouwd om uitzonderingsnormen op te stellen, waardoor de eisen inzake het beheer van radioactief afval kunnen worden versoepeld en bepaalde radioactieve stoffen bijvoorbeeld op een openbaar stort kunnen worden gedumpt of kunnen worden gerecycleerd om als opvulling te worden gebruikt. In de eerste plaats drukt dat de kostprijs van het afvalbeheer voor de kernindustrie. Blijkbaar vormen de indirecte gevolgen voor bevolking en milieu nauwelijks een tegenwicht voor de economische argumenten.

A l'article 3, le gouvernement a introduit par voie d'amendement la notion d'*exportation*.

Or, celle-ci n'est nulle part présente dans la législation actuelle : ni dans la loi de 1958, ni dans l'arrêté royal de février 1963. On n'en trouve pas davantage trace dans le chapitre de la Commission Tchernobyl relatif aux transports de matières radioactives.

La justification officielle est qu'il s'agit de donner une base légale à la directive Euratom 92/3. Or, celle-ci consacre la possibilité d'exporter des déchets radioactifs ou des combustibles irradiés (possibilité qui n'existe pas chez nous à ce jour).

Enfin, l'article 20 consacre de fait l'irradiation des aliments, puisque sa formulation laisse supposer que cette technique est permise. Or, il faut rappeler que l'arrêté royal de 1963 l'interdit, sauf dans le cas de dérogations autorisées par le ministre.

Pour chacun de ces trois points abordés, il faut relever la même logique : une anticipation sur la législation européenne à venir, ou à transcrire, sans qu'aucune réflexion critique n'ait été mise en place.

Chacune de ces mesures constitue donc une fuite en avant dans le secteur nucléaire et un assouplissement dans la législation.

Comme d'habitude, l'excuse se trouve au niveau de l'Europe. Comme si tout ce qui en vient est nécessairement bon et correct. L'intervenant déplore en conclusion qu'on n'a jamais l'air d'imaginer en Belgique que la législation nationale peut être plus contraignante !

*
* *

Mme Leysen rappelle qu'en 1986, l'incroyable se produisit : une centrale nucléaire explosa et ce fut la catastrophe dans toute son horreur.

Les retombées de l'accident nucléaire de Tchernobyl parvinrent jusqu'à notre pays. L'opinion publique s'en émut.

Une commission parlementaire se mit au travail. Une des conclusions de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire concernait l'organisation du contrôle public de la sécurité et de la protection des centrales nucléaires. La Commission déclara sans ambages que l'on devait procéder à une restructuration.

On peut affirmer que sans en être la cause directe, Tchernobyl a contribué à accélérer la réforme de la loi de 1958 relative à la protection de la population contre les radiations ionisantes.

Il ne peut y avoir de malentendu à cet égard : tout le monde c'est-à-dire l'ensemble de la population, en ce compris les partisans et les adversaires de l'énergie atomique, ainsi que l'industrie même, à objective-

In artikel 3 voerde de regering aan de hand van een amendement het begrip « *uitvoeren* » in.

Dit begrip komt evenwel nergens voor in de vigerende wetgeving : noch in de wet van 1958, noch in het koninklijk besluit van februari 1963. Ook in het hoofdstuk van de Tsjernobyl-commissie met betrekking tot het vervoer van radioactief materiaal is hiervan geen spoor.

De officiële verantwoording luidt dat er een wettelijke grondslag moet worden gecreëerd voor Euratom-richtlijn 92/3. Die richtlijn bevestigt de mogelijkheid om radioactief afval of bestraalde splijtstof uit te voeren (een mogelijkheid die bij ons momenteel niet bestaat).

Artikel 20 bevestigt *de facto* de bestraling van voedingswaren, aangezien uit de formulering kan worden afgeleid dat die techniek toegestaan is. We mogen evenwel niet vergeten dat het koninklijk besluit van 1963 ze verbiedt, behalve voor die gevallen waar de minister afwijkingen toestaat.

Voor elk van die drie punten werd kennelijk dezelfde logica toegepast : er werd geanticipeerd op een nog niet bestaande of nog om te zetten Europese wetgeving, zonder dat daar een kritische overweging aan voorafging.

Elk van die maatregelen betekent bijgevolg een vlucht naar voren in de nucleaire sector en een versoepeling van de wetgeving.

Zoals gewoonlijk wordt Europa als excuus aangevoerd. Alsof alles wat Europees is, onvermijdelijk goed en juist zou zijn. Spreker betreurt tot slot dat men zich in België blijkbaar niet kan voorstellen dat de nationale wetgeving strenger kan zijn.

*
* *

Mevrouw Leysen herinnert eraan dat in 1986, het onmogelijk gewaande gebeurde : een kerncentrale ontplofte en een ultieme kernramp vond plaats.

De zogenaamde « fall-out » van de kernramp te Tsjernobyl reikte tot aan ons land. De publieke opinie was geschokt.

Een parlementaire commissie ging aan het werk. Een van de conclusies van de Commissie voor informatie en onderzoek inzake nucleaire veiligheid betrof de organisatie van de overheidscontrole op de veiligheid en de beveiliging van nucleaire centrales. De Commissie stelde duidelijk dat er een herstructurering moest komen.

Zonder het directe gevolg te zijn van Tsjernobyl, mag toch worden gezegd dat Tsjernobyl de toen reeds bestaande plannen om de wet van 1958 inzake de bescherming van de bevolking tegen ioniserende stralingen te hervormen in een stroomversnelling heeft gebracht.

Er mag hierover geen misverstand bestaan : iedereen, onze hele bevolking, en dus ook voor- én tegenstanders van de atoomenergie, maar ook de industrie zelf, hebben een objectief belang in een verbeterd

ment intérêt à ce que la surveillance et le contrôle social de ces importantes activités nucléaires soient renforcés.

Après la création de Télérad, l'organisation de plans de secours et la fixation de réglementation en matière de plans de secours ainsi que d'autres réalisations, on pourra mettre un point final à une des réalisations les plus importantes du gouvernement de l'ère post-Tchernobyl, à savoir la création de cette Agence et la réforme de la loi de 1958.

Le projet à l'examen a en effet une longue histoire. Il ne faut en effet pas perdre de vue que les premiers textes étaient prêts dès 1989, que cette Agence nucléaire bénéficiait de la plus grande attention de la part du gouvernement précédent et que le ministre actuel est le troisième ministre (féminin) qui s'occupe de ce dossier.

Un des commissaires (M. Poncelet) a également suivi de près l'évolution de ce dossier et a déjà annoncé qu'il contribuerait de manière constructive à la discussion en commission.

Il s'agit en effet quelquefois de questions assez techniques, pour lesquelles l'aide d'un expert est utile.

Au Sénat aussi, le projet a fait l'objet d'une discussion approfondie en commission.

Un des points importants concerne la nature de l'institution de contrôle et le recours à des institutions privées de contrôle.

La véritable question est de savoir comment organiser une surveillance et un contrôle aussi fonctionnels et efficaces que possible, non en théorie mais en pratique.

La leçon à tirer de l'accident de Tchernobyl est que rien ne peut être négligé pour éviter un tel accident.

C'est la raison pour laquelle Mme Leysen estime qu'il faut accorder la priorité au projet à l'examen.

*
* *

M. Barbé constate que le projet constitue une exécution quelque peu tardive d'une des recommandations de la Commission Tchernobyl. Il a toutefois une série de questions et de doutes à propos du fonctionnement de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire. Ainsi, les moyens financiers disponibles s'avèreront-ils suffisants ? L'indépendance de son personnel pourra-t-elle être garantie ?

A propos des études d'impact, l'orateur fait observer qu'elles ont fait l'objet d'une directive au niveau européen dès 1985 et que celle-ci n'a pas encore été transposée en droit interne. Les Régions ont pratiquement terminé leur travail à leur niveau, tandis que l'Etat fédéral demeure en défaut, notamment pour ce qui concerne les installations nucléaires. Il y a plus d'un an, le prédécesseur du ministre avait promis de prendre une initiative en ce sens. Rien n'a cependant été fait depuis.

toezicht en maatschappelijke controle op deze belangrijke nucleaire activiteiten.

Naast de oprichting van Telerad, de organisatie van noodplannen en noodplanregelingen en andere realisaties kan hier een punt gezet worden achter een van de belangrijkste realisaties van de regering in het post-Tsjernobyl-tijdperk, namelijk de oprichting van dit Agentschap en de hervorming van de wet van 1958.

Het ontwerp dat voorligt kent inderdaad een langere geschiedenis. Men mag immers niet vergeten dat reeds in 1989 de eerste teksten klaargemaakt werden, dat dit Nucleair Agentschap de grootste aandacht van de vorige regering genoot, en dat de huidige minister de derde (vrouwelijke) minister is die dit dossier onder haar bescherming neemt.

Mevrouw Leysen wijst erop dat een van de commissarissen (de heer Poncelet) de evolutie van het dossier ook van nabij gevolgd heeft en reeds aangekondigd heeft dat hij aan de bespreking in de Commissie zijn constructieve bijdrage zou leveren.

Het betreft immers soms vrij technische kwesties, waarvoor enige deskundige bijstand nuttig is.

Ook de Senaat heeft grondig werk gemaakt van de bespreking in Commissie.

Een belangrijk punt is de aard van de controle-instelling en de betrokkenheid van particuliere controle-instellingen.

De echte vraag blijft hoe het toezicht en de controle het meest doelmatig en efficiënt kunnen zijn, niet op papier, maar in de praktijk zelf.

Als Tsjernobyl ons al iets moet hebben geleerd, dan is het dat niets onverlet mag worden gelaten om een dergelijk ongeval te vermijden.

Voor die reden vindt mevrouw Leysen dat van dit ontwerp spoed gemaakt moet worden.

*
* *

De heer Barbé stelt vast dat het ontwerp een ietwat laattijdige uitvoering is van een van de aanbevelingen van de Tsjernobyl-commissie. Hij heeft evenwel een reeks vragen en twijfels bij de werking van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle. Zijn de beschikbare middelen wel toereikend ? Kan de onafhankelijkheid van het personeel worden gewaarborgd ?

Met betrekking tot milieu-effectenrapporten merkt spreker op dat die al in 1985 in een Europese richtlijn zijn behandeld en dat die richtlijn nog altijd niet is omgezet in het Belgisch recht. De Gewesten zijn bijna klaar met het werk op hun niveau, maar de federale Staat blijft in gebreke, met name op het stuk van de nucleaire installaties. Meer dan een jaar geleden heeft de voorganger van de minister al beloofd een initiatief in die zin te nemen. Er is sindsdien nog niets gebeurd.

Au Sénat, le groupe auquel appartient l'intervenant a déposé un amendement en ce sens. Il l'a retiré après que le ministre ait promis d'agir à ce sujet. Faute d'initiative, l'amendement sera donc redéposé par MM. Dejonckheere et Barbé. Quelle sera désormais la position du ministre ?

Le membre évoque ensuite la problématique de l'irradiation des aliments et des médicaments. Elle est en principe interdite; seules quelques rares exceptions sont consenties. Toutefois, dans le cadre de ce vaste projet, on a modifié ces dispositions sans véritable discussion à ce sujet. Pourquoi une telle attitude ?

M. Barbé constate, en conclusion, qu'on évite encore toujours le débat sur l'avenir de l'énergie nucléaire. En Allemagne, on a déjà consacré à ce sujet un large débat social, à la suite duquel les partis traditionnels ont fait part de leurs doutes quant à l'avenir de ce secteur. Dans notre pays, il est probablement encore prématuré d'entreprendre une telle démarche, même si, aux yeux de l'orateur, le secteur nucléaire est appelé à se réduire.

*
* *

M. Poncelet rappelle que le problème à l'examen remonte assez loin dans le temps. En effet, bien avant la Seconde Guerre mondiale, du fait de ses relations coloniales avec le Congo, la Belgique avait un droit de regard sur un gisement d'uranium situé à Shinkolobwe (Katanga), qui, avant la découverte du radium par Marie Curie, ne semblait présenter aucun intérêt. Pendant la guerre, il est apparu que cet uranium avait une énorme valeur et il fut alors vendu aux Anglais et aux Américains. La Belgique a donc une très longue histoire en matière nucléaire. C'est ce qui l'a amenée à être le second pays pour ce qui concerne l'exploitation de l'énergie nucléaire à des fins de production. Inévitablement se pose donc le problème du contrôle et de la gestion publique de cette matière délicate. Il a fallu du temps pour les organiser concrètement; la complexité du sujet expliquant sans doute cela en partie.

L'orateur rappelle que notre pays se singularise par la position très particulière que tiennent les organismes agréés, qui jouent un rôle très important dans le domaine technique. Depuis des années, on s'est également inquiété de voir la complexité croissante du secteur face à la difficulté d'organisation de la puissance publique. Ainsi, les deux services-clés « Sécurité technique des installations nucléaires » auprès de l'Emploi et du Travail et « Radiations ionisantes » auprès de la Santé publique étaient marqués par une rigidité, liée à leur statut d'administration publique et donc d'assujettissement de leur personnel aux critères de la Fonction publique en

In de Senaat heeft de fractie waartoe spreker behoort een amendement in die zin ingediend. Het amendement is ingetrokken nadat de minister had beloofd te handelen. Bij gebrek aan initiatief zullen de heren Dejonckheere en Barbé het amendement opnieuw indienen. Wat is nu het standpunt van de minister ?

Het lid snijdt vervolgens de problemen met betrekking tot de bestraling van voedingsmiddelen en geneesmiddelen aan. Die bestraling is in principe verboden; slechts enkele zeldzame uitzonderingen zijn toegestaan. Toch zijn in het kader van dit uitgebreide ontwerp een aantal bepalingen gewijzigd zonder echt besproken te zijn. Waarom wordt een dergelijke houding aangenomen ?

De heer Barbé stelt tot slot vast dat men nog steeds een debat over de toekomst van de kernenergie uit de weg gaat. In Duitsland heeft daarover al een breed maatschappelijk debat plaatsgevonden, waarna de traditionele partijen hun twijfels over de toekomst van die sector hebben geuit. In ons land is men daar blijkbaar nog niet rijp voor. Toch moet volgens spreker de nucleaire sector inkrimpen.

*
* *

De heer Poncelet brengt in herinnering dat de oorsprong van het probleem dat hier wordt besproken ver in het verleden ligt. Lang voor de tweede wereldoorlog oefende België als gevolg van zijn koloniale betrekkingen met het toenmalige Congo een recht van toezicht uit op een uraniumvindplaats in Shinkolobwe (Katanga), die vóór Marie Curie het radium ontdekte niemand interesseerde. Tijdens de oorlog is gebleken dat het uranium van onschatbare waarde was en werd het aan de Engelsen en de Amerikanen verkocht. België is dus al heel lang met kernenergie bezig en ondertussen tweede in rang wat de exploitatie van kernenergie voor nucleaire-produktiedoeleinden betreft. Een dergelijke, delicate aangelegenheid doet onvermijdelijk problemen van controle en beheer door de overheid rijzen. Het heeft evenwel, mede als gevolg van de complexiteit van het probleem, enige tijd geduurd om die overheidstaken concreet gestalte te geven.

Spreker herinnert eraan dat ons land zich onderscheidt door de wel erg ongewone positie van de erkende instellingen, waarvoor op technisch gebied een zeer belangrijke taak is weggelegd. Al jaren maakt men zich ook zorgen over de organisatieproblemen van de overheid, terwijl de sector zelf steeds ingewikkelder wordt. De twee belangrijkste diensten, met name de « dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties » van het departement Tewerkstelling en Arbeid en de dienst « ioniserende stralingen » van Volksgezondheid hadden een logge structuur als gevolg van hun overheidsstatuut en het feit dat hun personeel onderworpen is aan de criteria

matière de barèmes, de recrutement, de souplesse et de formation.

La Commission Tchernobyl a procédé à ce même constat et proposé formellement de créer cet organisme public de contrôle.

Le membre tient à faire remarquer qu'en formulant ces observations, il ne fait pas le procès des agents de ces services, qui ont, dans le passé, joué un rôle très important dans la surveillance et le contrôle du secteur. Ils étaient eux-mêmes prisonniers d'une structure, dont ils ne parvenaient pas toujours à s'extraire, malgré leur bonne volonté évidente.

M. Poncelet rappelle aussi que dans sa version initiale, le projet visait à placer l'ensemble des services qui s'occupent du secteur nucléaire sous la direction de l'Agence de contrôle. Toutefois, si l'on se limite pour l'instant aux deux services précités (Radiations ionisantes et Sécurité technique des installations nucléaires), il ne faut pas négliger qu'il y a également un service compétent au ministère de la Justice, un service au ministère des Affaires économiques qui s'occupe des licences d'exportation dans le domaine nucléaire, un Comité interministériel de la sécurité nucléaire et un service scientifique au sein du ministère des Affaires étrangères, qui a un rôle important dans la conclusion des traités internationaux en matière nucléaire. Pourquoi ne sont-ils dès lors, pas concernés par le projet à l'examen ?

M. Poncelet évoque ensuite une série d'aspects particuliers du projet :

1. *Le statut de l'organisme*

Il est évident que si l'on confère à cette Agence un pouvoir de contrôle et de régulation, elle doit être indépendante. Pour organiser cette indépendance, une série de possibilités s'offraient, allant du parastatal de type A, avec une tutelle tâtonnante, à l'établissement public, avec davantage d'autonomie.

On a opté pour un compromis en lui donnant la forme d'un parastatal de type C, doté de la personnalité juridique.

2. *Les procédures d'autorisation*

Pour l'instant, nul ne peut entreprendre la construction et ultérieurement l'exploitation d'une centrale nucléaire, sans autorisation préalable des autorités compétentes (le Roi). Cette autorisation permet donc au requérant d'avoir la garantie de mener à bien l'installation qu'il projette.

On peut s'interroger sur le caractère « préalable » de l'autorisation. Si l'on tient compte du fait qu'il faut

van het overheidsambt inzake weddeschalen, indienstneming, flexibiliteit en opleiding.

De Tsjernobyl-commissie is tot dezelfde conclusie gekomen en heeft uitdrukkelijk voorgesteld die openbare controle-instelling op te richten.

Het lid wijst er met klem op dat het niet zijn bedoeling is het personeel van die diensten te bekritisseren. Zij hebben in het verleden een erg belangrijke bijdrage tot het toezicht op de sector geleverd, maar zaten zelf gevangen in een strakke structuur waaruit ze zich niet altijd konden loswerken, alle goede wil ten spijt.

De heer Poncelet herinnert tevens aan de bedoeling van de oorspronkelijke versie van het ontwerp, met name ertoe te komen dat alle diensten van de nucleaire sector door het Agentschap voor nucleaire controle zouden worden overkoepeld. Naast de beide vermelde diensten (ioniserende stralingen en technische veiligheid van de kerninstallaties) zijn evenwel ook voor de volgende instanties niet onbelangrijke taken weggelegd : een bevoegde dienst bij het ministerie van Justitie, een dienst bij het ministerie van Economische Zaken die zich met het verlenen van uitvoervergunningen op het gebied van kernenergie bezighoudt, een Interministerieel Comité voor de nucleaire veiligheid en een wetenschappelijke dienst bij het ministerie van Buitenlandse Zaken die een gewichtige rol speelt bij het sluiten van internationale verdragen over nucleaire aangelegenheden. Waarom komen al die instanties in het onderhavige ontwerp niet aan de orde ?

De heer Poncelet brengt vervolgens een aantal bijzondere aspecten van het ontwerp onder de aandacht :

1. *Het statuut van de instelling*

Het is evident dat als men aan dat Agentschap een bevoegdheid op het stuk van controle en regulering toekent, het autonoom moet kunnen optreden. Om die autonomie te bewerkstelligen, stonden een aantal mogelijkheden open, gaande van de betuttelende parastatale instelling van categorie A tot en met de instelling van openbaar nut, met een grotere autonomie.

Men heeft voor een vergelijk gekozen door aan het Agentschap de vorm van een parastatale instelling van categorie C met rechtspersoonlijkheid toe te kennen.

2. *De vergunningsprocedures*

Op dit ogenblik mag niemand zonder voorafgaande toestemming van de bevoegde overheid (de Koning) aan de bouw en *a fortiori* aan de exploitatie van een kerncentrale beginnen. Die toestemming biedt de aanvrager dus de garantie dat hij de door hem geplande installatie uiteindelijk ook zal kunnen voltooien.

Ook het feit dat de vergunning « vooraf » moet worden verleend, doet vragen rijzen. Het duurt onge-

à peu près dix ans pour construire une centrale nucléaire, on peut se demander si le fait de l'accorder à ce titre ne préjuge pas d'une autorisation d'exploitation et d'une mise en marche.

Dans notre système actuel, l'autorisation, qui aurait dû être préalable, était de fait obtenue en fin de construction. Il y a notamment eu des demandes d'autorisations accordées pour des tours de réfrigération qui étaient déjà construites.

Le calendrier des diverses autorisations doit donc pouvoir faire l'objet d'une discussion, dans le cadre de l'article 16. Il faut notamment déterminer la portée exacte de chacune d'entre elles.

3. Statut, rôle et responsabilité des organismes agréés

Historiquement, ces organismes résultent d'initiatives des milieux industriels concernés. Ceux-ci ont créé ces centres de contrôle, indépendants d'eux sur le plan technique et financier, pour attester en leur nom la conformité ou la qualité de leurs installations.

A un moment, cette indépendance a été mise en cause par d'aucuns : en effet, des administrateurs venus du secteur de l'électricité étaient présents dans les conseils d'administration des organismes agréés.

Cette situation est tout à fait propre à la Belgique. Le système a toutefois fait ses preuves. Il faudra examiner si le projet ne le remet pas en cause et permet d'assurer la pérennité de la qualité du service de ces organismes.

On pourra également s'interroger sur l'opportunité de maintenir plusieurs organismes agréés de classe I (grandes installations nucléaires). Le projet répond-il à cette question ? Dans le cadre du marché unique, prévoit-on l'agrément d'organismes ou d'institutions étrangères ?

Si oui, les compétences accumulées en Belgique au sein des organismes agréés risquent de disparaître.

4. Personnel

Le projet retient en tant que principe que le personnel de l'organisme sera sous statut de contrat d'emploi, ce qui constitue une dérogation fondamentale pour un organisme public. Une exception est faite pour le personnel des services actuels, qui sera transféré.

Dans la proposition qu'il avait déposée, M. Poncelet avait instauré plus de souplesse, dans la mesure où il lui semblait opportun de maintenir tout le monde sous statut de contrat d'emploi. Celui-ci s'appliquait donc aussi au personnel des services qui aura choisi d'entrer au sein de l'Agence.

La solution retenue est différente : les membres transférés gardent les avantages inhérents à leur

veer tien jaar om een kerncentrale te bouwen, en we kunnen ons dan ook afvragen of het verlenen van een vergunning niet vooruitloopt op het verlenen van een exploitatievergunning en op het opstarten van de centrale.

In het huidige systeem wordt de vergunning die eigenlijk vooraf moet worden gegeven, in feite pas verleend na het voltooiën van de constructie. Er zijn zelfs vergunningen verleend voor koeltorens die reeds waren gebouwd.

Het tijdschema voor de verschillende vergunningen moet dus besproken kunnen worden in het kader van artikel 16. Daarbij moet met name de draagwijdte van ieder van de vergunningen nader worden bepaald.

3. Statuut, rol en verantwoordelijkheid van de erkende instellingen

Die instellingen zijn indertijd opgericht op initiatief van de betrokken bedrijven. Zij hebben technisch en financieel onafhankelijke controlecentra opgericht die in hun naam de conformiteit en de kwaliteit van hun installaties moeten bevestigen.

Op een gegeven ogenblik hadden sommigen hun twijfels bij de onafhankelijkheid van die instellingen : in de raden van bestuur van de erkende instellingen hadden immers bestuurders uit de elektriciteitssector zitting.

Dat is een typisch Belgische situatie. Het systeem werkt echter naar behoren. Er moet worden nagegaan of het systeem door het ontwerp niet op de helling komt te staan en of de kwaliteit van de dienstverlening van die instellingen gewaarborgd blijft.

Voorts kunnen we ons ook afvragen of het nodig is verschillende erkende instellingen van klasse I (grote nucleaire installaties) te behouden. Geeft het ontwerp een antwoord op die vraag ? Wordt in het kader van de eenheidsmarkt ook voorzien in de erkenning van buitenlandse instellingen ?

Als dat zo is, bestaat het gevaar dat in België de opgedane kenniservaring bij de erkende instellingen teloor zal gaan.

4. Personeel

Het ontwerp gaat uit van het beginsel dat het personeel met een arbeidsovereenkomst voor bedienden wordt aangeworven, wat voor een openbare instelling een wezenlijke afwijking is. Er wordt een uitzondering gemaakt voor het personeel van de huidige diensten dat naar het Agentschap wordt overgeheveld.

De heer Poncelet heeft een soepeler voorstel ingediend, aangezien hij het aangewezen vond voor iedereen het bediendenstatuut te behouden, ook voor het personeel van de diensten dat verkiesd naar het Agentschap over te stappen.

Er is nu voor een andere oplossing gekozen : de overgedragen personeelsleden behouden in een zoge-

statut antérieur, dans un cadre d'extinction. Cela créera *ipso facto* deux types de personnel dans la nouvelle Agence. La cohabitation de ces deux régimes pourrait créer quelques problèmes. Ainsi si, le cas échéant, un préavis peut être signifié à un membre du personnel contractuel, comment agira-t-on à l'égard du personnel transféré ?

Il faudra, en tout état de cause, rapidement dépasser le cadre existant et recruter du personnel complémentaire. Il y a également lieu de ne pas réserver l'ensemble des postes à responsabilités à des fonctionnaires actuels, ce qui empêcherait, de fait, l'élargissement à des compétences extérieures et toute possibilité d'avancement et de carrière pour le personnel recruté.

5. *Existence d'autres services concernés*

Le membre rappelle qu'il existe effectivement une série d'autres services concernés par ces problèmes. Il souhaiterait donc que l'on évoque la possibilité ou l'impossibilité d'appliquer le principe utilisé dans ce projet à l'ensemble du personnel établi dans ces services. La question est surtout pertinente pour le personnel affecté à la direction de la Sûreté nucléaire au ministère de la Justice.

Ce service est pour une série de missions, très proche des deux qui ont été transférés. Pourquoi ne rejoint-il également pas la nouvelle institution ?

6. *Incompatibilités*

Il est certes indiqué de prévoir, notamment dans les organes de gestion de la nouvelle institution, un certain nombre d'incompatibilités pour éviter le reproche que les administrateurs soient les représentants patentés des producteurs d'électricité.

Il ne faut cependant pas instaurer une rigidité telle, qu'il soit impossible de recruter le moindre expert de compétence reconnue. S'il est acquis qu'il faut assurer l'indépendance nécessaire à l'organisme, il faut encore pouvoir trouver des gens de renommée pour fonctionner au sein du Comité scientifique et des organes de gestion. Ce nombre potentiel est très limité.

7. *Financement*

Actuellement, les services fonctionnent sur la base d'un système de redevances établi par la loi. Ce système prélève ces redevances en fonction de la puissance installée ou des autorisations accordées.

Il ne serait pas indiqué de lier ces redevances de manière exclusive aux prestations de l'institution. En effet, il n'est pas sain d'obliger l'organisme à négocier, à chaque fois, toute augmentation de ses moyens financiers avec ses différents interlocuteurs.

naamd uitdovingsstatuut de voordelen die verbonden zijn aan hun vorige statuut. Daardoor zullen er in het nieuwe Agentschap *ipso facto* twee categorieën van personeel ontstaan. Het naast elkaar bestaan van die twee stelsels kan voor problemen zorgen. De arbeidsovereenkomst van een contractueel personeelslid kan bijvoorbeeld in voorkomend geval worden opgezegd, maar hoe handelt men op dat stuk met het overgedragen personeel ?

Er moet in ieder geval buiten de bestaande formatie extra personeel worden aangeworven. Daarbij moet er tevens worden op toegezien dat niet alle posten met verantwoordelijkheid aan de huidige ambtenaren worden toegewezen, aangezien het aangeworven personeel dan geen bijkomende bevoegdheden meer kan krijgen en alle perspectieven op bevordering of op een verdere loopbaan verliest.

5. *Voortbestaan van andere betrokken diensten*

Het lid brengt in herinnering dat er nog een reeks andere diensten bij het probleem betrokken zijn. Hij wenst dan ook dat wordt uitgemaakt of het beginsel van dit ontwerp al of niet geldt voor al het personeel van die diensten. Die vraag heeft vooral belang voor het personeel van de directie voor de veiligheid inzake kernenergie bij het ministerie van Justitie.

Deze dienst is voor een aantal opdrachten erg verwant met de twee diensten die werden overgeheveld. Waarom sluit deze dienst ook niet aan bij de nieuwe instelling ?

6. *Onverenigbaarheden*

Het is zeker aangewezen om meer bepaald voor de bestuursorganen van de nieuwe instelling een aantal onverenigbaarheden in te bouwen. Zo kan worden voorkomen dat de bestuurders wordt verweten dat ze de gepatenteerde vertegenwoordigers van de elektriciteitsproducenten zijn.

Toch moet het systeem ook niet zó streng zijn dat het onmogelijk wordt om vermaarde deskundigen aan te trekken. De onafhankelijkheid van de organisatie moet vanzelfsprekend gewaarborgd zijn, maar men moet ook nog gerenommeerde deskundigen kunnen vinden voor de Wetenschappelijke Raad en de bestuursorganen. En daarvoor komen maar weinig mensen in aanmerking.

7. *Financiering*

De diensten werken tegenwoordig op basis van een heffingenstelsel dat bij wet is vastgelegd. Deze heffingen zijn gebaseerd op het geïnstalleerde vermogen of op de verleende vergunningen.

Het zou niet aangewezen zijn om de heffingen uitsluitend te koppelen aan de prestaties van de instelling. Het is namelijk niet heilzaam de instelling ertoe te verplichten telkens met de verschillende partners te onderhandelen over elke verhoging van

Cela reviendrait concrètement à atténuer son indépendance financière.

Une « forfaitarisation » des prestations constituerait un frein à des initiatives du personnel de l'organisme, qui pourrait limiter ses exigences, ses analyses ou ses enquêtes, parce que les moyens financiers ne suivent pas.

8. Période transitoire

Il ne sera pas possible, du jour au lendemain, de mettre en place le service et d'appliquer l'ensemble des modalités de fonctionnement prévues dans le cadre du projet.

C'est la raison pour laquelle, dans sa proposition initiale, M. Poncelet avait proposé une période transitoire, en trois étapes. Il déclare ne pas avoir relevé une possibilité semblable dans le projet à l'examen. Qu'en est-il exactement ?

Il importe, en effet, d'assurer une mise en marche progressive de cette institution, notamment pour garantir la pérennité des organismes agréés. S'il apparaît que l'Agence constitue une menace pour ces organismes, le personnel de ces organismes va disparaître, ne viendra pas à l'Agence et il sera impossible de le recruter ultérieurement. On arriverait donc au résultat navrant d'avoir créé une institution privée des capacités d'expertise existantes. Il importe donc de maintenir disponibles et opérationnelles ces capacités.

*
* *

M. Pierard rappelle que nul ne peut contester le bien-fondé de ce projet, qui entend réformer en profondeur les modalités d'un contrôle public sur toutes les activités nucléaires. Il faut cependant éviter de tomber dans un excès de fonctionnarisme. Il y a lieu, en effet, de garder à l'esprit l'accident de Tchernobyl, où les hautes instances des services publics avaient pourtant été averties des risques sept ans auparavant.

L'intervenant relève, pour ce qui concerne le personnel, la faiblesse des administrations actuelles. Il faut donc envisager un recrutement supplémentaire et un renforcement des cadres. Comment trouver ces agents suffisamment qualifiés ? Il faut, à l'évidence, que l'Agence soit suffisamment attrayante que pour pouvoir faire appel à des personnalités de grand format.

Enfin, le membre souhaiterait savoir comment sera organisée la coordination entre l'Agence et l'ON-DRAF. Ne feront-ils finalement pas double emploi à certains moments ?

de financière, want dat zou erop neerkomen dat haar financiële onafhankelijkheid enigszins wordt beperkt.

Een forfaitair bedrag per prestatie zou een rem zetten op de initiatieven van het personeel van de instelling, dat zijn eisen, analyses en onderzoeken zou kunnen inbinden omdat de financiële middelen niet volgen.

8. Overgangperiode

Niet alle in het ontwerp opgenomen diensten en werkingsmodaliteiten zullen van de ene dag op de andere kunnen worden verwezenlijkt.

Daarom heeft de heer Poncelet in het oorspronkelijke voorstel een overgangperiode met drie stadia opgenomen. In het ontwerp dat nu ter tafel ligt, vindt hij evenwel niets gelijkaardigs terug. Wat is nu eigenlijk de stand van zaken ?

Het is van belang dat deze instelling geleidelijk in werking wordt gesteld, zodat het voortbestaan van de erkende instelling wordt gewaarborgd. Indien het Agentschap een bedreiging vormt voor die erkende instellingen, dan verdwijnt het personeel bij die instellingen, komt dat personeel ook niet naar het Agentschap en kan het ook later niet meer worden aangeworven. Het jammerlijke gevolg daarvan zou zijn dat een instelling wordt gecreëerd die het moet stellen zonder de beschikbare expertisecapaciteiten. Die capaciteiten moeten dus bestaande en operationeel blijven.

*
* *

De heer Pierard meent dat niemand de gegrondheid in twijfel kan trekken van dit ontwerp, dat de nadere regels voor de controle van alle kernactiviteiten door de overheid grondig moet hervormen. Er moet evenwel worden vermeden dat men in een overdreven bureaucratie terechtkomt. We mogen de kernramp in Tsjernobyl niet vergeten : daar waren de hoogste instanties van de overheidsdiensten nochtans reeds zeven jaar voordien ingelicht over de risico's.

Met betrekking tot het personeel, wijst spreker op de zwakke administratieve ondersteuning. Er moet bijgevolg worden gedacht aan bijkomende aanwervingen en aan een uitbreiding van het kaderpersoneel. Maar hoe moet men die voldoende gekwalificeerde mensen vinden ? Het Agentschap moet immers voldoende aantrekkelijk zijn om een beroep te kunnen doen op deskundigen van formaat.

Het lid vraagt hoe de coördinatie tussen het Agentschap en de NIRAS zal worden georganiseerd. Zullen die twee instellingen elkaar op bepaalde ogenblikken niet overlappen ?

IV. — REPONSES DU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SANTE PUBLIQUE

— *Financement de l'Agence*

L'article 12 du projet permet au Roi de fixer les redevances. Le recours à l'arrêté royal permet d'avantage de souplesse et d'en adapter plus aisément le montant.

— *Cadre du personnel*

Provisoirement, le cadre sera constitué de la somme des cadres des services « Radiations ionisantes » de la Santé publique et « Sécurité technique des installations nucléaires » de l'Emploi et du Travail.

Par la suite, le cadre sera fixé sur proposition du conseil d'administration. Il est certain qu'il évoluera ultérieurement à la hausse, comme le prévoit l'article 44.

Dans la radioscopie de la Fonction publique, il est prévu que le personnel du service « Direction de la sûreté nucléaire » du ministère de la Justice pourra, sur la base de la mobilité, venir étoffer les cadres de l'Agence.

— *Statuts du personnel*

La question se posera de savoir si les personnes remplissant les conditions d'accès mais étant de nationalité étrangère pourront accéder aux emplois.

La coexistence entre statutaires et non-statutaires est effectivement prévue. La qualité statutaire doit à l'évidence demeurer pour les agents occupant une fonction d'officier de police judiciaire. D'autre part, pour certains emplois, la technicité et la qualification sont telles qu'il est impossible d'attirer avec les barèmes de la Fonction publique, des personnes ultra-compétentes. Il faut donc les engager dans le cadre d'un contrat d'emploi.

Le ministre ajoute qu'au niveau du personnel statutaire, il y aura un cadre d'extinction. Leur emploi ne suivra plus l'évolution de la carrière des agents de l'Etat. Ils garderont (en l'absence de promotions au sein de l'Agence selon les mêmes critères et les mêmes modalités que les autres employés de l'Agence) leur catégorie et leurs augmentations barémiques jusqu'à leur mise à la pension.

Pour des agents statutaires, il sera toujours possible de passer dans le cadre d'un contrat d'emploi, pour autant qu'ils entreprennent pour cela les démarches nécessaires.

IV. — ANTWOORDEN VAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

— *Financiering van het Agentschap*

Artikel 12 van het ontwerp biedt de Koning de mogelijkheid om de heffingen vast te stellen. Via een koninklijk besluit kan dat soepeler en kan het bedrag vrij eenvoudig worden aangepast.

— *Personeelsformatie*

Die formatie bestaat voorlopig uit de samenvoeging van de personeelsformatie van de *Dienst ioniserende stralingen* (departement Volksgezondheid) en de *Dienst voor de technische veiligheid van de kerninstallaties* (departement Tewerkstelling en Arbeid).

In een later stadium zal de personeelsformatie op voorstel van de raad van bestuur worden vastgesteld. Het is een feit dat die formatie in de toekomst uitbreiding zal nemen, zoals bepaald bij artikel 44.

De doorlichting van het overheidsambt voorziet voor de personeelsleden van de *Veiligheid inzake kernenergie* (departement Justitie) in de mogelijkheid om onder de mobiliteitsregeling over te stappen naar de personeelsformatie van het Agentschap.

— *Statuut van het personeel*

De vraag rijst of de personen die aan de toegangsvoorwaarden voldoen maar een andere nationaliteit hebben die functies zullen mogen bekleden.

Er werd namelijk bepaald dat vastbenoemde en niet-vastbenoemde personeelsleden naast elkaar kunnen werken. De personeelsleden bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie moeten vanzelfsprekend vastbenoemd blijven. Voor bepaalde functies zijn de vereisten zo technisch en specifiek dat het onmogelijk is om met de weddeschalen van het overheidsambt zeer geschoolde deskundigen aan te trekken. Die mensen dienen derhalve op arbeidsovereenkomst in dienst te worden genomen.

De minister voegt daaraan toe dat de statutaire personeelsformatie geleidelijk zal worden opgeheven. De loopbaan van de statutaire personeelsleden zal niet langer de ontwikkeling volgen van de loopbaan van de overheidsambtenaren. Zij behouden (bij gebreke aan bevorderingen binnen het Agentschap volgens dezelfde criteria en regels als die geldend voor de overige werknemers van het Agentschap) tot hun pensioen hun rang en de weddeverhogingen waarop zij overeenkomstig de weddeschalen recht hebben.

De statutaire personeelsleden kunnen te allen tijde een arbeidsovereenkomst aangaan, voor zover zij daartoe zelf de nodige stappen ondernemen.

Le système envisagé est souple et demeure donc attractif pour des gens d'une qualification supérieure. De plus, il offre les garanties nécessaires au personnel statutaire.

— *Période de transition*

Il y aura tout d'abord transfert des budgets, puis « accolement » des deux cadres existants. La pérennité de l'autorisation accordée aux organismes sera assurée, afin de ne pas créer d'hiatus de fonctionnement ou de vide juridique.

— *Incompatibilités*

Le ministre renvoie à l'article 38 du projet de loi et plus particulièrement au 7°.

S'agissant du Comité scientifique, le ministre remarque qu'en égard au nombre extrêmement limité d'experts, l'imposition d'incompatibilités trop rigides aboutirait à exclure la collaboration de hautes personnalités, dont l'apport ne pourrait être que bénéfique pour la gestion de l'Agence.

Le ministre note enfin qu'au même titre que Télérad, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire constituera un deuxième pilier permettant d'organiser la protection de la population.

V. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

L'article 1^{er} comporte une série de définitions qui ont été retenues pour l'application des dispositions du projet à l'examen et qui sont basées sur celles figurant dans la directive CEE 80/836 Euratom.

MM. Dejonckheere et Barbé ont déposé un amendement n° 1 (Doc. n° 1124/2) libellé comme suit :

« Au deuxième tiret de cet article, supprimer les mots « dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée pour des raisons de radioprotection » ».

Dans leur justification, les auteurs font valoir que le texte, dont l'amendement propose la suppression, est une précision nouvelle par rapport à la définition antérieure, celle de la loi de 1958 qui sera abrogée par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. La précision sous-entend qu'il existe un seuil en dessous duquel la radioactivité d'une substance ne nécessite pas un contrôle. Un tel principe ne peut être accepté, car il est clairement établi que l'exposition répétitive à des radiations, mêmes faibles, a des conséquences pour l'homme et l'environnement. De plus, cette disposi-

De ontworpen regeling is soepel en blijft bijgevolg aantrekkelijk voor hooggekwalificeerde werknemers. Bovendien biedt ze de nodige garanties voor het statutaire personeel.

— *Overgangperiode*

In eerste instantie zullen de budgetten worden overgedragen, waarna de twee bestaande formaties zullen worden samengevoegd. De aan instellingen verleende machtiging zal een permanent karakter hebben, om te voorkomen dat hiaten in de werking of juridische leemten zouden ontstaan.

— *Onverenigbaarheden*

De minister verwijst in dit verband met name naar het bepaalde in artikel 38, 7°, van het wetsontwerp.

Aangezien het hier om de Wetenschappelijke Raad gaat, acht de minister het niet wenselijk dat al te strikte onverenigbaarheden worden opgelegd. Gelet op het uiterste kleine aantal deskundigen in die materie, zou een en ander er immers toe leiden dat de medewerking van een aantal prominenten uitgesloten wordt, terwijl zij een waardevolle bijdrage tot het Agentschap zouden kunnen leveren.

De minister stipt ten slotte aan dat het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle naast Télérad een tweede pijler zal vormen in de organisatie voor de bescherming van de bevolking.

V. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Artikel 1 bevat een aantal definities die betrekking hebben op de toepassing van de bepalingen van het onderhavige ontwerp en die gebaseerd zijn op de definities opgenomen in EEG-richtlijn 80/836 Euratom.

De heren Dejonckheere en Barbé hebben een amendement n° 1 ingediend (stuk n° 1124/2), dat luidt als volgt :

« In dit artikel, bij het tweede gedachtenstreepje, de woorden « waarvan de activiteit of de concentratie om redenen van stralingsbescherming niet mag worden verwaarloosd » weglaten ».

In hun verantwoording stellen zij dat de tekst die het amendement wil doen vervallen, een nieuwe precisering vormt ten opzichte van de bepaling van de wet van 1958 die door de nieuwe wet zal worden opgeheven. Die precisering lijkt hier evenwel niet op haar plaats omdat ze ervan uitgaat dat een bepaalde stof geen controle behoeft wanneer ze onder een radioactiviteitsdrempel blijft. Dat is onaanvaardbaar, want het staat vast dat blootstelling en meer bepaald herhaalde blootstelling, ook aan zwakke straling, gevolgen heeft voor mens en milieu. Bovendien zou

tion faciliterait des pratiques de dilution des déchets radioactifs qui échapperaient ainsi au contrôle.

Certes, la définition prévue par le gouvernement suit la directive CEE 80/836 Euratom, mais cela ne signifie pas que la Belgique ne peut pas aller plus loin que l'Europe en ce qui concerne la protection de la population contre les rayonnements ionisants.

M. Poncelet relève que la fixation d'un seuil est une question essentielle. Les arguments développés dans le rapport lui permettent résolument de se rallier aux dispositions proposées à l'article 1^{er}.

Le ministre fait, lui aussi, valoir qu'il importe de prévoir un seuil parce que toutes les substances dégagent une certaine radioactivité et qu'il est clair que l'on ne peut tout réglementer. Il estime qu'il faut surtout concentrer l'effort de contrôle sur les situations dangereuses et réitère qu'il s'agit essentiellement de normes puisées dans la directive européenne.

M. Dejonckheere se dit choqué par cet argument, car quand ces normes vont trop loin, on s'entend répondre qu'elles sont impraticables et quand les Verts estiment qu'elles sont trop tolérantes, on déclare qu'il faut essayer d'y coller. Rien n'empêche la Belgique d'adopter des normes plus sévères que celles convenues sur le plan européen.

De plus, l'introduction de ce seuil représente en fait une manière de comprimer les coûts de gestion des déchets inhérents à l'énergie électro-nucléaire. Il est d'avis qu'il s'agit là d'un cadeau supplémentaire à ce type de filière.

M. Poncelet comprend la préoccupation du préopinant. Mais il convient de garder à l'esprit les ordres de grandeur et de demeurer réaliste. Si une quantité de déchets a une radioactivité moindre que la radioactivité naturelle, il n'est pas raisonnable de les qualifier de déchets nucléaires et d'imposer un traitement onéreux.

M. Dejonckheere souligne cependant qu'il faut savoir comment la population ressent le problème des décharges faiblement radioactives. Il ajoute qu'il n'est pas raisonnable de minimiser les normes car cette attitude va créer une gradation dans la réaction de la population devant l'inconnu.

Le ministre répond que le texte de l'article précise clairement que dès qu'il existe un risque ou une inquiétude en matière de radioprotection, un contrôle est exercé par l'Agence. Il ne voit dès lors pas de raison d'avoir des craintes majeures à ce sujet.

*
* *

L'amendement n° 1 de MM. Dejonckheere et Barbé est rejeté par onze voix contre une.

een dergelijke bepaling praktijken in de hand werken als het verdunnen van radioactieve afvalstoffen, die dan aan iedere vorm van controle zouden ontsnappen.

De door de regering voorgestelde begripsomschrijving beantwoordt weliswaar aan EEG-Richtlijn 80/836 Euratom, maar dat neemt niet weg dat België verder kan gaan dan Europa wat de bescherming van de bevolking tegen ioniserende stralingen betreft.

De heer Poncelet merkt op dat het van wezenlijk belang is dat een drempel wordt vastgelegd. Op basis van de argumenten die in het rapport worden uiteengezet, kan hij zich resoluut scharen achter de in artikel 1 voorgestelde bepalingen.

Ook de minister vindt het belangrijk dat er een drempel wordt vastgelegd, aangezien alle stoffen enige radioactiviteit vrijgeven en natuurlijk niet alles kan worden gereguleerd. Hij meent dat men de controles vooral moet toespitsen op de gevaarlijke situaties en herhaalt dat die normen grotendeels op de Europese richtlijn stelen.

De heer Dejonckheere is geschokt door dit argument : als men aanvoert dat die normen te ver gaan, dan hoort men immers stevast dat ze inderdaad onwerkbaar zijn, en wanneer de Groenen dan oordelen dat die normen te tolerant zijn, werpt men tegen dat we zo nauw mogelijk bij de normen moeten aansluiten. Niets weerhoudt België ervan om strengere normen op te leggen dan de Europese.

Bovendien kunnen met de invoering van die drempel de beheerskosten voor het afval van via kerncentrales opgewekte elektriciteit worden gedrukt. Hij is de mening toegedaan dat dit een toegift is aan dit soort van produktiemethode.

De heer Poncelet begrijpt de bezorgdheid van de vorige spreker. We moeten evenwel alle verhoudingen in acht nemen en realistisch blijven. Indien een hoeveelheid afval een lagere radioactiviteit heeft dan de natuurlijke radioactiviteit, dan is het niet logisch om dat afval als kernafval te beschouwen en het aan een dure behandeling te onderwerpen.

De heer Dejonckheere onderstreept evenwel dat men moet weten hoe de bevolking staat tegenover het probleem van stortplaatsen voor licht radioactief afval. Hij voegt hieraan toe dat het niet redelijk is om de normen te minimaliseren, want dat zal de reactie van de bevolking op het onbekende gaandeweg nog aanscherpen.

De minister antwoordt dat het artikel duidelijk bepaalt dat het Agentschap een controle uitvoert zodra er een risico of een onzekerheid opduikt op het stuk van de stralingsbescherming. Volgens hem is er dan ook niet de minste reden om hiervoor te vrezen.

*
* *

Amendement n° 1 van de heren Dejonckheere en Barbé wordt verworpen met 11 tegen 1 stem.

L'article 1^{er} est adopté par onze voix contre une.

Artikel 1 wordt aangenomen met 11 tegen 1 stem.

Art. 2

Le ministre indique que l'article 2 institue l'Agence sous la forme d'un parastatal de type C, c'est-à-dire celui bénéficiant de la plus large indépendance.

M. Poncelet communique que les deux premiers alinéas ne suscitent aucune difficulté. Quant au troisième, il établit que l'Agence est soumise à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, mais sans préjudice des articles 32 à 34 du projet à l'examen. Il pense qu'il conviendrait d'y ajouter également l'article 48 car ce dernier stipule qu'il n'y a qu'un seul commissaire du gouvernement au sein de l'Agence. *M. Poncelet* signale en effet que la loi du 16 mars 1954 détermine non seulement qu'il existe dans les parastataux un commissaire du gouvernement nommé par le ministre assurant la tutelle sur l'organisme mais aussi qu'outre ce commissaire technique, le ministre des Finances y dispose d'un délégué ayant un droit de regard sur les comptes et les budgets. L'article 48 qui est soumis, déroge à ce principe en disant qu'un seul commissaire sera à la fois le représentant des ministres de tutelle et du ministre du Budget.

Il dépose un amendement n° 9 (Doc. n° 1124/3) libellé comme suit :

« Au troisième alinéa, ajouter les mots « *et de l'article 48* » après les mots « *des articles 32 à 34* » ».

Dans sa justification, l'auteur souligne que cet alinéa dispose que l'organisme public visé par la loi en projet est soumis, d'une manière générale, à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Toutefois, les articles 32 à 34 complètent cette mesure en établissant des dispositions complémentaires qui dérogent à ladite loi du 16 mars 1954.

Il en va de même pour l'article 48 de la loi en projet, qui dispose que le pouvoir de contrôle prévu à l'article 9 de ladite loi du 16 mars 1954 s'exerce, par dérogation à cet article, à l'initiative d'un seul commissaire du gouvernement, qui exerce également les attributions du délégué du ministre des Finances.

Il s'impose donc d'ajouter cette référence à l'article 2 de la loi en projet.

Au sujet du quatrième alinéa, *M. Poncelet* aimerait y lire quelles sont les caractéristiques spécifiques d'un tel parastatal de type C par rapport aux autres parastataux ou à un établissement public autonome.

Le ministre réplique que le parastatal de type C a essentiellement été choisi pour des raisons de sou-

Art. 2

De minister merkt op dat bij artikel 2 het Agentschap wordt opgericht in de vorm van een parastatale van categorie C, met andere woorden het type instelling dat de grootste onafhankelijkheid geniet.

Volgens *de heer Poncelet* leveren de eerste twee leden van het artikel geen problemen op. Het derde lid bepaalt dat het Agentschap onder de toepassing valt van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde instellingen van openbaar nut, onverminderd de bepalingen van de artikelen 32 tot 34 van het voorliggende ontwerp. Hij vindt dat ook artikel 48 daarbij moet worden vermeld, aangezien dat laatste artikel bepaalt dat slechts één regeringscommissaris in het Agentschap zitting heeft. Spreker merkt op dat de wet van 16 maart 1954 immers niet alleen bepaalt dat voor de parastatale instellingen een regeringscommissaris wordt benoemd door de minister die het toezicht over de instelling uitoefent, maar dat er afgezien van die technische commissaris ook een gemachtigde van de minister van Financiën wordt aangewezen die het recht heeft de rekeningen en de begrotingen in te zien. Het voorgestelde artikel 48 wijkt af van dat principe door te bepalen dat één commissaris tegelijk de vertegenwoordiger is van de toezichthoudende ministers en van de minister van Begroting.

De heer Poncelet dient bijgevolg een amendement n° 9 in (Stuk n° 1124/3), luidend als volgt :

« In het derde lid, tussen de woorden « *de artikelen 32 tot 34* » en de woorden « *van deze wet* », de woorden « *en artikel 48* » invoegen. »

In zijn verantwoording wijst hij erop dat op grond van het derde lid, de in de wet in ontwerp bedoelde openbare instelling grotendeels onder de toepassing valt van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De artikelen 32 tot 34 vullen die maatregel aan. Ze stellen immers bijkomende bepalingen in, die afwijken van voornoemde wet van 16 maart 1954.

Hetzelfde geldt voor artikel 48 van de wet in ontwerp. Dat artikel bepaalt dat de bij artikel 9 van die wet van 16 maart 1954 voorgeschreven controlebevoegdheid — in afwijking van dat artikel — wordt uitgeoefend door bemiddeling van één regeringscommissaris, die tevens de functie van gemachtigde van de minister van Financiën vervult.

Die verwijzing behoort derhalve te worden toegevoegd aan artikel 2 van de wet in ontwerp.

Met betrekking tot het vierde lid merkt *de heer Poncelet* op dat hij daarin graag zou bepaald zien welke de specifieke kenmerken zijn van een dergelijke parastatale van categorie C in vergelijking met de andere parastatale instellingen of met een autonoom bedrijf.

De minister antwoordt dat vooral wegens de soepelheid voor een parastatale van categorie C is geko-

plesse. Son conseil d'administration dispose en effet d'une large indépendance. Le contrôle budgétaire des dépenses est effectué a posteriori, ce qui permet une gestion souple, même s'il est prévu que l'Agence doit rester financièrement en équilibre. Enfin, cette formule offre la possibilité de recourir à des contrats d'emploi pour les membres du personnel et de conserver le régime statutaire pour les agents de l'Etat.

Quant à la suggestion d'ajouter l'article 48, le ministre observe que la question est de savoir si l'article 48 du projet déroge à la loi du 16 mars 1954. Il note à cet égard que l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 prévoit la nomination d'un ou plusieurs commissaires du gouvernement par le Roi, sur la proposition du ministre concerné. Dans le projet de loi, on a opté pour la désignation d'un seul commissaire du gouvernement exerçant aussi les fonctions de délégué du ministre des Finances. Ledit commissaire est nommé par arrêté royal délibéré en conseil des ministres. Eu égard au fonctionnement collégial de ce dernier, le ministre des Finances se prononce dès lors également sur le choix du commissaire. En conséquence, si l'on peut admettre qu'une délibération en conseil des ministres équivaut à une proposition de tous les ministres, on peut imaginer que le projet ne déroge en aucune manière à la règle générale.

M. Poncelet objecte que son observation concernant l'article 48 n'était pas liée à la préoccupation de savoir si le ministre des Finances a le cas échéant donné explicitement son avis, mais constitue une remarque de nature légistique. La disposition qui prévoit la nomination d'un seul commissaire est à l'évidence une dérogation à la loi du 16 mars 1954.

Le ministre ne partage pas ce point de vue. La loi stipule clairement « un ou plusieurs commissaires ».

M. Poncelet le concède. Cette loi du 16 mars 1954 prévoit en effet la désignation d'un ou plusieurs commissaires, c'est-à-dire la représentation des ministres de tutelle. Mais, cette loi impose en outre la nomination d'un délégué du ministre des Finances, qui n'est pas un commissaire et revêt un statut particulier.

Le ministre confirme cependant que deux ministres peuvent désigner une personne pouvant remplir les deux fonctions.

Consécutivement aux précisions apportées par le ministre, *M. Poncelet* retire son amendement n° 9.

*
* *

L'article 2 est adopté par onze voix pour et une abstention.

zen. De raad van bestuur ervan heeft een ruime onafhankelijkheid. De begrotingscontrole van de uitgaven gebeurt achteraf, wat een soepel beheer mogelijk maakt, al is bepaald dat het Agentschap financieel in evenwicht moet blijven. Die formule maakt het tot slot eveneens mogelijk personeelsleden aan te werven met een arbeidsovereenkomst voor bedienden en tegelijk de statutaire regeling voor de rijksambtenaren te behouden.

Met betrekking tot de suggestie om artikel 48 toe te voegen, merkt de minister op dat het probleem erin bestaat te weten of artikel 48 van het ontwerp afwijkt van de wet van 16 maart 1954. Hij wijst er daarbij op dat artikel 9, paragraaf 1, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 bepaalt dat één of meer regeringscommissarissen door de Koning worden benoemd op de voordracht van de betrokken minister. In het wetsontwerp is gekozen voor de aanwijzing van slechts één regeringscommissaris die tevens de functie van gemachtigde van de minister van Financiën uitoefent. Die commissaris wordt benoemd bij een in Ministerraad overlegd besluit. Aangezien de Ministerraad daarbij collegiaal beslist, spreekt de minister van Financiën zich ook uit over de keuze van de commissaris. Als we aannemen dat een beslissing genomen in Ministerraad overeenstemt met een voorstel van alle ministers, dan wijkt het ontwerp niet in het minst af van de algemene regel.

De heer Poncelet werpt tegen dat zijn opmerking betreffende artikel 48 er niet toe strekt te weten of de minister van Financiën in voorkomend geval expliciet zijn mening te kennen heeft gegeven, maar dat het een wetgevingstechnische opmerking betreft. De bepaling die erin voorziet dat slechts één commissaris wordt benoemd, is klaarblijkelijk een afwijking op de wet van 16 maart 1954.

De minister deelt dat standpunt niet. De wet heeft het duidelijk over « één of meer commissarissen ».

De heer Poncelet geeft dat toe. Die wet van 16 maart 1954 bepaalt inderdaad dat één of meer commissarissen worden aangewezen die dus de vertegenwoordigers van de toezichthoudende ministers zijn. Diezelfde wet legt echter ook de verplichting op om een gemachtigde van de minister van Financiën te benoemen, die geen commissaris is en een speciaal statuut heeft.

Volgens *de minister* kunnen twee ministers evenwel één persoon aanwijzen die beide functies uitoefent.

Na die toelichtingen van de minister trekt *de heer Poncelet* zijn amendement n° 9 in.

*
* *

Artikel 2 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 3

Le ministre observe que l'article 3 regroupe de façon générale l'ensemble des pouvoirs qui vont être confiés au Roi et qui vont permettre de soumettre à autorisation préalable tout usage de rayonnements ionisants.

MM. Dejonckheere et Barbé ont déposé un amendement n° 2 tendant à compléter le dernier alinéa par ce qui suit :

« *Les autorités portuaires compétentes sont avisées au moins 14 jours à l'avance de la visite de tout navire à propulsion nucléaire ou ayant des armes atomiques à son bord.* »

Dans leur justification, les auteurs observent que de tels navires présentent un risque accru pour la population. Les autorités portuaires doivent pouvoir prendre les précautions utiles pour protéger celle-ci.

M. Poncelet signale que l'alinéa 1^{er} établit que ces mesures ont pour but de protéger les travailleurs, la santé publique ou l'environnement. Par ailleurs à l'article 6, il est question de la santé de la population et de l'environnement, ainsi que de la sauvegarde de la population ou de l'environnement. A l'article 10 enfin, on fait à nouveau état de la santé de la population ou de l'environnement. Pour la clarté du texte, il conviendrait d'utiliser les mêmes termes dans les articles respectifs qui traitent de la même préoccupation.

L'article 3 établissant le principe d'un certain nombre de conditions, l'intervenant s'interroge s'il ne faudrait pas établir une liaison avec l'article 13 qui fait référence à la loi de 1955 sur la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire.

L'orateur note enfin que l'avant-dernier alinéa de l'article 3 stipule que le Roi peut réglementer l'évacuation de substances radioactives. Il estime que ces dispositions devraient revêtir un caractère plus général en englobant non seulement l'évacuation mais aussi le conditionnement, le stockage et l'entreposage, comme le prévoit d'ailleurs la loi sur l'ONDRAF.

Le président observe qu'il existe de surcroît une différence entre la version néerlandaise et française. Le texte français fait état de « l'évacuation » alors qu'en néerlandais, il est question de « verwijdering » en de ontruiming ».

En ce qui concerne l'amendement de MM. Dejonckheere et Barbé, *le ministre* précise que, dans la pratique, les autorités portuaires sont informées de tous les éléments relatifs aux transports civils. S'agissant des transports de substances nucléaires, ceux-ci sont soumis à une autorisation préalable et l'Agence est forcément mise au courant. La problématique des navires militaires est régie par des conventions internationales et des règlements de l'OTAN. A cet égard, il lui semble difficile que le législateur adopte des mesures contraires à ces traités internationaux.

Art. 3

De minister merkt op dat artikel 3 een algemene groepering is van alle bevoegdheden die aan de Koning zullen worden toegekend en die het pad effenen om elk gebruik van ioniserende stralingen aan een voorafgaande vergunning te onderwerpen.

De heren Dejonckheere en Barbé hebben een amendement n° 2 ingediend, ertoe strekkend het laatste lid aan te vullen met wat volgt :

« *De bevoegde zeehavenautoriteiten worden ten minste 14 dagen voorafgewaarschuwd van elk bezoek van een schip met atoomwapens aan boord of van een schip dat met atoomenergie wordt aangedreven.* »

In de verantwoording van het amendement stellen zij dat « Dergelijke schepen een bijkomend gevaar voor de bevolking betekenen. De havenautoriteiten moeten de gewenste voorzorgsmaatregelen kunnen treffen voor de bescherming van de bevolking. ».

De heer Poncelet wijst erop dat die maatregelen krachtens het eerste lid bedoeld zijn om de werknemers, de volksgezondheid of het milieu te beschermen. In artikel 6 is sprake van de volksgezondheid en het milieu, maar ook van de bescherming van de bevolking of van het milieu. In artikel 10 ten slotte wordt opnieuw verwezen naar de volksgezondheid of het milieu. Ter wille van de duidelijkheid is het aangewezen de respectieve artikelen die dezelfde problemen behandelen ook in dezelfde bewoordingen te stellen.

Aangezien artikel 3 het principe van een aantal voorwaarden vastlegt, vraagt spreker zich af of geen verband moet worden gelegd met artikel 13, dat verwijst naar de wet van 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van kernenergie.

Spreker merkt ten slotte op dat het voorlaatste lid van artikel 3 bepaalt dat de Koning ook de verwijdering en de ontruiming van radioactieve stoffen kan reglementeren. Hij is van mening dat die bepalingen in algemener bewoordingen dienen te worden gesteld en niet alleen de ontruiming, maar ook de verpakking, de opslag en de bewaring zouden moeten omvatten, zoals de wet op de NTRAS trouwens voorschrijft.

De voorzitter merkt op dat de Nederlandse en de Franse versie bovendien niet overeenstemmen. De Franse tekst heeft het over « évacuation », terwijl in de Nederlandse versie sprake is van « verwijdering en ontruiming ».

In verband met het amendement van de heren Dejonckheere en Barbé verduidelijkt *de minister* dat de zeehavenautoriteiten in de praktijk op de hoogte worden gebracht van alle gegevens over het burgerlijk vervoer. Voor het vervoer van nucleaire stoffen is een voorafgaande vergunning nodig en wordt het Agentschap dus onvermijdelijk op de hoogte gebracht. Militaire schepen zijn onderworpen aan internationale overeenkomsten en NAVO-reglementeringen. In dat verband lijkt de wetgever hem dan ook moeilijk maatregelen te kunnen aannemen die indruisen tegen die internationale verdragen.

A propos des questions de terminologie soulevées par M. Poncelet, le ministre indique que le terme « évacuation » a été choisi en raison de son caractère plus général et affirme qu'il englobe les notions de « verwijdering en ontruiming » utilisées dans le texte néerlandais.

M. Poncelet demande également si l'on peut acter que le terme « évacuation » recouvre également le stockage, l'entreposage et le conditionnement. La première notion vise l'opération d'évacuation définitive, telle que la mise en disposition dans l'argile par exemple de déchets de haute activité. Le stockage, l'entreposage et le conditionnement représentent des techniques différentes, destinées à répondre à une préoccupation à plus court terme.

Le ministre confirme que le terme « évacuation » recouvre l'ensemble des opérations techniques de gestion de déchets radioactifs énumérées ci-avant.

Quant aux observations concernant l'uniformité terminologique aux articles 3, 6 et 10, le ministre fait valoir que les articles considérés ne visent pas exactement les mêmes buts.

M. Poncelet objecte qu'il existe manifestement une incohérence car même au sein d'un seul et même article on emploie tantôt un vocable, tantôt un autre.

Le ministre répond que les expressions « santé publique » et « santé de la population » recouvrent en fait la même notion. Tant pour le ministre de l'Emploi et du Travail, en ce qui concerne l'intérieur de l'entreprise, que pour le ministre de la Santé publique et de l'Environnement, en ce qui concerne l'extérieur, c'est le concept le plus large qui est visé.

Il est par ailleurs d'avis que la philosophie du projet de loi est suffisamment éclairante.

*
* *

L'amendement n° 2 de MM. Dejonckheere et Barbé est rejeté par onze voix contre une.

L'article 3 est adopté par onze voix contre une.

Art. 4

A cet égard, le ministre précise que le transport de matières radioactives ne peut être effectué que par des personnes dûment agréées par l'Agence.

M. Poncelet est d'avis que le terme « personne » doit également couvrir les personnes morales, position confirmée par le ministre.

*
* *

L'article 4 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Wat de door de heer Poncelet aangesneden terminologische problemen betreft, wijst de minister erop dat in het Frans voor « évacuation » werd gekozen omdat dat de meest algemene term is. Hij bevestigt voorts dat het Franse woord wel degelijk de in het Nederlands gebruikte termen « verwijdering en ontruiming » omvat.

De heer Poncelet wenst ook te vernemen of akte kan worden genomen van het feit dat « verwijdering en ontruiming » ook opslag, bewaring en verpakking inhoudt. In het eerste geval gaat het om definitieve berging, zoals de opslag van zwaar radioactief afval in klei bijvoorbeeld. Opslag, bewaring en verpakking zijn andere technieken, die eerder voor de korte termijn een oplossing kunnen bieden.

De minister bevestigt dat « verwijdering en ontruiming » wel degelijk slaat op alle technische handelingen voor het beheer van radioactief afval die hierboven werden opgesomd.

In verband met de opmerkingen over de terminologische eenvormigheid in de artikelen 3, 6 en 10 wijst hij erop dat die artikelen niet exact hetzelfde doel nastreven.

De heer Poncelet werpt op dat er kennelijk een gebrek aan samenhang is, want zelfs in een en hetzelfde artikel gebruikt men dan eens het ene woord, dan weer het andere.

De minister antwoordt dat de begrippen « santé publique » en « santé de la population » in de Franse tekst, in feite dezelfde lading dekken. Zowel voor de minister van Tewerkstelling en Arbeid, wat de binnenkant van het bedrijf betreft, als voor de minister van Volksgezondheid en Leefmilieu, wat de buitenkant betreft, wordt het ruimste begrip bedoeld.

Overigens is de opzet van het wetsontwerp zijns inziens voldoende verhelderend.

*
* *

Amendement n° 2 van de heren Dejonckheere en Barbé wordt verworpen met 11 tegen 1 stem.

Artikel 3 wordt aangenomen met 11 tegen 1 stem.

Art. 4

In verband hiermee preciseert de minister dat radioactieve stoffen alleen mogen worden vervoerd door daartoe behoorlijk door het Agentschap erkende personen.

Volgens de heer Poncelet moet de term « personen » ook slaan op de rechtspersonen, wat door de minister wordt bevestigd.

*
* *

Artikel 4 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 5

Le ministre rappelle que les matières nucléaires relèvent de la seule compétence fédérale. Partant les autorités de tutelle ont le droit d'annuler ou de suspendre des décisions prises par des administrations décentralisées, en application de la loi spéciale.

M. Poncelet objecte que ces dispositions n'ont rien à voir avec la loi spéciale. Il s'agit en fait d'une dérogation fondamentale à la loi communale.

*
* *

L'article 5 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 6

Ici se repose le problème de terminologie déjà rencontré à l'article 3.

Le ministre signale que cet article reprend les dispositions de l'article 3 de la loi du 29 mars 1958 relative aux pouvoirs du Roi dans des circonstances exceptionnelles.

*
* *

L'article 6 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 7

Cet article règle les compétences du Roi pour ce qui concerne la désignation des personnes chargées d'assurer la surveillance médicale des travailleurs et de veiller aux conditions d'hygiène du travail.

*
* *

L'article 7 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 8

Le ministre indique qu'il s'agit également d'une reprise des dispositions de la loi du 29 mars 1958, qui exclut les responsabilités de l'établissement public sur les domaines militaires.

*
* *

Art. 5

De minister herinnert eraan dat alleen de federale overheid bevoegd is voor de aangelegenheden op het gebied van de kernenergie. De toezichhoudende overheid heeft derhalve het recht, met toepassing van de bijzondere wet, de beslissingen van de gedecentraliseerde besturen te vernietigen of te schorsen.

De heer Poncelet werpt tegen dat die bepalingen niets vandoen hebben met de bijzondere wet. Het gaat hier in feite om een wezenlijke afwijking op de gemeentewet.

*
* *

Artikel 5 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 6

Hier rijst andermaal het terminologische probleem dat al in artikel 3 opdook.

De minister wijst erop dat dit artikel de bepalingen overneemt van artikel 3 van de wet van 29 maart 1958 dat bepaalt wat de bevoegdheden van de Koning zijn in buitengewone omstandigheden.

*
* *

Artikel 6 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 7

Dit artikel regelt de bevoegdheden van de Koning met betrekking tot de aanwijzing van de personen die belast zijn met het medisch toezicht op de werknemers en op de arbeidshygiënische omstandigheden.

*
* *

Artikel 7 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 8

De minister stipt aan dat ook hier het bepaalde in de wet van 29 maart 1958 wordt overgenomen dat de verantwoordelijkheid van de openbare instelling op de militaire domeinen uitsluit.

*
* *

L'article 8 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 9

Le ministre communique que ces dispositions reprennent la qualité d'officier de police judiciaire ainsi que la qualité des procès-verbaux que lesdits officiers dressent.

*
* *

L'article 9 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 10

Le ministre observe qu'il s'agit du complément classique aux prescriptions de l'article 9. Il y est stipulé que les personnes susvisées ont en tout temps libre accès aux lieux concernés par les radiations ionisantes, qu'elles peuvent demander à être assistées dans leur mission, qu'elles sont habilitées à ordonner l'arrêt des travaux mettant en danger la sûreté et à procéder à des saisies au cas où il serait contrevenu aux dispositions du projet à l'examen.

Le président demande si le texte comporte d'autres mesures relatives à la confiscation.

Le ministre répond que cet aspect se trouve réglé dans le présent article 10.

Le président fait valoir que confiscation et saisie représentent deux notions différentes.

Le ministre ajoute que l'article 9 du projet de loi reconnaît la qualité d'officier de police judiciaire aux membres de l'Agence chargés de surveiller l'application de la loi. Outre les attributions fixées par le Roi, ces personnes sont habilitées à saisir le matériel illicitement utilisé, transporté ou produit. La confiscation dite spéciale est, en elle-même, une peine au sens de l'article 42 du Code pénal et, à ce titre, elle doit être prononcée par un juge. La saisie en matière répressive, quant à elle, constitue un acte de procédure en vertu des articles 35 et suivants et 87 du Code d'instruction criminelle. Cet acte peut, selon la règle générale, être accompli par le procureur du Roi lors de la recherche d'une infraction, le but étant alors d'établir des preuves. En conclusion, la capacité donnée par le projet de loi aux officiers de police judiciaire de saisir du matériel n'a aucun rapport avec la possibilité reconnue au juge de prescrire le cas échéant une peine.

*
* *

Artikel 8 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 9

De minister deelt mee dat die bepalingen de hoedanigheid aangeven van de officieren van gerechtelijke politie, alsmede die van de processen-verbaal die zij opmaken.

*
* *

Artikel 9 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 10

De minister merkt op dat het hier gaat om de klassieke aanvulling op het bepaalde in artikel 9. Daarin wordt bepaald dat de vorenbedoelde personen te allen tijde vrije toegang hebben tot de inrichtingen waar zich ioniserende stralingen kunnen voordoen, dat zij kunnen verzoeken in hun opdracht te worden bijgestaan, dat zij gemachtigd zijn de stopzetting te gelasten van de werkzaamheden die de veiligheid in gevaar brengen en tot beslag kunnen overgaan in geval de bepalingen van het besproken ontwerp worden overtreden.

De voorzitter vraagt of de tekst andere maatregelen in verband met de verbeurdverklaring omvat.

De minister antwoordt dat dit facet geregeld wordt in het voorliggende artikel 10.

De voorzitter wijst erop dat verbeurdverklaring en beslag twee verschillende begrippen zijn.

De minister voegt eraan toe dat artikel 9 van het wetsontwerp de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekent aan de leden van het Agentschap die met het toezicht op de toepassing van de wet belast zijn. Bovendien de door de Koning vastgestelde bevoegdheden bezitten die personen ook die om het onwettig gebruikte, vervoerde of geproduceerde materiaal in beslag te nemen. De bijzondere verbeurdverklaring is op zichzelf een straf in de zin van artikel 42 van het Strafwetboek en dient als dusdanig te worden uitgesproken door de rechter. Het beslag in strafzaken vormt krachtens de artikelen 35 en volgende en 87 van het Wetboek van Strafvordering een proceshandeling. Volgens de algemene regel kan die handeling bij de opsporing van een misdrijf worden verricht door de procureur des Konings met de bedoeling bewijzen te leveren. Ter afronding zij nog opgemerkt dat de door het wetsontwerp aan de officieren van gerechtelijke politie toegekende bevoegdheid om beslag te leggen op materiaal niets te maken heeft met de mogelijkheid voor de rechter om in voorkomend geval een straf op te leggen.

*
* *

L'article 10 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 11

Le ministre indique que cet article régit les recours contre les mesures décidées par les officiers de police judiciaire, lesdits recours devant être introduits dans un délai de trois mois.

*
* *

L'article 11 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 12

Le ministre rappelle qu'il s'agit des dispositions permettant d'instaurer les redevances destinées à financer l'Agence.

M. Poncelet relève que les redevances perçues bénéficient à l'Agence, d'une part, et à l'Etat, de l'autre. S'agissant de la quotité allant à l'Etat, les modalités en sont déterminées par le paragraphe 2. On y lit que le produit de ces redevances est réparti par le Roi entre les départements concernés. L'intervenant demande quels départements sont ici visés. Il souhaiterait savoir, en d'autres termes, s'il subsiste des services de l'Administration de l'Emploi et du Travail et du Département de la Santé publique et de l'Environnement, qui bénéficient de ces redevances. Dans l'affirmative, cette situation n'est-elle pas contradictoire avec le transfert de ce personnel à l'Agence ? Dans la négative, comment sont instruits les recours introduits auprès du ministre en vertu de l'article 11 ? On est aussi en droit de s'interroger sur l'opportunité de continuer à financer certains services par le biais des redevances.

Le ministre observe qu'il convient de tenir compte de l'aspect des plans de prévention pour lesquels le département de l'Intérieur conserve des compétences majeures. Une partie des redevances doit dès lors être attribuée à ce ministère.

Il ajoute qu'il reste l'IHE, qui intervient dans le cadre des mesures urgentes à prendre et du calcul des contaminations.

M. Poncelet demande pourquoi le service « radioactivité » de l'IHE n'a pas été intégré dans l'Agence ?

Artikel 10 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 11

De minister geeft aan dat dit artikel betrekking heeft op de mogelijkheden om beroep in te stellen tegen de door de officieren van gerechtelijke politie besliste maatregelen, met dien verstande dat zulks binnen een termijn van drie maanden dient te gebeuren.

*
* *

Artikel 11 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 12

De minister herinnert eraan dat dit artikel verband houdt met de bepalingen die het mogelijk maken voor de financiering van het Agentschap bestemde vergoedingen te heffen.

De heer Poncelet brengt onder de aandacht dat die vergoedingen zowel het Agentschap als de Staat ten goede komen. Het aan de Staat toekomende evenredige bedrag wordt volgens de in § 2 vastgestelde regels toegewezen. Daarin staat te lezen dat « de opbrengst van de geheven vergoedingen door de Koning verdeeld wordt over de departementen die bij deze materie betrokken zijn ». Spreker vraagt welke departementen hier bedoeld worden. Met andere woorden, bestaan er nog altijd diensten van de Administratie van Tewerkstelling en Arbeid en van het departement van Volksgezondheid en Leefmilieu die recht hebben op die vergoedingen ? Is, in dat geval, die toestand niet in strijd met het feit dat die personeelsleden naar het Agentschap overgeplaatst worden ? Mocht het antwoord op die vraag daarentegen ontkennend luiden, hoe onderzoekt men dan de gevallen waarin krachtens artikel 11 bij de minister beroep wordt ingesteld ? Voorts kan men zich terecht afvragen of het wel opportuun is om bepaalde diensten met die vergoedingen te blijven financieren.

De minister merkt op dat men rekening dient te houden met het aspect van de preventieplannen waarvoor het departement van Binnenlandse Zaken belangrijke bevoegdheden behoudt. Derhalve moet een gedeelte van die vergoedingen naar dat ministerie gaan.

Hij voegt daaraan toe dat daarnaast ook rekening moet worden gehouden met het IHE, dat optreedt wanneer dringende maatregelen moeten worden genomen en dat de besmettingsgraad moet berekenen.

De heer Poncelet vraagt waarom de dienst « radioactiviteit » van het IHE niet in het Agentschap werd opgenomen ?

Le ministre répond que l'idée sous-jacente du projet a été de régler tout ce qui concerne le contrôle et l'ensemble des moyens que celui-ci nécessite, y compris le réseau Télérad et les outils de surveillance qu'il comprend. Pour les activités de caractère plus scientifique ou mettant en œuvre des moyens matériels importants nécessitant un encadrement de laboratoire plus complexe, par exemple, le contrôle de la contamination des denrées alimentaires, il paraît plus approprié de faire appel à des institutions comme l'IHE et d'autres.

M. Poncelet estime que cette attitude est contradictoire avec la décision de confier à l'Agence la gestion du réseau Télérad.

Le ministre ajoute que l'on se trouvera déjà en présence de deux statuts différents. Si du personnel à statut scientifique devait également être transféré à l'Agence, l'on serait confronté à la coexistence de trois statuts.

M. Poncelet réitère sa question quant à l'affectation éventuelle d'une partie des redevances à certains services du département de l'Emploi et du Travail, d'une part, et de la Santé publique et de l'Environnement, de l'autre.

Le ministre indique qu'il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation.

M. Poncelet demande qui, dans l'hypothèse où l'ensemble du personnel des deux services susmentionnés est transféré à l'Agence, va instruire les recours prévus à l'article 11.

C'est la raison pour laquelle, il avait proposé un passage à l'Agence sur une base volontaire.

Le ministre répond que l'article stipule que le recours est introduit auprès des ministres compétents. Rien n'empêche que le recours soit instruit par l'Agence.

M. Poncelet se déclare surpris d'entendre que l'Agence va, elle-même, instruire les recours contre les mesures qu'elle aura arrêtées.

Le représentant du ministre de l'Emploi et du Travail précise que, dans la procédure actuelle, les recours sont généralement traités par l'Administration centrale, c'est-à-dire un service différent de celui qui a pris les mesures contestées. Cette procédure est basée sur la loi de 1972 relative à l'inspection du travail, dont les dispositions ont d'ailleurs presque intégralement été reprises. Quant au service de la Sûreté nucléaire relevant du ministère de la Justice, son transfert n'est pas prévu dans le présent projet de loi, mais bien dans la radioscopie des pouvoirs publics fédéraux.

M. Poncelet estime que la mobilité des fonctionnaires constitue un élément, la compétence un autre. Le texte à l'examen ne stipule pas que l'Agence ait la compétence dévolue au ministère de la Justice par la loi de 1955 en matière de sûreté de l'Etat dans le domaine nucléaire. Il est prêt à accepter la mobilité

De minister antwoordt dat de onderliggende idee van het ontwerp erin bestond een regeling uit te werken voor alles wat de controle en de daarvoor vereiste middelen betreft, inclusief het Télérad-net en zijn bewakingsinfrastructuur. Voor activiteiten met een meer wetenschappelijke inslag of die aanzienlijke materiële middelen inzetten waarvoor doorgedreven laboratoriumonderzoek nodig is, bijvoorbeeld de controle op de besmetting van voedingsmiddelen, lijkt het passender een beroep te doen op instellingen zoals het IHE en andere.

De heer Poncelet acht die houding in strijd met de beslissing om het beheer van het Télérad-net aan het Agentschap op te dragen.

De minister voegt eraan toe dat er nu al twee verschillende statuten naast elkaar bestaan. Mocht daarnaast ook nog personeel met een wetenschappelijk statuut naar het Agentschap worden overgeplaatst, dan zouden het er wel drie zijn.

De heer Poncelet vraagt opnieuw om precisering inzake de eventuele toewijzing van een deel van de vergoedingen aan bepaalde diensten van het departement van Tewerkstelling en Arbeid en het departement Volksgezondheid en Leefmilieu.

De minister wijst erop dat het hier om een mogelijkheid en niet om een verplichting gaat.

De heer Poncelet vraagt wie de in artikel 11 genoemde beroepen moet onderzoeken, wanneer wordt aangenomen dat al het personeel van de bovengenoemde diensten naar het Agentschap wordt overgeplaatst.

Om die reden had hij voorgesteld dat de betrokkenen op vrijwillige basis naar het Agentschap zouden worden overgeplaatst.

De minister antwoordt dat dit artikel bepaalt dat het beroep bij de bevoegde ministers moet worden ingesteld. Niets belet dat het door het Agentschap worden behandeld.

De heer Poncelet laat weten verbaasd te zijn te vernemen dat het Agentschap zelf de beroepen tegen de maatregelen die het heeft genomen gaat behandelen.

De vertegenwoordiger van de minister van Tewerkstelling en Arbeid preciseert dat de beroepen overeenkomstig de huidige procedure doorgaans worden behandeld door het centraal bestuur en dus door een andere dienst dan die welke de betwiste maatregelen heeft genomen. Aan deze procedure ligt de wet van 1972 betreffende de arbeidsinspectie ten grondslag, waarvan de bepalingen overigens nagenoeg integraal zijn overgenomen. Daarnaast moet worden beklemtoond dat niet dit wetsontwerp, maar wel de doorlichting van de federale overheden in de overdracht van de dienst Veiligheid inzake kernenergie van het ministerie van Justitie voorziet.

De heer Poncelet is van oordeel dat de mobiliteit van de ambtenaren en de bevoegdheid twee verschillende zaken zijn. Dit wetsontwerp bepaalt niet dat het Agentschap de bevoegdheid toegewezen krijgt waarover het ministerie van Justitie op grond van de wet van 1955 betreffende de veiligheid van de Staat

des agents entre le ministère de la Justice et l'Agence, mais en aucun cas pour que ces derniers y exercent leurs fonctions actuelles car ces attributions ne seront pas dévolues à l'Agence en vertu du projet de loi examiné. Il y a donc là une contradiction. A cet égard, l'intervenant répète qu'il est d'avis que les compétences accordées aux termes de la loi de 1955 devraient, elles aussi, être transférées à l'Agence.

*
* *

L'article 12 est adopté par onze voix pour et une abstention.

*
* *

La Commission accepte à l'unanimité de rouvrir la discussion sur l'article 12, un amendement n° 14 de nature purement technique ayant été déposé par *Mme Leysen et MM. Dielens, Poncelet et Walry*. Il est libellé comme suit :

« Le paragraphe 1^{er} de l'article 12 est complété par l'alinéa suivant :

« Les redevances visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont versées au Fonds pour les risques d'accidents nucléaires créé au sein du budget du ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique. » »

Dans leur justification, les auteurs font valoir qu'il s'agit de réintroduire les dispositions de la loi du 29 mars 1958 que la loi portant des dispositions sociales et diverses du 6 août 1993 (*Moniteur belge* du 9 août 1993) avait introduites.

*
* *

L'amendement n° 14 est adopté à l'unanimité.

L'article 12, ainsi modifié, est adopté par 13 voix pour et deux abstentions.

Art. 13

Le président soulève que l'aspect de la sûreté de l'Etat fait explicitement l'objet de l'article 13.

Le ministre signale que cet article maintient les compétences telles que dévolues à la Sûreté de l'Etat par la loi du 4 août 1955. Tout transfert de ces compétences nécessiterait l'adoption d'une nouvelle loi.

*
* *

op het gebied van kernenergie beschikt. Hij is bereid te aanvaarden dat ambtenaren van het ministerie van Justitie naar het Agentschap kunnen worden overgeplaatst, voor zover zulks niet betekent dat dezen bij het Agentschap hun huidige bevoegdheden uitoefenen. Dit wetsontwerp voorziet immers niet in de overdracht van deze bevoegdheden naar het Agentschap. Daarin schuilt dan ook een tegenstrijdigheid. In dat verband herhaalt spreker dat hij van oordeel is dat de in de wet van 1955 genoemde bevoegdheden ook aan het Agentschap moeten worden overgedragen.

*
* *

Artikel 12 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

*
* *

De commissieleden stemmen er eenparig mee in de bespreking van artikel 12 te hervatten, aangezien *mevrouw Leysen en de heren Dielens, Poncelet en Walry* een louter technisch amendement (n° 14) hebben ingediend. Dat amendement luidt als volgt :

« Paragraaf 1 van artikel 12 aanvullen met het volgende lid :

« De in het eerste lid, 2°, bedoelde vergoedingen worden toegewezen aan het Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen, dat hierbij binnen de begroting van het ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken wordt opgericht. » »

In hun verantwoording wijzen de indieners erop dat het om het opnieuw indienen van de bepalingen van de wet van 29 maart 1958 gaat, die ten gevolge van de wet van 6 augustus 1993 (*Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 1993) houdende sociale en diverse bepalingen waren toegevoegd.

*
* *

Amendement n° 14 wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 12 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 13

De voorzitter brengt onder de aandacht dat het aspect inzake de veiligheid van de Staat uitgerekend in artikel 13 uitdrukkelijk aan bod komt.

De minister wijst erop dat dit artikel de bevoegdheden behoudt zoals die aan de Veiligheid van de Staat werden verleend bij de wet van 4 augustus 1955. Elke overdracht van die bevoegdheden zou de goedkeuring van een nieuwe wet vereisen.

*
* *

L'article 13 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 14

Le ministre communique que cet article détermine les missions internationales obligatoires prévues dans le cadre de l'accompagnement de l'Agence internationale de l'énergie atomique. A cet égard, il est impératif de disposer d'agents ayant le statut d'officier de police judiciaire.

Cet article permettra de régler, le cas échéant, le transfert d'une partie du personnel de la Direction de la Sûreté nucléaire relevant actuellement du ministère de la Justice.

*
* *

L'article 14 est adopté par onze voix pour et une abstention.

Art. 15

Le ministre indique que l'Agence établit de manière générale les conditions d'exploitation des établissements utilisant des rayonnements ionisants. Elle participe aussi à la préparation des arrêtés en la matière de même qu'à la politique internationale dans le domaine nucléaire, domaine pour lequel est également compétent le ministère des Affaires étrangères.

*
* *

L'article 15 est adopté par 11 voix pour et une abstention.

Art. 16 et 17

Le ministre précise que l'article 16 instaure une autorisation d'exploitation préalable à toute mise en place et à toute utilisation de rayonnements ionisants. En outre, cet article prévoit l'obligation de soumettre les demandes d'autorisation à l'avis du Conseil scientifique — qui sera composé d'experts en matière nucléaire — afin d'éclairer l'Agence et les ministres sur les risques liés à certains dossiers.

L'article 17 constitue la suite logique de l'article 16. Il s'agit de la confirmation de l'autorisation d'exploitation après réception favorable des installations.

A ce sujet, MM. Dejonckheere et Barbé ont déposé un amendement n° 3 qui vise à ne plus accorder

Artikel 13 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 14

De minister brengt naar voren dat dit artikel de verplichte internationale opdrachten in het kader van de begeleiding van het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie vaststelt. Daarom moet worden voorzien in ambtenaren met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie.

Dank zij dit artikel zal zo nodig de overheveling kunnen worden geregeld van een gedeelte van het personeel van de directie Veiligheid inzake kernenergie die momenteel onder het ministerie van Justitie ressorteert.

*
* *

Artikel 14 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 15

De minister stipt aan dat het Agentschap de algemene voorwaarden vaststelt voor de exploitatie van instellingen die gebruik maken van ioniserende stralingen. Het neemt tevens deel aan de voorbereiding van de besluiten dienaangaande, alsmede aan die van het internationale beleid op het gebied van de kernenergie, voor welke aangelegenheid ook het ministerie van Buitenlandse Zaken bevoegd is.

*
* *

Artikel 15 wordt aangenomen met 11 stemmen en 1 onthouding.

Art. 16 en 17

De minister licht toe dat artikel 16 een exploitatievergunning invoert die moet voorafgaan aan welke installatie voor of gebruik van ioniserende stralingen ook. Dit artikel legt voorts ook de verplichting op om vergunningsaanvragen voor advies voor te leggen aan de uit kerndeskundigen bestaande Wetenschappelijke Raad, die het Agentschap en de ministers over de aan bepaalde dossiers verbonden risico's dient voor te lichten.

Artikel 17 is het logische gevolg van artikel 16 en betreft de bekrachtiging van de exploitatievergunning na gunstige oplevering van de installaties.

In dat verband hebben de heren Dejonckheere en Barbé een amendement (n° 3) ingediend dat ertoe

d'autorisation, ni préalable ni d'exploitation, pour une nouvelle installation nucléaire.

Les coûts, les risques et les pollutions liés aux centrales nucléaires ont justifié le moratoire actuel et justifient de programmer la sortie du nucléaire.

En ordre subsidiaire, les membres précités ont déposé un amendement n° 4 qui vise à faire précéder la décision concernant la demande d'autorisation pour une centrale d'électricité nucléaire, par un rapport d'opportunité — qui sera débattu au Parlement — ainsi que par une étude d'impact sur l'environnement, une étude de site et un rapport préliminaire de sûreté donnant les options de base du projet et les principes de sûreté qui seront appliqués.

Il serait anormal que des établissements nucléaires, de classe 1 notamment, n'y soient pas soumis. Par ailleurs, la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire, dite Commission Tchernobyl, a formulé la même recommandation (chapitre 11, recommandation 1).

Les mêmes auteurs ont par ailleurs déposé un amendement n° 5 qui vise à commencer les études de révision décennales dès la huitième année, de manière à ce que les modifications et compléments décidés soient opérationnels selon un calendrier précis et convenu.

L'expérience acquise dans les centrales les plus anciennes montre que ce n'est qu'au bout de 13 à 14 ans après leur première révision décennale, que ces centrales ne parviennent à réaliser une conformité aussi grande que possible avec les règles de sûreté appliquées aux centrales actuelles. Ce délai est trop long.

M. Poncelet fait remarquer que cette problématique de la procédure d'autorisation est liée aux dispositions de l'article 17. Jusqu'à présent, elle était articulée en deux étapes : une première autorisation préalable à la construction, une seconde autorisation d'exploitation implicite après la réception des installations par un organisme agréé. La déclaration de conformité de ce dernier valait en fait autorisation d'exploitation.

Il convient, à ses yeux, de distinguer qui fait quoi, d'une part, et de définir l'échelonnement dans le temps de cette procédure, de l'autre.

La première étape constitue une décision politique à prendre par le Roi, la seconde est une décision de nature technique basée sur la réception des installations. L'Agence doit instruire les dossiers avant d'accorder l'autorisation d'exploitation consécutivement à une réception favorable. Entre ces deux phases peut s'écouler une période pouvant atteindre 5 à 10 ans dans le cas de la construction d'une centrale. L'intérêt d'une procédure séparée est de permettre de s'adapter, en concertation avec l'Agence, aux évo-

strekt geen vergunningen meer te verlenen voor nieuwe nucleaire installaties, ongeacht of het een voorafgaande, dan wel een exploitatievergunning betreft.

De kosten, de risico's en de verontreiniging die kerncentrales meebrengen, liggen immers aan de basis van het thans geldende moratorium en zijn een voldoende reden om van de kernenergie af te stappen.

In bijkomende orde stellen voornoemde leden amendement n° 4 voor, dat de beslissing over de aanvraag ter verkrijging van een voorafgaande vergunning voor een elektriciteitscentrale op basis van kernenergie laat voorafgaan door een in het Parlement behandeld doelmatigheidsrapport en door een milieu-effectenrapport, een studie van de vestigingsplaats en een voorafgaand rapport over de veiligheid waarin de hoofdlijnen van het project en de toe te passen veiligheidsbeginselen worden weergegeven.

Het zou immers niet normaal zijn kerninstallaties, met name die van klasse 1, daar niet aan te onderwerpen. Overigens heeft de Commissie voor informatie en onderzoek inzake nucleaire veiligheid, de zogenaamde Tsjernobyl-commissie, dezelfde aanbeveling geformuleerd (hoofdstuk 11, aanbeveling 1).

Dezelfde indieners dienen ook nog amendement n° 5 in, dat de tienjaarlijkse revisiestudies wil laten aanvangen in het achtste jaar, zodat de wijzigingen en uitbreidingen waartoe wordt besloten, gebruikelijk zijn volgens een precies en afgesproken tijdschema.

De ervaring die in de oudste kerncentrales is opgedaan, toont aan dat die centrales, na de eerste tienjaarlijkse revisie, ten vroegste na 13 tot 14 jaar, de veiligheidsvoorschriften zoals die voor de recente centrales gelden het dichtst worden benaderd. Deze termijn is te lang.

De heer Poncelet merkt op dat de problematiek van de vergunningsprocedure verband houdt met de bepalingen van artikel 17. Tot nog toe verliep die procedure in twee stadia : een eerste vergunning die aan de bouw voorafging en een tweede impliciete exploitatievergunning nadat de installaties door een erkende instelling waren opgeleverd. De door die instelling uitgereikte gelijkvormigheidsverklaring stond in feite gelijk met een exploitatievergunning.

Naar zijn gevoelen dient men duidelijk te onderscheiden wie wat doet en anderzijds de spreiding van die procedure in de tijd vast te stellen.

De eerste stap is een politieke beslissing die door de Koning dient te worden genomen en de tweede is een beslissing van technische aard op grond van de oplevering van de installaties. Voor het Agentschap de exploitatievergunning als gevolg van een gunstige oplevering kan verlenen, moet het de dossiers onderzoeken. Tussen die twee fasen kan een periode verlopen die, als het om de bouw van een centrale gaat, 5 tot 10 jaar kan duren. Het belang van een afzonderlijke procedure bestaat erin dat zij het mogelijk

lutions techniques en cours de construction de façon à obtenir en fin de travaux une installation conforme à l'état de l'art. L'Agence doit par ailleurs pouvoir remettre en cause cette autorisation d'exploitation si elle constate que les conditions particulières ne sont respectées.

L'intervenant constate que le texte à l'examen mélange les deux aspects lorsqu'il dit, dans ses articles 16 et 17, que « le Roi accorde, refuse, suspend, ou retire l'autorisation d'exploiter qui précède l'installation des établissements... » et que « à la suite d'une réception favorable par l'Agence, le Roi confirme l'autorisation d'exploitation ». De plus, au début de la procédure, on règle déjà les révisions périodiques. Il dépose dès lors un *amendement n° 10* visant à distinguer l'autorisation préalable accordée par le Roi, qui constitue l'étape essentielle de la procédure actuelle, et l'autorisation d'exploitation, qui est une étape nouvelle. L'amendement vise à accentuer le fait qu'il s'agit de deux actes juridiques distincts.

La première correspond à une autorisation de principe de l'installation envisagée. Cette autorisation préalable ne peut en aucun cas être qualifiée d'autorisation d'exploiter, car au moment où elle est accordée, toutes les conditions particulières d'exploitation ne sont pas connues. Celles-ci seront complétées progressivement au cours des travaux en concertation avec l'Agence.

Il s'indique que cette autorisation préalable soit une responsabilité directe du pouvoir exécutif, qui peut être amené à s'en justifier devant le Parlement.

La seconde autorisation — qui pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, être suspendue ou retirée — est de nature plus technique. Elle résulte d'un rapport de réception des installations, qui atteste de la conformité de ces dernières avec l'ensemble des prescriptions et des conditions imposées par la loi et les règlements.

Pour éviter qu'une telle décision soit influencée par des considérations de nature politique ou partisane, il est indiqué que cette compétence — qui doit être justifiée par des connaissances techniques — soit exclusivement dévolue à l'Agence. D'ailleurs, cette autorisation est — par nature — multiple. Elle précède les phases successives de démarrage des installations. Chacune de ces étapes fait l'objet d'une autorisation d'exploitation, le plus souvent limitée dans le temps. Il est donc bien impossible d'en faire un acte du Roi.

S'agissant de l'amendement n° 3, le ministre réplique que le gouvernement a décidé d'un moratoire. Il est pratiquement évident qu'une décision pareille ne

maakt, in overleg met het Agentschap, de werkprocedures aan te passen aan de ontwikkelingen op technisch gebied die zich tijdens de bouw voordoen zodat men bij het einde van de werken over een vakkundig gebouwde installatie beschikt. Het Agentschap moet die exploitatievergunning overigens ter discussie kunnen stellen als het tot de bevinding komt dat de bijzondere voorwaarden niet in acht worden genomen.

Spreker constateert dat de ter bespreking voorliggende tekst de beide aspecten vermengt als hij in de artikelen 16 en 17 bepaalt dat « de Koning de exploitatievergunning verleent, weigert, schorst of intrekt die de installatie voorafgaat van de inrichtingen waarin ioniserende stralingen worden gebruikt, ... » en dat « de Koning (...) na een gunstige oplevering door het Agentschap de exploitatievergunning bevestigt ». Bovendien worden de periodieke herzieningen al van bij het begin van de procedure geregeld. Hij dient derhalve een *amendement n° 10* in dat ertoe strekt de door de Koning verleende voorafgaande vergunning, die in de huidige procedure het hoofdstadium vormt, te onderscheiden van de exploitatievergunning die een nieuwe stadium is. Het amendement wil beklemtonen dat het om twee afzonderlijke rechtshandelingen gaat.

De eerste stemt overeen met een principiële vergunning voor de bouw van de installatie. Die voorafgaande vergunning mag in geen geval als een exploitatievergunning worden aangemerkt want, op het ogenblik dat ze wordt uitgereikt, zijn nog niet alle bijzondere exploitatievoorwaarden bekend. Die voorwaarden zullen, naarmate de werkzaamheden vorderen, in overleg met het Agentschap worden aangevuld.

Het ligt voor de hand dat de uitvoerende macht voor die voorafgaande vergunning direct verantwoordelijk kan worden gesteld en dat ze daarover eventueel aan het Parlement verantwoording moet afleggen.

De tweede vergunning, die in uitzonderlijke omstandigheden geschorst of ingetrokken zou kunnen worden, is van meer technische aard. Ze is het gevolg van een verslag over de oplevering van de installaties, waarin wordt bevestigd dat die in overeenstemming zijn met alle door de wetten en verordeningen opgelegde voorschriften en voorwaarden.

Om te voorkomen dat een dergelijke beslissing door politieke of partijdige overwegingen beïnvloed wordt, verdient het aanbeveling dat die bevoegdheid — die op technische kennis moet steunen — uitsluitend aan het Agentschap wordt opgedragen. Overigens is die vergunning uiteraard veelzijdig en gaat ze de achtereenvolgende fasen van het opstarten van de installaties vooraf. Voor elk van die fasen is een meestal in de tijd beperkte exploitatievergunning vereist is en daarvoor kan men dus onmogelijk telkens de Koning laten optreden.

Inzake amendement n° 3 antwoordt de minister dat de regering tot een moratorium besloten heeft. Het ligt voor de hand dat een dergelijke beslissing

se prendrait pas en toute hâte, sans débat préalable au Parlement.

Concernant le problème des études d'incidence, il fait valoir que celles-ci sont obligatoires en fonction de la directive européenne et que l'Administration a toujours considéré que les procédures actuelles répondaient aux obligations imposées par la réglementation européenne, même si le mot « étude d'incidence » n'y apparaissait pas tel quel. Un arrêté royal réglant cette matière a été rédigé et est actuellement soumis à la signature du Roi. Ce problème ne se pose donc plus.

Quant aux procédures d'autorisation proposées par M. Poncelet, le ministre estime qu'elles correspondent grosso modo aux propositions du gouvernement figurant dans le projet initial. Les sénateurs ont toutefois souhaité une simplification, à savoir une procédure en deux parties : l'autorisation préalable et la réception. Pour disposer des garanties voulues, les deux seraient sanctionnées par le Roi.

M. Poncelet juge que l'argument ne répond pas à la préoccupation de faire de l'autorisation préalable une décision de nature politique, d'autant plus qu'elle est qualifiée d'autorisation d'exploitation. Il est inopportun à son sens d'envisager pareille autorisation dès le moment où est acquis le principe de l'accord sur l'installation elle-même.

Le ministre souligne que les articles 16 et 17 recouvrent respectivement la décision politique et la décision de contrôle. A la question de M. Poncelet pourquoi on fait ensuite jouer au Roi le rôle de notaire, le ministre fait remarquer que l'adoption d'un arrêté royal entraîne sa publication au *Moniteur belge*. A une époque où les citoyens demandent à être informés, il s'agit là d'un acte important qui a le mérite de prévoir une date certaine et d'offrir une sécurité juridique en cas de procédures ou de recours éventuels.

Le ministre ajoute qu'en vertu de la réglementation actuelle, la décision d'autorisation d'un établissement est prise pratiquement au moment où il doit démarrer, c'est-à-dire à la fin du processus d'élaboration des conditions d'exploitation qui sont la concrétisation du rapport de sûreté. Dans un souci de sécurité juridique pour les exploitants, on instaure une première décision de principe et de nature politique préalable à la construction d'un établissement, d'une part, et une seconde décision prise à la fin du processus de construction proprement dit. A ce moment, les conditions d'exploitation sont mures. On a jugé bon de recourir à la sanction royale afin de donner la même valeur à ces conditions d'exploitation que celle qu'elles ont actuellement par le biais des arrêtés d'autorisation.

M. Poncelet estime que demander au Roi de confirmer l'autorisation d'exploitation à toutes les phases

niet overhaast, zonder voorafgaande bespreking in het Parlement, zou worden genomen.

In verband met het probleem van de milieu-effectenrapporteringen brengt hij onder de aandacht dat die conform de Europese richtlijn verplicht zijn en dat de administratie altijd de mening toegedaan was dat de huidige procedures aan de door de Europese regelgeving opgelegde verplichtingen beantwoordden, zelfs al kwam daarin het woord « milieu-effectenrapportering » niet voor. Er werd een koninklijk besluit geredigeerd dat die aangelegenheid moet regelen en dat thans voor ondertekening aan de Koning voorgelegd is. Dat probleem rijst dus niet langer.

Inzake de door de heer Poncelet voorgestelde vergunningsprocedures, meent de minister dat die in grote trekken met de in het aanvankelijk ontwerp voorkomende regeringsvoorstellen overeenstemmen. De senatoren waren niettemin voorstander van een vereenvoudiging, met name een procedure in twee stappen : de voorafgaande vergunning en de oplevering. Om over de noodzakelijke waarborgen te beschikken zouden beide stappen door de Koning worden bekrachtigd.

De heer Poncelet is van oordeel dat het argument niet beantwoordt aan de wil om van de voorafgaande vergunning een beslissing van politieke aard te maken, te meer daar ze wordt beschouwd als een exploitatievergunning. Het is volgens hem ongepast het verlenen van een dergelijke vergunning te overwegen op het tijdstip dat in beginsel een akkoord is bereikt over de installatie zelf.

De minister onderstreept dat de artikelen 16 en 17 respectievelijk betrekking hebben op de politieke beslissing en op de beslissing over het toezicht. Op de vraag van de heer Poncelet waarom men daarna de Koning de rol van notaris doet spelen, merkt de minister op dat de goedkeuring bij koninklijk besluit de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad meebrengt. In een periode waarin de burgers om voorlichting vragen, is dat een belangrijke handeling die bovendien de verdienste heeft dat ze een vaste datum bepaalt en dat ze rechtszekerheid biedt wanneer eventueel vorderingen of beroepen worden ingesteld.

De minister voegt daaraan toe dat krachtens de huidige regelgeving de beslissing over de vergunning voor een inrichting praktisch genomen wordt op het tijdstip dat de inrichting moet starten, dat wil zeggen na de uitwerking van de exploitatievoorwaarden, die de concrete toepassing zijn van het veiligheidsrapport. Met het oog op de nodige rechtszekerheid voor de exploitanten wordt een eerste principiële beslissing van politieke aard genomen vóór de bouw van een inrichting en volgt een tweede beslissing op het einde van het eigenlijke bouwproces. Op dat ogenblik zijn de exploitatievoorwaarden gerijpt. Er werd geoordeeld dat het goed zou zijn de exploitatievoorwaarden bij koninklijk besluit te bekrachtigen zodat ze dezelfde waarde krijgen als die welke ze nu hebben via de vergunningsbesluiten.

De heer Poncelet is van oordeel dat het bij koninklijk besluit bekrachtigen van de exploitatievergunning

successives du démarrage des installations rigidifie anormalement la procédure et montre que l'Agence n'a pas la capacité, hors le cas d'une décision rendue par arrêté royal, de suspendre ou de retirer l'autorisation. Il est d'avis qu'il faut accorder au Roi seul la capacité d'accorder, de refuser ou de suspendre l'autorisation de principe, également appelée autorisation préalable dans l'ancienne réglementation, et qu'il faut confier à l'Agence seule la capacité de réceptionner les installations, d'une part, et d'accorder, de retirer ou de suspendre l'autorisation d'exploitation, de l'autre. Il dépose *un amendement n° 11* qui vise à remplacer l'article 17 par un nouveau texte. L'Agence sera dès lors habilitée à accorder, à la suite d'une réception favorable, l'autorisation d'exploitation des établissements que le Roi désigne et à suspendre ou retirer cette autorisation. Elle pourra contrôler le respect des conditions particulières imposées par les autorisations d'exploitation.

Le ministre indique que ce faisant on risque de voir le projet s'enliser car les dispositions des articles visés correspondent à une volonté claire du Sénat où a été menée une discussion approfondie et constructive. Il précise que le texte présenté est le meilleur qui ait pu être trouvé.

Mme Leysen observe que la première phrase du texte néerlandais devrait être libellée comme suit : « De Koning verleent, weigert, schorst of trekt de exploitatievergunning in ... »

Quant au fond, l'intervenante renvoie aux extraits suivants du rapport du Sénat (Doc. n° 610-2), pp. 46 et 51 :

« La ministre explique que ces articles concernent la procédure d'autorisation d'exploitation en deux étapes. La première étape, que l'on peut qualifier d'autorisation de principe, est donnée ou refusée après l'étude d'impact sur l'environnement et donc aussi après la procédure de consultation du public. La seconde autorisation est délivrée à la suite d'un processus technique pendant lequel les spécifications techniques de l'installation sont définies avec précision comme elles le sont d'ailleurs au cours du processus de construction.

Cette procédure en deux étapes, qui est essentielle, poursuit deux objectifs : situer la décision du pouvoir public suffisamment tôt, c'est-à-dire avant que la construction de l'installation ne commence, et améliorer la sécurité juridique des exploitants qui commenceront à construire une installation régulièrement autorisée.

Un autre cosignataire estime que s'il s'avère, au moment de la réception, que les conditions imposées avant le début des travaux, éventuellement adaptées en cours de travaux, ont été respectées, donnant ainsi lieu à un rapport favorable, l'autorisation d'exploitation doit être délivrée.

ningen voor alle opeenvolgende fases van het starten van de installaties de procedure abnormaal stroef maakt en aantoont dat het Agentschap niet in de mogelijkheid verkeert om de vergunning te schorsen of in te trekken, behalve in het geval van een bij koninklijk besluit genomen beslissing. Hij is van oordeel dat alleen de Koning de bevoegdheid mag krijgen om de principiële vergunning, die in de vorige regelgeving ook voorafgaande vergunning werd genoemd, toe te kennen, te weigeren of in te trekken en dat aan het Agentschap alleen de bevoegdheid moet worden verleend de installaties op te leveren enerzijds en de exploitatievergunning toe te kennen, in te trekken of te schorsen anderzijds. Hij dient een *amendement n° 11* in dat ertoe strekt artikel 17 te vervangen door een nieuwe tekst volgens welke het Agentschap bevoegd wordt om, na een gunstige oplevering, aan de instellingen die de Koning aanwijst een exploitatievergunning toe te kennen, die vergunning te schorsen of in te trekken. Het Agentschap kan tevens toezicht houden op de inachtneming van de bijzondere voorwaarden opgelegd door de exploitatievergunning.

De minister merkt op dat het ontwerp daardoor dreigt te verzanden, aangezien de Senaat na een diepgaande en constructieve bespreking duidelijk heeft gesteld dat die bepalingen van de bedoelde artikelen in de tekst moeten worden opgenomen. Hij preciseert dat de voorgestelde tekst de beste is die kon worden gevonden.

Mevrouw Leysen merkt op dat de eerste zin van de Nederlandse tekst moet luiden als volgt : « De Koning verleent, weigert, schorst of trekt de exploitatievergunning in ... »

Met betrekking tot de grond van de zaak verwijst spreekster naar volgende uittreksels uit het verslag van de Senaat (Stuk n° 610-2), bladzijden 46 en 51 :

« De minister wijst erop dat deze artikelen de procedure inzake het verlenen van de exploitatievergunning in twee stadia regelen. In het eerste stadium wordt een principiële vergunning toegekend of geweigerd na onderzoek van het milieueffectenrapport en dus ook nadat de procedure inzake het horen van de bevolking beëindigd is. De tweede vergunning wordt verleend na een technisch onderzoek tijdens hetwelk de technische specificaties van de inrichting nauwkeurig worden vastgesteld zoals dat ook tijdens de bouw gebeurt.

Deze tweeledige procedure, die van het allergrootste belang is, streeft twee doelstellingen na : de overheid vroeg genoeg tot een beslissing te brengen, dat wil zeggen vóór met de bouw van de inrichting wordt begonnen, en de rechtszekerheid verbeteren van de exploitanten die de bouw van een regelmatig erkende inrichting aanvatten.

Een andere medeondertekenaar vindt dat wanneer bij de oplevering blijkt dat gehandeld werd conform de voorwaarden opgelegd vóór de aanvang van de werken, eventueel in de loop van die werken aangepast, de exploitatievergunning moet worden uitgereikt.

En d'autres termes, si la décision politique de construire une centrale a été prise (article 16) et si toutes les conditions et tous les accords ont été respectés de sorte qu'un rapport favorable est rédigé, l'autorisation d'exploitation ne peut être refusée au moment de la réception.

La ministre partage ce point de vue. »

Elle estime que le rapport du Sénat explicite clairement la portée des deux articles en question. Elle souhaite que ces propos soient confirmés et servent de base à l'interprétation des dispositions prévues auxdits articles.

M. Poncelet indique que la Chambre a toujours la faculté de compléter et peaufiner le travail accompli par le Sénat. Il déclare qu'il est, lui aussi, résolument partisan d'une procédure en deux étapes. Mais il réitère qu'il convient d'opérer une distinction entre la décision politique et l'autorisation technique basée sur des éléments techniques dépendant eux-mêmes d'une réception favorable. Il ne voit dès lors pas pourquoi l'article 16 fait état d'une autorisation d'exploitation préalable à la construction d'une installation. Il ne s'agit nullement d'une autorisation d'exploiter, mais bien d'une autorisation de construire.

Quant à l'article 17, il importe de sanctionner une autorisation d'exploiter qui résulte essentiellement de considérations techniques. Il répète qu'il s'agit de la réception favorable d'un certain nombre de dispositifs qui conduisent à la mise en route des installations, des années après l'autorisation préalable. Ramener cette autorisation d'exploiter à un acte administratif, sous la forme d'un arrêté royal, revient à paralyser le système d'autorisation d'exploitation. Il souligne que c'est de la sorte que l'on a paralysé tout le système de décision aux Etats-Unis parce que la NRC a précisé ce type de pouvoir. S'il l'on devait suivre l'article 17, il s'ensuivrait que l'arrivée du combustible, le chargement de celui-ci, la criticité de l'installation, toutes les étapes de la montée en puissance de l'installation, la sanction de la pleine puissance — autant de phases qui font l'objet d'autorisations explicites d'exploitation — requerront l'autorisation du Roi. Ce système est impraticable.

Le ministre confirme une nouvelle fois les propos extraits du rapport du Sénat, p. 51. Il ajoute qu'il ne faut pas perdre de vue que l'Agence est un outil indispensable pour la protection de la santé publique et pour la gestion du contrôle.

Le ministre fait valoir qu'il était impossible d'utiliser dans le texte le terme « permis de construire ou de bâtir », car celui-ci fait référence à d'autres concepts qui n'ont strictement rien à voir avec l'objet du projet de loi.

Met andere woorden, wanneer de politieke beslissing wordt genomen (artikel 16) voor de bouw van een centrale en wanneer alle voorwaarden en afspraken worden nagekomen zodat een gunstig verslag wordt uitgebracht, dan mag, bij de oplevering, de vergunning tot exploiteren niet worden geweigerd.

De minister is het hiermee eens. »

Zij is van oordeel dat het verslag van de Senaat duidelijk de draagwijdte van de twee betrokken artikelen uiteenzet. Zij wenst dat die woorden bevestigd worden en dat ze als basis dienen voor de uitlegging van de bepalingen in voornoemde artikelen.

De heer Poncelet wijst erop dat de Kamer altijd de mogelijkheid heeft om het werk van de Senaat aan te vullen en te verfijnen. Hij deelt mee dat ook hij beslist voorstander is van een procedure in twee stadia. Hij herhaalt echter dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen enerzijds de politieke beslissing en anderzijds de technische vergunning die gegrond is op technische elementen die zelf afhankelijk zijn van een gunstige oplevering. Hij ziet derhalve niet in waarom artikel 16 gewag maakt van een exploitatievergunning voorafgaand aan de bouw van een installatie. Het gaat hier geenszins om een vergunning tot exploiteren, maar wel om een vergunning om de bouw aan te vatten.

Met betrekking tot artikel 17 is het van belang dat een exploitatievergunning wordt bekrachtigd die in hoofdzaak op technische overwegingen is gegrond. Hij herhaalt dat het gaat om de gunstige oplevering van een bepaald aantal voorzieningen die leiden tot het starten van de installaties, jaren na de voorafgaande vergunning. Wanneer het verlenen van die exploitatievergunning wordt teruggebracht tot een administratieve handeling in de vorm van een koninklijk besluit, wordt de gehele regeling voor de exploitatievergunningen verlamd. Hij onderstreept dat op die wijze de besluitvorming in de Verenigde Staten werd verlamd omdat de NRC een dergelijke bevoegdheid had. Wanneer we overeenkomstig artikel 17 tewerkgaan, betekent zulks dat voor de aankomst van de brandstof, het opladen ervan, het toewerken naar de kriticaliteit van de installatie, iedere stap in het opvoeren van het vermogen, het verlenen van de toestemming om op volle kracht te draaien — allemaal stappen waarvoor uitdrukkelijke exploitatievergunningen nodig zijn — telkens de goedkeuring door de Koning nodig is. Die regeling is niet werkbaar.

De minister bevestigt nogmaals de woorden uit het verslag van de Senaat, bladzijde 51. Hij voegt eraan toe dat niet uit het oog mag worden verloren dat het Agentschap een onmisbaar instrument is voor de bescherming van de volksgezondheid en voor de regeling van het toezicht.

De minister merkt op dat het onmogelijk was in de tekst de term « bouwvergunning » te gebruiken, aangezien die term verwijst naar andere begrippen die absoluut niets te maken hebben met het voorwerp van het wetsontwerp.

Il estime que le texte proposé donne la protection voulue tant au niveau de la prise de décision qu'en ce qui concerne la manière dont les décisions doivent être suivies et contrôlées.

M. Poncelet a, lui aussi, pour objectif de rédiger un texte améliorant la situation et le fonctionnement du système. Il objecte qu'il n'a jamais parlé de permis de construire. Il s'est limité à citer le texte actuel du règlement général, qui fait état d'une « autorisation préalable à l'exploitation ». C'est la raison pour laquelle il plaide pour l'utilisation de ces termes à l'article 16.

L'article 17, tel qu'il est rédigé, impose l'intervention du Roi à chaque stade de la procédure. Il demande une position claire à chaque stade de la procédure. S'il existe de telles incertitudes ou contradictions, il propose d'entendre un expert d'un organisme de contrôle agréé (AIB-Vinçotte) qui confirmera l'impraticabilité du système.

Le ministre infirme qu'il sera nécessaire de demander l'intervention royale à tous les stades de la procédure. La sanction royale ne sera requise que deux fois. Il se déclare prêt à entendre toute personne devant être entendue, mais souligne qu'il veut lever l'insécurité juridique.

Le ministre précise en outre que l'article 17 du projet ne remplace pas l'article 15 du règlement général auquel *M. Poncelet* fait allusion. Les articles 16 et 17 scindent en deux étapes l'autorisation, qui est actuellement unique et intervient en fin de procédure. Le but de l'article 16 consiste à conférer une sécurité juridique par une autorisation de principe, l'article 17 sanctionnant les conditions d'exploitation techniques. Il ajoute que l'article 15 du règlement général publié par l'arrêté royal du 28 février 1963 subsistera, sous une forme améliorée, dans l'arrêté que le Roi prendra après la publication de la loi proposée.

Il convient de faire une distinction entre la procédure fine de réception — qui est actuellement régie par l'article 15 du règlement — et la procédure prévue à l'article 17, à savoir la sanction royale des conditions d'exploitation sur la base desquelles interviendra la réception des installations par l'organisme agréé ou l'Agence.

M. Poncelet est navré de ne pas avoir obtenu de réponse à sa question concernant les différentes étapes techniques et réceptions favorables y afférentes. Il ajoute que ce processus d'autorisations et de réceptions favorables est multiple et évolutif au cours du temps et qu'il ne voit pas comment celui-ci pourrait être compatible avec les dispositions de l'article 17.

Le ministre indique qu'à chaque chargement de la centrale, il y a une réception favorable par l'organism-

Hij is van oordeel dat de voorgestelde tekst de gewenste bescherming geeft, zowel op het stuk van de besluitvorming als op dat van de wijze waarop de beslissingen moeten worden opgevolgd en gecontroleerd.

De heer Poncelet heeft eveneens de bedoeling een tekst op te stellen om de toestand en de werking van de regeling te verbeteren. Hij werpt tegen dat hij nooit de term « bouwvergunning » heeft gebruikt. Hij heeft zich beperkt tot het aanhalen van de huidige tekst van de algemene regelgeving, die het heeft over « een vergunning voorafgaand aan de exploitatie ». Daarom pleit hij voor het gebruik van die termen in artikel 16.

Volgens de huidige lezing van artikel 17 is in elk stadium van de procedure een bekrachtiging door de Koning nodig. *De heer Poncelet* vraagt daaromtrent een duidelijk standpunt van de minister. Hij stelt voor, wanneer er onzekerheden of tegenstellingen bestaan, een deskundige te horen van een erkende controle-instelling (AIB-Vinçotte) die zal bevestigen dat de regeling niet werkbaar is.

De minister ontkent dat de Koning in elk stadium van de procedure zal moeten optreden. De koninklijke bekrachtiging zal maar twee keer vereist zijn. Hij verklaart zich bereid om iedereen te horen die gehoord moet worden, maar onderstreept dat het de bedoeling is een einde te maken aan de rechtsonzekerheid.

De minister verduidelijkt ook dat artikel 17 van het ontwerp artikel 15 van het reglement (waar de heer Poncelet naar verwijst) niet vervangt. De artikelen 16 en 17 splitsen de vergunning op in twee delen. Momenteel is de vergunning enkelvoudig en wordt ze op het einde van de procedure uitgereikt. Artikel 16 strekt ertoe rechtszekerheid te bieden via een principiële vergunning. Artikel 17 bevestigt de technische exploitatievoorwaarden. De minister vermeldt ook dat artikel 15 van het algemeen reglement, gepubliceerd bij koninklijk besluit van 28 februari 1963, in een verbeterde versie zal worden opgenomen in het besluit dat de Koning zal nemen na bekendmaking van de voorgestelde wet.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen de zuivere opleveringsprocedure — die momenteel wordt geregeld door artikel 15 van het reglement — en de procedure opgenomen in artikel 17, met name de bekrachtiging van de exploitatievoorwaarden door de Koning. Die vormt de basis voor de oplevering van de installaties door de erkende instelling of door het Agentschap.

De heer Poncelet betreurt dat hij geen antwoord heeft gekregen op zijn vraag betreffende de verschillende technische stappen en de gunstige opleveringen die daarmee verband houden. Hij voegt daaraan toe dat dit proces van vergunningen en gunstige opleveringen veel facetten heeft en mettertijd evolueert. Hij ziet niet hoe dit proces verenigbaar zou kunnen zijn met de bepalingen van artikel 17.

De minister vestigt er de aandacht op dat een gunstige oplevering door de erkende instelling ver-

me agréé, qui vaut autorisation de redémarrer la centrale après son rechargement en combustible. Le but n'est pas d'imposer ce type d'intervention royale pour la simple constatation de la conformité des installations avec les conditions d'exploitation, qui seront fixées dans l'arrêté royal pris en fonction de l'article 17. Le futur règlement général prévoira donc encore une étape en tous points analogue à celle figurant à l'actuel article 15.

Le ministre indique que la seconde sanction royale interviendra avant le premier démarrage de la centrale.

M. Poncelet s'étonne que l'on donne au Roi le pouvoir de délivrer une autorisation d'exploitation avant même que la centrale n'ait fonctionné à pleine puissance. Dans ces circonstances, on ne dispose d'aucune garantie.

Le ministre réplique que le Roi a toujours la faculté de retirer l'autorisation.

M. Poncelet rappelle que l'autorisation d'exploitation dépend des conditions techniques dans lesquelles l'installation fonctionne. Si elle fonctionne à puissance réduite pendant une durée réduite, ces conditions d'exploitation particulières doivent être sanctionnées par un acte administratif. Il en va de même lorsque l'installation monte en puissance. Cela justifie donc que l'Agence puisse intervenir, au titre de sa compétence, pour chaque étape.

Où intervient alors l'autorisation d'exploitation que le Roi confirme ? Est-ce au début, au milieu ou à la fin de la procédure ? Il importe, en tout état de cause, que l'Agence sanctionne, favorablement ou défavorablement, chacun de ces paliers dans la montée en puissance.

Le ministre estime que cela doit être prévu dans le règlement.

Le même intervenant réplique que le texte de loi qui crée cette Agence doit, à tout le moins, prévoir ses compétences et ses types d'intervention, au cours de la procédure. L'article 17, tel qu'il est rédigé actuellement, ne règle pas les étapes successives de l'entrée en fonction de l'installation et les sanctions administratives, qui existent, pour l'instant, du seul fait de la réception favorable par un organisme agréé.

Ainsi, AIB-Vinçotte Nucléaire sanctionne le chargement du combustible et dresse un procès-verbal de réception qui est favorable. Cela ouvre le droit à l'exploitant de charger le combustible. Où se trouve ce type de sanction dans le projet à l'examen ?

Le ministre répond que cela figure dans chaque arrêté d'exploitation d'une centrale. Cela ne figure même pas dans le règlement. Pourquoi régler désormais dans une loi ce qui est réglé actuellement par un arrêté d'application du règlement ?

eist is telkens wanneer de centrale wordt geladen. Die gunstige oplevering staat gelijk met een vergunning om de centrale opnieuw op te starten nadat ze weer met brandstof is geladen. Het is niet de bedoeling de Koning te betrekken bij elke eenvoudige vaststelling van de conformiteit van de installaties met de exploitatievoorwaarden die zullen worden bepaald bij koninklijk besluit genomen krachtens artikel 17. Het toekomstige algemene reglement zal dus nog altijd voorzien in een stap die volstrekt analoog is met de stap omschreven in het huidige artikel 15.

De minister wijst erop dat de Koning de tweede bekrachtiging zal verlenen alvorens de centrale voor het eerst wordt opgestart.

Het verbaast *de heer Poncelet* dat de Koning de bevoegdheid krijgt om een exploitatievergunning te verlenen nog vóór de centrale op volle kracht heeft gewerkt. In die omstandigheden beschikt men over geen enkele garantie.

De minister antwoordt dat de Koning de vergunning nog altijd kan intrekken.

De heer Poncelet herinnert eraan dat de exploitatievergunning afhankelijk is van de technische omstandigheden waarin de installatie werkt. Indien de installatie gedurende beperkte tijd op beperkt vermogen werkt, moeten die specifieke exploitatievoorwaarden door een administratieve handeling worden bekrachtigd. Hetzelfde geldt indien het vermogen van een installatie wordt opgevoerd. Dat rechtvaardigt waarom het Agentschap uit hoofde van zijn bevoegdheid bij elke stap kan ingrijpen.

Wanneer is een door de Koning bevestigde exploitatievergunning dan vereist? Bij het begin, in het midden, of op het einde van de procedure? Het is in ieder geval van belang dat het Agentschap elk van de stappen in het opvoeren van het vermogen gunstig of ongunstig bekrachtigt.

De minister is van mening dat deze stap in het reglement moet worden opgenomen.

Dezelfde spreker antwoordt dat de wettekst waarbij dit Agentschap wordt opgericht ten minste moet bepalen wat de bevoegdheden van het Agentschap zijn en op welke manier het tijdens de procedure mag ingrijpen. Artikel 17 regelt in zijn huidige vorm niet de opeenvolgende stappen van de inwerkingstelling van de installaties, noch de administratieve bekrachtigingen die momenteel uitsluitend gebaseerd zijn op de gunstige oplevering door een erkende installering.

Zo bekrachtigt AIB-Vinçotte Nucleair het laden van de brandstof en maakt het een gunstig proces-verbaal van oplevering op. Dat geeft de exploitant het recht om de brandstof te laden. Waar is in het voorliggende ontwerp sprake van dit type van bekrachtiging?

De minister antwoordt dat deze bepaling is opgenomen in het exploitatiebesluit van elke centrale. Het is zelfs niet opgenomen in het reglement. Waarom zou men voortaan bij wet regelen wat tegenwoordig door een uitvoeringsbesluit van het reglement wordt geregeld ?

L'essentiel était ici de scinder l'autorisation en deux étapes, de manière à obtenir la sécurité juridique de la première autorisation et la confirmation des conditions techniques dans la seconde.

M. Poncelet se demande toujours quand l'arrêté royal visé à la seconde phrase de l'article 17 est effectivement pris. Que sanctionne-t-il de fait ?

Le ministre précise que cet arrêté royal est pris avant le premier chargement, quand la centrale est construite.

M. Poncelet indique que cela revient à confier un blanc-seing à l'exploitant pour charger le combustible, monter en puissance et opérer, dans les conditions qu'il détermine.

Le ministre rétorque que l'exploitant devra alors se référer aux conditions d'exploitation.

Le même intervenant ajoute que cette fonction revient, par essence, à l'Agence. Autrement, on risque d'imposer des conditions techniques par un acte administratif politique, à savoir l'arrêté royal.

Dans l'esprit de l'orateur, l'article 16 du projet doit régler le geste politique que constitue l'autorisation. L'article 17 doit régler les exigences techniques de fonctionnement. Il s'agit là d'une procédure dynamique, qui doit être contrôlée par l'Agence.

Mme Merckx-Van Goey, président, renvoie au second alinéa de l'article 17 où il est stipulé que « l'Agence contrôle le respect des conditions imposées par l'autorisation d'exploitation ». Cet alinéa ne comble-t-il pas cette lacune dénoncée par le préopinant ?

Le Ministre répond par l'affirmative.

M. Poncelet rappelle une fois de plus que l'article 16 détermine, avant la construction d'une centrale, les conditions d'exploitation. Comment est-il possible de ce faire, sept ou neuf ans avant la mise en route de ces installations ?

Cela justifie à ses yeux qu'il y ait un acte administratif ultérieur, que l'Agence serait habilitée à poser. Pourquoi demander, dès lors, l'intervention du Roi à ce niveau ? En effet, on donne au Roi, sept ou neuf ans après l'autorisation préalable qu'il a donnée, la possibilité de revenir sur sa décision et d'empêcher l'exploitation. Cela n'a pas beaucoup de sens.

M. Dufour relève la volonté affichée par l'orateur précédent de privilégier l'aspect technique dans la décision plutôt que l'aspect politique. Il ajoute toutefois que pour ce qui concerne l'exploitation des établissements dangereux, insalubres et incommodes de 1^{re} classe, toutes les autorisations sont délivrées par l'autorité politique que constitue la députation permanente. Celle-ci prend un arrêté sur la base des conditions d'exploitation techniques fournies par les administrations consultées.

Het komt er hier vooral op aan de vergunning in twee delen onder te verdelen, zodat voor de eerste vergunning de rechtszekerheid gewaarborgd is en de technische voorwaarden in de tweede vergunning worden bevestigd.

De heer Poncelet vraagt zich nog steeds af wanneer het koninklijk besluit waarvan sprake in de tweede zin van artikel 17 daadwerkelijk wordt genomen. Wat bekrachtigt het eigenlijk ?

De minister verduidelijkt dat dit koninklijk besluit wordt genomen wanneer de bouw van de centrale voltooid is en alvorens de eerste brandstof wordt geladen.

De heer Poncelet wijst erop dat de exploitant op die manier eigenlijk een vrijbrief krijgt om de brandstof te laden, het vermogen op te drijven en de centrale te doen werken in de omstandigheden die hijzelf bepaalt.

De minister werpt tegen dat de exploitant dan naar de exploitatievoorwaarden zal moeten verwijzen.

Dezelfde spreker voegt hieraan toe dat dit eigenlijk de taak van het Agentschap is. Anders loopt men het risico dat er technische voorwaarden worden gesteld in een politiek geïnspireerd administratief stuk, namelijk een koninklijk besluit.

Volgens spreker moet artikel 16 van het ontwerp de politieke handeling, die het verlenen van een vergunning toch is, regelen. Dat is een dynamische procedure die door het Agentschap moet worden gecontroleerd.

De voorzitter, mevrouw Merckx-Van Goey, verwijst naar het tweede lid van artikel 17, dat bepaalt dat « het Agentschap toezicht houdt op de naleving van de bijzondere voorwaarden opgelegd door de exploitatievergunning ». Compenseert dit lid niet de leemte die de vorige spreker aan de kaak had gesteld ?

De minister antwoordt bevestigend.

De heer Poncelet memoreert nogmaals dat artikel 16 de exploitatievoorwaarden bepaalt vóór de bouw van een centrale. Kan dat wel, zeven of negen jaar vóór die installaties in werking worden gesteld ?

Dit verantwoordt volgens hem dat er later een administratieve handeling komt, die het Agentschap gemachtigd zou zijn te stellen. Waarom wordt de Koning derhalve verzocht ter zake op te treden ? De Koning krijgt zeven of negen jaar na de voorafgaande vergunning die Hij heeft verleend immers de mogelijkheid om op Zijn beslissing terug te komen en de exploitatie te verhinderen. Zoiets heeft weinig zin.

Volgens *de heer Dufour* is het onmiskenbaar dat de vorige spreker bij de beslissing de technische aspecten zwaarder wil laten doorwegen dan de politieke dimensie. Hij voegt er evenwel aan toe dat alle vergunningen in verband met de exploitatie van gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen van klasse 1 worden toegekend door een politiek orgaan, met name de bestendige deputatie. Nadat de geraadpleegde besturen de technische exploitatievereisten hebben verstrekt, neemt die deputatie een besluit.

L'intervenant estime donc justifié que pour une centrale nucléaire — qui présente un danger potentiel beaucoup plus élevé — l'autorité politique (ici, le Roi) se prononce en dernier ressort.

*
* *

M. Poncelet rappelle sa proposition de voir la Commission procéder à l'audition du directeur d'AIB-Vinçotte Nucléaire asbl à propos des articles 16 et 17.

M. Dufour déclare ne pas se rallier à cette proposition.

Le ministre indique que figurent, parmi ses collaborateurs présents, le président de la Commission spéciale dont la compétence ne saurait être contestée.

Il ajoute que l'article 17 n'exclut pas le rôle de l'Agence en tant que telle, puisqu'elle « contrôle le respect des conditions particulières imposées par l'autorisation d'exploitation ».

Le ministre ajoute qu'il n'est en rien opposé à l'audition d'un expert issu du secteur privé, mais qu'il est entouré de personnes chargées de la gestion quotidienne de la problématique.

M. Poncelet indique qu'il ne remet pas en cause la compétence de ces fonctionnaires dirigeants. Il entend préciser que jusqu'à présent l'administration n'a jamais délivré les réceptions favorables, les procès-verbaux sont, en effet, dressés par les organismes agréés. C'est à un des responsables de ces organismes qu'il souhaite donc soumettre la question.

Le ministre réplique que l'Agence doit constituer un outil performant, qui ne répondra cependant encore que partiellement aux défis qui nous attendent en matière de sécurité nucléaire.

M. Dejonckheere met en exergue les divergences évidentes entre les groupes de la majorité.

*
* *

La proposition de *M. Poncelet* de procéder à l'audition du directeur d'AIB-Vinçotte, organisme agréé, à propos des articles 16 et 17 est adoptée par 8 voix contre deux et deux abstentions.

Une demande de consultation du Conseil d'Etat à propos des articles 16 et 17, formulée par *Mme Leysen*, est retirée, après discussion, par son auteur.

Le ministre réaffirme, à cette occasion, que l'amendement des articles 16 et 17, opéré au Sénat, ne déroge en rien aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis initial.

Spreker vindt het derhalve verantwoord dat de politieke overheid (in dit geval de Koning) in laatste instantie uitspraak doet over een kerncentrale, die een veel groter potentieel gevaar inhoudt.

*
* *

De heer Poncelet brengt zijn voorstel in herinnering om over de artikelen 16 en 17 in Commissie een hoorzitting te organiseren met de directeur van de VZW AIB-Vinçotte Nucleair.

De heer Dufour kan zich niet bij dat voorstel aansluiten.

De minister wijst erop dat een van zijn aanwezige medewerkers de voorzitter is van de Bijzondere Commissie. Diens bevoegdheid staat buiten kijf.

Hij voegt eraan toe dat artikel 17 de rol van het Agentschap als dusdanig niet uitsluit. Het Agentschap houdt immers « toezicht op de naleving van de bijzondere voorwaarden opgelegd door de exploitatievergunning ».

Voorts is de minister helemaal niet gekant tegen een hoorzitting met een deskundige uit de privésector, maar hij wijst erop dat hij is omringd door mensen die dagelijks met die materie moeten omgaan.

De heer Poncelet trekt de deskundigheid van die leidinggevende ambtenaren niet in twijfel. Hij preciseert dat het bestuur tot op heden nooit de gunstige opleveringen heeft toegekend; de processen-verbaal worden immers door de erkende instellingen afgegeven. Hij wil het vraagstuk derhalve aan de leidinggevende personen van die instellingen voorleggen.

De minister antwoordt dat het Agentschap een doeltreffend instrument moet worden, dat evenwel nog maar ten dele kan tegemoet komen aan de uitdagingen inzake nucleaire veiligheid.

De heer Dejonckheere stipt aan dat de meerderheidsfracties duidelijk andere standpunten innemen.

*
* *

Het voorstel van de heer Poncelet om in verband met de artikelen 16 en 17 de directeur van de erkende instelling AIB-Vinçotte te horen, wordt aangenomen met 8 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Mevrouw Leysen wil de Raad van State verzoeken over de artikelen 16 en 17 advies uit te brengen. Ten gevolge van de bespreking van dit punt trekt de indiener haar verzoek in.

In dat verband stelt *de minister* andermaal dat de verbetering van de artikelen 16 en 17, zoals die door de Senaat werden aangebracht, geenszins afwijken van de opmerkingen die de Raad van State in zijn oorspronkelijk advies heeft geformuleerd.

AUDITION DE M. GOVAERTS, DIRECTEUR DE AIB-VINÇOTTE NUCLEAIRE

M. Poncelet rappelle brièvement que les articles 16 et 17 de la loi en projet instaurent une procédure en deux étapes : une première intervention du Roi sous la forme d'un arrêté royal entérinant l'autorisation d'exploitation préalablement à l'érection des installations, et une seconde sanction royale sous la forme d'un arrêté royal confirmant cette autorisation d'exploitation. Il suppose que cet acte interviendrait à la fin des travaux de construction, mais le texte proposé reste imprécis sur ce point. Lors de cette seconde étape, l'Agence serait par ailleurs chargée par défaut de vérifier le respect des conditions de sûreté imposées. *M. Poncelet* plaide, quant à lui, pour scinder plus nettement l'intervention du Roi, qui est un geste politique, du rôle davantage technique, dont il estime qu'il devrait être dévolu à l'Agence. Il demande dès lors l'avis de *M. Govaerts* à ce propos.

M. Govaerts indique que jusqu'à ce jour les installations de classe 1 doivent faire l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 28 février 1963. Il s'agit d'une autorisation préalable. Après la remise par le futur exploitant et son bureau d'étude des documents décrivant l'exploitation, il est procédé à une analyse de sûreté qui s'étend sur plusieurs années. Le rapport d'évaluation de sûreté qui en découle, est le fruit de questions et réponses entre le service du rapporteur à la Commission spéciale et le futur exploitant, et est présenté à la Commission spéciale « Radiations ionisantes ». Cette dernière émet un avis, qui est envoyé aux ministères compétents afin de constituer la base de l'arrêté royal d'autorisation qui détaillera les conditions particulières d'exploitation. Jusqu'à présent, cette procédure se déroulait durant la construction, avec le danger que l'exploitant ne se voie imposer des conditions supplémentaires en dernière minute. Ce risque est minimisé grâce aux commissions de contact qui permettent, tout au long de l'analyse, de connaître l'avis de l'administration, des ministères de tutelle et de l'organisme agréé.

En application de l'article 15 de l'arrêté royal précité, intervient ensuite une réception par l'organisme agréé. Ladite réception est une vérification de conformité et s'effectue par paliers : à l'arrivée du combustible neuf, au chargement, à l'approche critique, à la criticité du réacteur et aux essais permettant d'arriver à la pleine puissance. A chacune de ces étapes, l'organisme agréé délivre un procès-verbal de réception sur la base des résultats de la phase précédente jusqu'à l'établissement du procès-verbal de réception à 100 %.

HOORZITTING MET DE HEER GOVAERTS, DIRECTEUR VAN AIB-VINÇOTTE NUCLEAIR

De heer Poncelet brengt kort in herinnering dat de artikelen 16 en 17 van de ontworpen wet een tweefasige procedure instellen : een eerste interventie van de Koning via een koninklijk besluit dat de exploitatievergunning voorafgaand aan de oprichting van de installaties bekrachtigt en een tweede koninklijke bekrachtiging via een koninklijk besluit dat voormelde exploitatievergunning bevestigt. Hij onderstelt dat die handeling na de voltooiing van de bouwwerkzaamheden wordt gesteld, maar de voorgestelde tekst blijft daarover in het ongewisse. Tijdens die tweede fase zou het Agentschap overigens bij verstek, gelast worden toe te zien op de inachtneming van de opgelegde beveiligingsvoorschriften. *De heer Poncelet* pleit ervoor de interventie van de Koning, die een politiek gebaar is, beter te onderscheiden van de meer technische rol, waarvan hij oordeelt dat die aan het Agentschap moet worden toevertrouwd. Hij vraagt dan ook het advies van *de heer Govaerts* daarover.

De heer Govaerts wijst er op dat tot heden voor de installaties van klasse-1 een vergunning is vereist krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963. Het betreft een voorafgaande vergunning. Nadat de toekomstige exploitant en zijn adviesbureau de documenten hebben ingediend waarin de exploitatie wordt beschreven, wordt een veiligheidsanalyse gemaakt die verscheidene jaren bestrijkt. Het daaruit voortvloeiende rapport in verband met de beoordeling van de veiligheid, is het resultaat van de uitwisseling van vragen en antwoorden tussen de dienst van de rapporteur bij de bijzondere Commissie en de toekomstige exploitant; het wordt voorgelegd aan de bijzondere Commissie « Ioniserende Stralingen ». Deze laatste brengt een advies uit dat aan de bevoegde ministeries wordt bezorgd zodat het als uitgangspunt kan dienen voor het koninklijk machtigingsbesluit dat de bijzondere exploitatievoorwaarden zal detailleren. Tot vandaag werd die procedure tijdens de bouwphase afgewikkeld, wat het gevaar inhield dat aan de exploitant in extremis extra voorwaarden werden opgelegd. Dat gevaar wordt nu verkleind dank zij de contactcommissies die het mogelijk maken, tijdens het hele verloop van de analyse, het advies van de diensten, de toezichthoudende ministeries en de erkende instelling te kennen.

Met toepassing van artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit, volgt nadien een oplevering door de erkende instelling. Die oplevering is een conformiteitscontrole en geschiedt in stadia : bij de aankomst van de nieuwe splijtstof, bij het laden, bij de kritische benadering, bij de kritikaliteit van de reactor en bij de tests voordat de centrale op volle kracht gaat werken. In elk van die stadia geeft de erkende instelling een proces-verbaal van oplevering af op grond van de resultaten van het vorige stadium totdat het proces-verbaal van de volledige oplevering klaar is.

A partir de ce moment s'applique le système du contrôle en cours de fonctionnement. En vertu de l'arrêté royal susmentionné, l'exploitant est en effet soumis à un contrôle permanent.

Quand la Commission des sages s'est réunie, un certain nombre de critiques ont été émises à l'encontre de ce système belge, unique en son genre. C'est ainsi que les Etats-Unis connaissent un système reposant sur la délivrance d'un permis de bâtir avant le début de la construction, d'une part, et d'un permis d'exploiter délivré par l'USNRC consécutivement à une série de « hearings ». Subséquemment, la Commission des sages a formulé des propositions, reprises par la suite par la Commission Tchernobyl. Celles-ci prévoyaient la nécessité d'obtenir une autorisation préalable sanctionnée par arrêté royal, avant le début de la construction, sur la base d'un rapport préliminaire de sûreté.

Ensuite, on reprenait le système antérieur de questions-réponses, d'avis et d'évaluations de sûreté, avant la promulgation d'un nouvel arrêté royal réglant la mise en exploitation.

Aux Etats-Unis, on observe une tendance à se diriger vers le « one step licensing ». Leur système étant très lourd, il ouvrirait la porte à de nombreux abus et retards. Ainsi, au moment de la mise en service d'une centrale, celle-ci était équipée d'une technologie datant d'une quinzaine d'années. Cette sclérose de la technologie due au dispositif législatif n'est, à ses yeux, peut-être pas totalement étrangère à l'accident de Three Mile Island.

Au vu de l'évolution des règles aux Etats-Unis, M. Govaerts plaide dès lors pour opter en faveur d'une autorisation préalable à la construction assortie d'un rapport préliminaire de sûreté donnant les bases et fixant les objectifs en matière de sûreté de la centrale. Il importe en effet de définir les grandes options, telles que le niveau de protection, les types d'accidents contre lesquels on souhaite se prémunir, et de les communiquer à l'exploitant avant le début de la construction des installations car toute leur conception en dépendra. Ce rapport préliminaire de sûreté devrait être sanctionné par un arrêté royal.

Viendrait ensuite toute une analyse technique qui, selon lui, incombe à l'évidence à l'Agence. Après l'affinement de la conception en concertation avec le futur exploitant, à savoir Tractébel-Electrabel dans le cas d'une centrale nucléaire, il faudrait — comme c'est le cas à l'heure actuelle lorsque le dossier est présenté à la Commission spéciale — établir un rapport d'évaluation de sûreté faisant le point et devant intervenir dans le dispositif avant le chargement du combustible. M. Govaerts estime qu'il est important que ce rapport de sûreté, dressé par l'Agence ou sous le contrôle de celle-ci, constitue un point d'arrêt permettant de vérifier si les installa-

Vanaf dat tijdstip wordt de regeling van de controle tijdens de werking toegepast. Krachtens het voornoemde koninklijk besluit wordt de exploitant immers permanent gecontroleerd.

Toen de Commissie van wijzen vergaderde, werden een aantal punten van kritiek geformuleerd ten aanzien van die Belgische regeling, die een unicum is. Zo bestaat in de Verenigde Staten een regeling die stoelt op de afgifte van enerzijds een bouwvergunning vóór met de bouw wordt gestart en anderzijds een exploitatievergunning die door het USNRC na afloop van een aantal « hearings » wordt verleend. De Commissie van Wijzen heeft nadien voorstellen geformuleerd, die vervolgens zijn overgenomen door de Tsjernobyl-commissie. Die voorstellen bepaalden dat men, alvorens met de bouw te beginnen, moest beschikken over een voorafgaande, bij koninklijk besluit bekrachtigde vergunning, gebaseerd op een preliminair veiligheidsrapport.

Vóór de afkondiging van een nieuw koninklijk besluit tot regeling van de exploitatie werd teruggegrepen naar het vroegere systeem van vragen en antwoorden, adviezen en evaluaties inzake beveiliging.

In de Verenigde Staten is er een evolutie naar « one step licensing » merkbaar. Aangezien het Amerikaanse systeem heel log was, zette het de deur open voor talrijke misbruiken en vertragingen. Zo was een centrale die pas in bedrijf was genomen, uitgerust met een technologie die ongeveer vijftien jaar oud was. Die sclerose van de technologie, die te wijten is aan de wetgeving, is volgens hem misschien niet helemaal vreemd aan het ongeval op Three Mile Island.

Gelet op de evolutie van de regels in de Verenigde Staten, pleit de heer Govaerts ervoor dat alvorens met de bouw wordt begonnen, een vergunning vereist wordt die gepaard gaat met een preliminair veiligheidsrapport dat op het stuk van de veiligheid van de centrale een basis legt en de doelstellingen omschrijft. Het is namelijk van belang dat de grote keuzes — zoals het beschermingsniveau, de soorten ongevallen waarvoor men zich wil behoeden — worden gedefinieerd en aan de exploitant worden meegedeeld alvorens de bouw van de installaties een aanvang neemt, aangezien het concept daar volledig door wordt bepaald. Dit voorafgaand veiligheidsrapport zou bij koninklijk besluit moeten worden bekrachtigd.

Dan zou er een volledige technische analyse moeten worden uitgevoerd, wat volgens hem vanzelfsprekend de taak is van het Agentschap. Na het concept in samenspraak met de toekomstige exploitant — Tractébel-Electrabel in het geval van een kerncentrale — te hebben verijnd, zou (zoals nu al het geval is wanneer het dossier wordt voorgelegd aan de Bijzondere Commissie) een evaluatierapport inzake de veiligheid moeten worden opgesteld dat de stand van zaken geeft en moet ingrijpen in de voorzieningen alvorens van brandstof wordt veranderd. De heer Govaerts meent dat het belangrijk is dat dit veiligheidsrapport, dat door het Agentschap of onder

tions sont en ordre au moment d'entamer le chargement. Quant à savoir si cette opération doit être sanctionnée par un arrêté royal d'autorisation ou doit être assurée par l'Agence sous le couvert et avec l'approbation du Conseil scientifique — apparemment appelé à remplacer la Commission spéciale en vertu de la loi en projet — il s'agit d'un choix. Les deux solutions sont, à ses yeux, valables. En tout état de cause, il est d'avis qu'il est important de conserver le système à double étage en vigueur à présent. Actuellement c'est l'organisme agréé qui est en contact direct avec l'exploitant et son bureau d'études. Mais au moment des conclusions, existe toujours la possibilité de faire appel contre les impératifs imposés à l'exploitant. Dans ce cas, il est toujours loisible à ce dernier de s'adresser aux ministères de tutelle, d'une part. De l'autre, quand l'organisme agréé ne parvient pas à imposer ses exigences à l'exploitant, le premier peut renvoyer le second aux ministères de tutelle qui trancheront. Ce système fonctionnant bien, il plaide pour qu'un même levier soit intégré dans le dispositif au moment du chargement. Ce rôle pourrait être assumé par l'Agence en collaboration avec le Conseil scientifique.

Ensuite des essais sont pratiqués jusqu'au stade de la pleine puissance. M. Govaerts considère qu'il convient de poursuivre le contrôle tout au long de cette phase et que l'Agence devrait délivrer des procès-verbaux, comme le font actuellement les organismes agréés.

M. Govaerts ajoute par ailleurs que les articles 16 et 17 proposés s'appliqueraient à toutes les installations et pas uniquement à celles de classe 1. Et, pareil système imposant deux arrêtés royaux, serait extrêmement lourd s'il est de mise pour toutes les installations. Par contre, un dispositif prévoyant une autorisation préalable donnée par arrêté royal et une autorisation d'exploitation délivrée par l'Agence offrirait l'avantage de pouvoir être d'application à toutes les installations indépendamment de la classe à laquelle elles appartiennent, tout en présentant la flexibilité nécessaire. Il importerait évidemment que l'Agence prenne ses responsabilités.

En conclusion, M. Govaerts plaide pour l'abandon de la double autorisation à l'instar de la situation prévalant à l'étranger et plus particulièrement aux Etats-Unis.

M. Dielens souligne que son groupe est d'avis que l'on ne peut faire preuve de suffisamment de prudence lors de l'octroi des autorisations en vue de la construction des installations visées par la loi en

contrôle ervan wordt opgesteld, een rustpunt is dat het mogelijk maakt na te gaan of de installaties in orde zijn op het ogenblik dat ze worden geladen. Of deze operatie nu moet worden bekrachtigd door een koninklijk besluit waarbij een machtiging wordt verleend, dan wel moet worden uitgevoerd door het Agentschap (onder de bescherming en met de goedkeuring van de wetenschappelijke raad — die krachtens het wetsontwerp blijkbaar geroepen is om de bijzondere commissie te vervangen —), dat is een keuze die men moet maken. In zijn ogen zijn de twee oplossingen waardevol. Hij is in ieder geval de mening toegedaan dat het belangrijk is dat het systeem met twee stappen dat tegenwoordig van toepassing is, wordt behouden. Momenteel is het de erkende instelling die direct in contact staat met de exploitant en zijn adviesbureau. Op het ogenblik dat de besluiten worden genomen, kan nog steeds in beroep worden gegaan tegen de voorschriften die aan de exploitant worden opgelegd. In dat geval kan de exploitant zich enerzijds nog steeds tot de toezichhoudende ministeries richten. Indien de erkende instelling er anderzijds niet in slaagt haar eisen op te leggen aan de exploitant, dan kan de eerste de tweede doorverwijzen naar de toezichhoudende ministeries, die de knoop zullen doorhakken. Aangezien dit systeem goed werkt, pleit hij ervoor dat er een zelfde hefboom zou worden ingebouwd op het ogenblik van het laden. Het Agentschap zou die rol in samenwerking met de wetenschappelijke raad kunnen vervullen.

Vervolgens worden er testen uitgevoerd tot de installatie op volle kracht werkt. De heer Govaerts is van mening dat de controle gedurende deze fase moet worden voortgezet en dat het Agentschap processen-verbaal zou moeten leveren, zoals de erkende instellingen tegenwoordig ook doen.

Hij voegt hieraan toe dat de voorgestelde artikelen 16 en 17 van toepassing zouden zijn op alle installaties, en niet alleen op de installaties van klasse 1. Bovendien zou een dergelijk systeem dat twee koninklijke besluiten oplegt en dat van toepassing is op alle installaties bijzonder log zijn. Een bepaling die voorziet in een bij koninklijk besluit verleende voorafgaande vergunning en in een exploitatievergunning uitgereikt door het Agentschap, zou evenwel het voordeel bieden dat ze van toepassing zou zijn op alle installaties, onafhankelijk van de klasse waartoe ze behoren, terwijl de nodige flexibiliteit toch gegarandeerd is. Het is vanzelfsprekend belangrijk dat het Agentschap zijn verantwoordelijkheid neemt.

Tot besluit pleit de heer Govaerts ervoor dat zou worden afgestapt van de dubbele vergunning, zulks in navolging van de meest frequente situatie in het buitenland, en in het bijzonder in de Verenigde Staten.

De heer Dielens onderstreept dat zijn fractie de mening is toegedaan dat men niet voorzichtig genoeg kan zijn bij het verlenen van de vergunningen met het oog op de bouw van de in het wetsontwerp bedoel-

projet. Il constate que M. Govaerts a fait référence à la situation américaine et notamment à la procédure du « one step licensing » qui y est utilisée. A cet égard, il souhaiterait savoir si les exigences imposées aux Etats-Unis sont comparables à celles qui sont de rigueur chez nous. Au cas où elles seraient sensiblement plus sévères, l'on comprendrait plus aisément que l'on s'y satisfasse de la procédure du « one step licensing ». En second lieu, il aimerait obtenir de plus amples précisions sur les systèmes appliqués dans les pays avoisinants. En effet, lorsque certains membres ont fait état de la situation américaine lors du débat sur le MOX, il leur a été répondu qu'il convenait plutôt de se référer à ce qui se pratiquait en France et en Allemagne.

M. Govaerts indique qu'en 1975 la Belgique a décidé en Commission spéciale de suivre les règles américaines pour les quatre prochaines centrales, à savoir Doel III, Tihange II, Doel IV et Tihange III. En conséquence, l'ensemble des règles américaines ont été appliquées dans toute leur sévérité. De surcroît, des conditions supplémentaires ont parfois été imposées, notamment en matière de protection contre les accidents d'origine externe (chute d'avions, explosion de gaz, introduction de gaz toxique, etc.) comme le requiert la législation allemande. Les règles prévalant pour Doel III, Tihange II, Doel IV et Tihange III sont en fait le résultat de l'addition des règles américaines et allemandes de l'époque. Ainsi, tout rapport de sûreté d'une centrale belge a la même composition qu'un rapport portant sur une centrale américaine. Par contre, pour ce qui concerne la vérification des conditions de sûreté lors de chaque rechargement, les dispositions américaines laissent à l'appréciation de l'exploitant de faire appel ou non à l'USNRC. Cette autorité publique peut toutefois infliger des amendes si elle estime que l'exploitant n'a pas fait montre de suffisamment de prudence. La Belgique a, quant à elle, cependant estimé que les règles américaines étaient insuffisantes et qu'il convenait à l'issue de chaque rechargement, d'établir un rapport de sûreté attestant le respect des impératifs consignés dans l'analyse de sûreté initiale. Le redémarrage est ensuite autorisé sur la base d'un procès-verbal de réception dressé par l'organisme agréé. L'ensemble de ces exigences a été coulé dans les derniers arrêtés d'autorisation des centrales belges. Il appert donc que la réglementation est plus stricte dans notre pays qu'aux Etats-Unis.

Il est difficile d'affirmer que le système proposé peut se comparer à la procédure du « one step licensing », car il n'existe pas encore d'exemples concrets de cette formule aux Etats-Unis.

M. Dielens réitère sa demande concrète visant à obtenir davantage d'informations sur les systèmes d'autorisation en vigueur en Allemagne et en France.

de installations. Hij constateert dat de heer Govaerts verwijst naar de toestand in de V.S. en meer bepaald naar de « one step licensing » die daar van toepassing is. Hieromtrent wil hij graag weten of de eisen die in de Verenigde Staten worden gesteld, vergelijkbaar zijn met de eisen die bij ons gangbaar zijn. Indien die eisen aanzienlijk strenger zouden zijn, dan zou men gemakkelijker kunnen begrijpen dat daar genoeg wordt genomen met de procedure van de « one step licensing ». In de tweede plaats vernam hij graag meer details over de systemen die in de buurlanden worden toegepast. Toen bepaalde leden tijdens het MOX-debat verwezen naar de situatie in de V.S., kregen zij als antwoord dat veeleer moest worden verwezen naar de toestand in Frankrijk en Duitsland.

De heer Govaerts stipt aan dat België in 1975 in een bijzondere commissie heeft beslist de Amerikaanse regels te volgen voor de toen geplande vier centrales, namelijk Doel III, Tihange II, Doel IV en Tihange III. De zeer strenge Amerikaanse regels zijn bijgevolg onverkort toegepast. Bovendien zijn soms bijkomende voorwaarden opgelegd, met name op het stuk van de bescherming tegen ongevallen met een externe oorzaak (neerstorten van vliegtuigen, gasontploffingen, binnendringen van gifgas enz.) zoals de Duitse wetgeving eist. De regels die gelden voor Doel III, Tihange II, Doel IV en Tihange III zijn dus de samengevoegde Amerikaanse en Duitse regels van die tijd. Zo volgt ieder veiligheidsrapport over een Belgische centrale hetzelfde stramien als een rapport over een Amerikaanse centrale. Volgens de Amerikaanse bepalingen kan de exploitant van de centrale echter vrij kiezen of hij al of niet een beroep doet op het USNRC voor de controle van de veiligheidsmaatregelen telkens wanneer de centrale opnieuw wordt opgeladen. Het USNRC kan als overheidsinstelling echter wel geldboetes opleggen wanneer het vindt dat de exploitant niet voorzichtig genoeg is geweest. In België was men echter van oordeel dat de Amerikaanse regels niet volstonden en dat telkens nadat de centrale opnieuw is opgeladen een veiligheidsrapport moet worden opgesteld, waarin wordt bevestigd dat de vereisten die zijn opgelegd in het oorspronkelijke veiligheidsonderzoek, werden geëerbiedigd. Daarna wordt op grond van een proces-verbaal van oplevering dat wordt opgesteld door de erkende instelling, toestemming gegeven om de centrale opnieuw te starten. Al die vereisten zijn samengebracht in de jongste besluiten voor het verlenen van vergunningen aan de Belgische centrales. De regelgeving is in ons land dus strenger dan in de Verenigde Staten.

De voorgestelde regeling kan moeilijk worden vergeleken met de procedure van de « one step licensing », aangezien er in de Verenigde Staten nog geen concrete voorbeelden van die formule bestaan.

De heer Dielens vraagt andermaal meer concrete inlichtingen betreffende de vergunningsregelingen die in Duitsland en Frankrijk gelden.

M. Govaerts indique que la procédure française comporte diverses étapes. En premier lieu vient un décret d'autorisation de création, qui est basé sur un rapport de sûreté préliminaire et énonce un certain nombre de principes. Suit ensuite une analyse de sûreté effectuée par la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui ressortit principalement au ministère de l'Industrie et accessoirement au ministère de l'Environnement, avant d'être transmise à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire du Commissariat à l'Energie atomique. Les conclusions de cette analyse sont discutées dans un groupe permanent « Réacteurs » et c'est sur cette base qu'autorisation est donnée par la DSIN.

Ensuite, un an après la mise en service de la centrale, il convient d'établir un rapport de sûreté définitif tenant compte des résultats des essais. Il s'agit là d'une procédure administrative destinée à mettre en ordre le rapport de sûreté.

M. Dielens note que différents actes politiques doivent être accomplis en France, contrairement à la technique du « one step licensing » aux Etats-Unis.

M. Govaerts rétorque que l'on ne peut comparer les systèmes réglementaires des différents pays. Tout dépend de la structure des Etats et des habitudes qui s'y sont développées. Il estime qu'opter pour une, deux ou trois autorisations n'est jamais qu'une façon de procéder. L'important est le moment où l'autorisation est donnée. A son sens, il faut prévoir une autorisation avant le début des travaux de construction, d'une part, et avant la mise en service de l'exploitation, de l'autre. Il souligne qu'en France c'est la DSIN — qui est un peu l'équivalent de l'Agence — qui est responsable pour ce dernier aspect.

Il déclare que l'on ne peut affirmer que le système français comporte nettement plus d'étapes que le dispositif belge. Chez nous aussi, la mise en service des installations est subordonnée à l'établissement de procès-verbaux de réception successifs.

De plus, un contrôle est opéré tout au long de l'exploitation des installations.

M. Dielens s'enquiert si une approbation ministérielle y est effectivement requise à chacune des étapes.

M. Govaerts répond par la négative.

Selon les informations en sa possession, *M. Dielens* croit que tel est cependant le cas. Il demande dès lors de joindre au rapport les procédures en vigueur en France et en Allemagne.

Pour la clarté de la discussion, *M. Poncelet* suggère de se concentrer sur le système actuel, d'en examiner les avantages et les inconvénients afin d'en tirer les enseignements et d'améliorer le fonctionnement du

De heer Govaerts legt uit dat de Franse procedures in verschillende stappen verloopt. Eerst wordt een bouwvergunning verleend bij een decreet dat is gegrond op een voorafgaand veiligheidsrapport en dat tevens een aantal beginselen vastlegt. Daarna wordt een veiligheidsonderzoek uitgevoerd door de « Direction de la sûreté des installations nucléaires » (DSIN) (Bestuur voor de veiligheid van de nucleaire installaties), een dienst die hoofdzakelijk ressorteert onder het ministerie van Industrie en in bijkomende orde onder het ministerie van Leefmilieu. Dat onderzoek wordt dan overgezonden aan het Instituut voor nucleaire bescherming en veiligheid van het Commissariaat voor Atoomenergie. De conclusies van dat onderzoek worden besproken in de permanente werkgroep « Reactoren » en op grond van die bespreking geeft de DSIN een vergunning.

Vervolgens moet één jaar na de inwerkingstelling van de centrale een definitief veiligheidsrapport worden opgesteld, waarin rekening wordt gehouden met de resultaten van de tests. Die administratieve procedure is bedoeld om het veiligheidsrapport af te werken.

De heer Dielens merkt op dat in Frankrijk verschillende politieke handelingen moeten worden verricht, wat niet het geval is bij de techniek van de « one step licensing » in de Verenigde Staten.

De heer Govaerts werpt tegen dat de regelgevingen van de verschillende landen niet vergeleken kunnen worden. Alles hangt af van de staatsstructuur en van de gebruiken die zich in die staten hebben ontwikkeld. Hij is van oordeel dat het kiezen voor het geven van één, twee of drie vergunningen slechts neerkomt op het kiezen voor een bepaalde werkwijze. Belangrijk is het tijdstip waarop de vergunning wordt verleend. Volgens hem is een vergunning nodig vóór de bouwwerken worden aangevat enerzijds, en vóór de centrale in werking wordt gesteld anderzijds. Hij onderstreept dat in Frankrijk de DSIN — zowat de tegenhanger van het Agentschap — verantwoordelijk is voor dat laatste aspect.

Volgens hem is het niet zo dat de Franse regeling duidelijk meer stappen telt dan de Belgische. Ook bij ons moeten bij de inwerkingstelling van de installaties opeenvolgende processen-verbaal van oplevering worden opgesteld.

Bovendien wordt gedurende de volledige exploitatie van de installaties toezicht uitgeoefend.

De heer Dielens vraagt of in Frankrijk werkelijk bij elke stap een ministeriële goedkeuring nodig is.

De heer Govaerts antwoordt ontkennend.

Volgens *de heer Dielens* blijkt uit de inlichtingen waarover hij beschikt dat dat wel zo is. Hij vraagt derhalve dat de procedures die in Frankrijk en in Duitsland gelden aan het verslag zouden worden toegevoegd.

Om meer klaarheid in de bespreking te brengen, stelt *de heer Poncelet* voor dat de commissie zich zou concentreren op de huidige regeling en de voor- en nadelen ervan zou onderzoeken, zodat daar lessen

système. Tel est en effet l'objectif du travail à accomplir par la Commission.

M. Poncelet remarque qu'il existe une distinction très nette qui est opérée entre les diverses classes d'installations. En règle générale on se limite à aborder le problème des installations de classe 1, dont le réacteur nucléaire constitue l'exemple type. Les installations de classe 2 et 3 sont, quant à elles, soumises à un autre régime, qui résulte d'une délégation faite explicitement non par la loi mais par arrêté royal. Ce système permet au ministre, voire aux autorités provinciales, de prendre les actes d'autorisation requis.

M. Poncelet demande au gouvernement si le système proposé sera un système général permettant une délégation explicite des compétences pour ce qui concerne les installations de classe 2 et 3.

Il souhaiterait par ailleurs restreindre la discussion et la portée des modifications législatives envisagées aux installations de classe 1, car c'est cet aspect qui est le plus sensible pour l'opinion publique.

Quant à l'autorisation préalable dont question dans la réglementation, il existe une première difficulté en Belgique, à savoir que la délivrance des permis de bâtir ne relève pas des mêmes autorités que celles visées dans le projet. Il était dès lors impossible de stipuler à l'article 16 que le Roi accorde ce permis de bâtir. C'est la raison pour laquelle il a fallu forger une terminologie. L'intervenant a cependant quelques difficultés avec le terme « autorisation d'exploitation » qui a été retenu. Ce vocable laisse en effet sous-entendre que l'on maîtrise déjà toutes les conditions générales et particulières de l'exploitation avant même la construction des installations, alors que M. Govaerts vient de préciser qu'un certain nombre de précisions ne sont élaborées qu'en fin de procédure.

M. Poncelet demande en outre ce que devrait inclure le rapport préliminaire de sûreté auquel M. Govaerts a fait allusion. Il croit savoir qu'il s'agit là du rapport de sûreté actuel. Il aimerait savoir si ce rapport de sûreté accompagne ou non l'autorisation préalable ou s'il est rédigé au fil du temps.

Ensuite M. Poncelet note qu'il existe une succession de réceptions par l'organisme agréé et demande ce que sanctionne cette réception technique. La conformité au cahier des charges, à l'état de l'art, à la meilleure technique possible ? Cette sanction est-elle exprimée pour une durée limitée ou pour un objet très précis ? Le membre croit en effet se remémorer que c'est cette réception qui vaut autorisation d'exploitation.

Enfin, il se demande où se situe le risque que craignent les défenseurs de la seconde sanction royale proposée dans le projet, pour ce qui concerne la conformité des installations et leur sûreté. Dans l'hypothèse où cette seconde sanction du Roi serait retenue, il se demande à quel stade doit intervenir cette

uit kunnen worden getrokken en de werking van de regeling kan worden verfijnd. Dat is immers de doelstelling van de werkzaamheden van de Commissie.

De heer Poncelet merkt op dat een duidelijk onderscheid bestaat tussen de verschillende klassen van installaties. Over het algemeen wordt alleen het probleem besproken van de installaties van klasse 1, waarvan de kernreactor het typevoorbeeld is. De installaties van klasse 2 en klasse 3 zijn onderworpen aan een andere regeling, waarbij wordt gewerkt met een uitdrukkelijke delegatie bij koninklijk besluit in plaats van bij wet. Daardoor kan de minister of zelfs de provinciale overheid de nodige stappen voor de vergunning zetten.

De heer Poncelet vraagt de regering of zij een algemene regeling voorstelt waarbij een uitdrukkelijke delegatie van de bevoegdheden mogelijk is voor de installaties van klasse 2 en klasse 3.

Voorts wil hij de bespreking en de reikwijdte van de voorgestelde wetswijzigingen beperkt zien tot de installaties van klasse 1. Voor de publieke opinie ligt dat aspect immers het gevoeligst.

In verband met de voorafgaande vergunning waarvan in de regelgeving sprake is, moet men in België om te beginnen met een eerste knelpunt afrekenen, met name het feit dat andere dan de in het ontwerp bedoelde overheden de bouwvergunningen afgeven. Het was derhalve uitgesloten om in artikel 16 te bepalen dat de Koning die bouwvergunning geeft. Er diende bijgevolg een terminologie te worden gecreëerd. Spreker heeft het evenwel wat moeilijk met het uiteindelijk gehanteerde begrip « exploitatievergunning » omdat die immers lijkt te impliceren dat men zelfs vóór de bouw van de installaties al alle algemene en bijzondere exploitatievoorwaarden onder de knie heeft, ofschoon de heer Govaerts net heeft gepreciseerd dat pas op het einde van de procedure een aantal details worden uitgewerkt.

De heer Poncelet vraagt ook wat het door de heer Govaerts vermelde voorafgaande veiligheidsrapport zou moeten bevatten. Volgens hem wordt het bestaande veiligheidsrapport bedoeld. Hij wil weten of dat veiligheidsrapport al dan niet met de voorafgaande vergunning samengaat, dan wel of het gaandeweg wordt geredigeerd.

Vervolgens stipt de heer Poncelet aan dat de erkende instelling opeenvolgende opleveringen vericht. Hij vraagt wat die technische oplevering bekrachtigt : de overeenstemming met het bestek, met de staat van het kunstwerk of met de best mogelijke techniek ? Geldt die bekrachtiging voor een beperkte duur of heeft ze een zeer precies voorwerp ? Het lid meent zich immers te herinneren dat die oplevering in een exploitatievergunning uitmondt.

Ter afronding vraagt hij zich af wat de verdedigers van de tweede in het ontwerp voorgestelde koninklijke bekrachtiging inzake de conformiteit van de installaties en de veiligheid ervan echt vrezen. Mocht worden geopteerd voor die tweede bekrachtiging door de Koning, dan vraagt hij zich af in welk sta-

confirmation de l'acte malheureusement qualifié d'« autorisation d'exploitation ».

M. Govaerts précise que dans la procédure actuelle l'article 6 de l'arrêté royal du 28 février 1963 détermine la liste des informations que l'exploitant doit joindre à sa demande. Il s'agit notamment du rapport de sûreté, qui s'étoffe à mesure que la conception s'affine et que les discussions progressent.

A la fin de cette étape et avant le chargement, ledit rapport est soumis à la Commission spéciale en vue de l'obtention de l'arrêté royal d'autorisation qui, en vertu de l'article 6, est une autorisation préalable. Cette dernière intervient en règle générale bien après le début de la construction. *M. Govaerts* est d'avis que le chargement représente le moment le plus propice pour procéder à un contrôle de la situation.

M. Poncelet plaide pour l'introduction d'une sanction royale avant le début des premiers travaux. C'est pourquoi il réitère son objection à l'encontre du terme « autorisation d'exploitation ». Sachant qu'une dizaine d'années pourraient être nécessaires pour apporter les aménagements voulus, il s'interroge sur la marge de manoeuvre possible et sur les éléments supplémentaires que devrait contenir le rapport préliminaire de sûreté — qui ne pourra tout prévoir — en sus des dispositions actuelles.

M. Govaerts répond qu'il doit s'agir des grands principes de sûreté qui détermineront la conception de la centrale. Faut-il ou non se protéger contre les accidents externes ? Quelles seront les doses limites en cas de rupture de tuyauterie primaire ? Quelle sera la nature du combustible ? Pour ce dernier point, il convient cependant de ne pas trop le préciser dans le détail pour éviter la sclérose technologique et connaître des situations analogues à celle aux États-Unis, qui ne pourraient être que néfastes pour la sûreté. Viendrait également s'y ajouter une étude d'impact sur l'environnement.

A l'exploitant alors de démontrer comment il compte respecter les conditions imposées : c'est la deuxième étape.

M. Poncelet observe que réside là l'origine de son inquiétude à l'égard du terme « autorisation d'exploiter » car il lui semble qu'une série de conditions très précises doivent être définies en vue d'accorder une telle autorisation d'exploiter.

M. Govaerts réplique que c'est la raison pour laquelle il a utilisé l'expression « autorisation préalable », d'autant plus qu'il s'agit du terme employé dans la législation actuelle.

M. Govaerts signale ensuite que les procès-verbaux de réception attestent la conformité des installations au rapport de sûreté. Il ajoute que 80 % du travail des organismes agréés consiste en analyses de sûreté, opérations qui n'avaient pas été prévues par l'arrêté royal du 28 février 1963. Dans le projet, ces tâches sont dévolues à l'Agence, mais l'article 28

dium die jammer genoeg als « exploitatievergunning » omschreven akte bevestigd moet worden.

De heer Govaerts preciseert dat de procedure erthans in bestaat dat artikel 6 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 de lijst bepaalt van de inlichtingen die de exploitant aan zijn aanvraag moet toevoegen. Het gaat met name om het veiligheidsrapport, dat omvangrijker wordt naarmate het dossier vorm krijgt en de besprekingen vorderen.

Na dat stadium en vóór het laden wordt dat rapport aan de Speciale Commissie voorgelegd teneinde bij koninklijk besluit de vergunning te verkrijgen, die krachtens artikel 6 een voorafgaande vergunning is. Doorgaans wordt deze een hele poos na het begin van de bouw verleend. Volgens de heer Govaerts kan de controle van de toestand het best gebeuren bij het laden.

De heer Poncelet pleit ervoor dat wordt voorzien in een koninklijke bekrachtiging vóór de aanvang van de eerste werkzaamheden. Om die reden herhaalt hij zijn bezwaar tegen de term « exploitatievergunning ». In aanmerking nemend dat het een tiental jaren kan vergen om de gewenste verbouwingswerkzaamheden te verwezenlijken, heeft hij zijn twijfels bij de mogelijke manoeuvreerruimte en de aanvullende aspecten die naast de bestaande bepalingen moeten zijn vervat in het voorafgaande veiligheidsrapport, waarin niet alles kan worden voorzien.

De heer Govaerts antwoordt dat het moet gaan om de grote beveiligingsbeginselen die bepalend zijn voor de opzet van de centrale. Is beveiliging tegen externe ongevallen al dan niet noodzakelijk ? Wat zijn de dosislimieten in geval van breuk in de primaire kringloop ? Welke splijstof wordt gebruikt ? Wat dit laatste punt betreft is het evenwel aangewezen dat niet te veel in detail wordt getreden, zo niet dreigt het gevaar dat technologische sclerose optreedt of dat soortgelijke situaties als in de Verenigde Staten ontstaan die de veiligheid ernstig in het gedrang zouden brengen.

De exploitant moet dan aantonen hoe hij denkt de opgelegde voorwaarden na te leven : dat is de tweede fase.

De heer Poncelet wijst erop dat zulks precies de reden is waarom hij ongerust is over het gebruik van de term « exploitatievergunning ». Naar zijn oordeel moet immers een aantal precieze voorwaarden voor het verlenen van een exploitatievergunning worden vastgesteld.

De heer Govaerts antwoordt dat hij daarom de term « voorafgaandelijke vergunning » heeft gehanteerd, te meer daar deze term in de bestaande wetgeving wordt gebruikt.

De heer Govaerts beklemtoont vervolgens dat de processen-verbaal van oplevering aangeven dat de installaties in overeenstemming zijn met het veiligheidsrapport. Hij voegt daaraan toe dat het door de erkende keuringsinstellingen verrichte werk voor 80 % bestaat uit beveiligingsanalyses, waarin in het koninklijk besluit van 28 februari 1963 niet was

du projet ne stipule pas qu'elles peuvent être déléguées à un organisme agréé.

Il indique par ailleurs que chaque étape fait l'objet d'un procès-verbal de réception sur la base des résultats des essais, avant d'autoriser la réalisation de l'étape suivante.

M. Poncelet demande si la procédure actuelle permet des dérogations par rapport au contenu du rapport de sûreté ou aux dispositions de l'arrêté royal, ou si l'organisme agréé impose le respect strict des conditions initiales.

M. Govaerts précise que l'on examine les répercussions éventuelles sur la sûreté. Si les critères de sûreté demeurent respectés, des aménagements sont permis. Dans le cas contraire, des limitations de puissance par exemple sont imposées.

La dernière prestation de l'organisme agréé autorise le fonctionnement des installations à pleine puissance durant un cycle. Une fois ce dernier terminé, il convient d'arrêter l'installation, de charger le nouveau combustible. A ce niveau, la réglementation est plus stricte chez nous qu'aux Etats-Unis, l'exploitant étant obligé d'apporter la preuve qu'il réunit encore les conditions du rapport de sûreté.

M. Dielens s'enquiert si les rapports de réception sont publics ou confidentiels. Ceux-ci étant publics aux Etats-Unis, il plaide également pour introduire leur publicité en Belgique, dans le cadre des dispositions du dernier alinéa de l'article 16 disant que « le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'application du présent arrêté ».

M. Govaerts relève qu'il ne lui appartient pas de répondre à cette question de nature politique. Il existe une législation et les organismes agréés l'appliquent. Ces derniers effectuent leur travail en toute transparence, mais il ne leur appartient pas d'informer le public. Les autorités de tutelle peuvent cependant avoir accès à tous les documents.

Mme Leysen demande que la Commission se tienne plus rigoureusement à l'ordre du jour et ne fasse pas un amalgame entre l'audition de l'expert présent et la continuation de la discussion des articles.

M. Poncelet demande à *M. Govaerts* à quel stade de la procédure on pourrait consacrer dans un texte soumis à la sanction royale les conditions d'exploitation. Il souhaiterait savoir s'il convient d'attendre à cet effet la dernière intervention de l'organisme agréé, à savoir lors du fonctionnement à pleine puissance des installations.

M. Govaerts indique qu'à l'heure actuelle cette opération a lieu lors du chargement. Il est d'avis que cette situation donne satisfaction car la conception est alors nettement définie. Si l'on devait attendre le

voir. Ofschoon het Agentschap op grond van het wetsontwerp met deze taken wordt belast, bepaalt artikel 28 van het ontwerp geenszins dat deze niet aan erkende instellingen kunnen worden overgedragen.

Hij wijst er overigens op dat op grond van de proefresultaten over iedere fase een proces-verbaal van oplevering wordt opgemaakt, alvorens toestemming wordt verleend om tot de verwezenlijking van de volgende fase over te gaan.

De heer Poncelet vraagt of in het kader van de huidige procedure afwijkingen terzake van de inhoud van de veiligheidsrapporten of de bepalingen van het koninklijk besluit mogelijk zijn, dan wel of de erkende instelling de strikte naleving van de oorspronkelijke voorwaarden oplegt.

De heer Govaerts preciseert dat de eventuele gevolgen op het stuk van de beveiliging worden onderzocht. Wanneer de beveiligingscriteria verder worden nageleefd, worden verbouwingen toegestaan. Zo niet, worden bijvoorbeeld beperkingen van het vermogen opgelegd.

De laatste handeling van de erkende instelling is het verlenen van toestemming om de installatie gedurende één cyclus op volle kracht te doen draaien. Nadat die cyclus is afgelopen, moet de installatie worden stopgezet en de nieuwe brandstof worden geladen. Op dat stuk is de regelgeving bij ons strenger dan in de Verenigde Staten, aangezien de exploitant verplicht is te bewijzen dat hij nog voldoet aan de voorwaarden van het veiligheidsrapport.

De heer Dielens vraagt of de opleveringsrapporten openbaar of vertrouwelijk zijn. Aangezien ze in de Verenigde Staten openbaar zijn, pleit hij ervoor die openbaarheid ook in België in te voeren in het kader van de bepalingen van artikel 16, laatste lid, dat luidt als volgt : « De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regelen voor de toepassing van dit artikel ».

De heer Govaerts vindt dat het hem niet toekomt te antwoorden op die vraag van politieke aard. Er bestaat een wetgeving en de erkende instellingen passen die toe. De werkzaamheden van die instellingen zijn volledig openbaar, maar zij kunnen het publiek daarover niet inlichten. De toezichthoudende overheden hebben echter toegang tot alle documenten.

Mevrouw Leysen vraagt dat de Commissie zich strikter aan de agenda zou houden en tijdens de hoorzitting met de aanwezige deskundige de bespreking van de artikelen niet zou voortzetten.

De heer Poncelet vraagt aan de heer Govaerts in welk stadium van de procedure de exploitatievoorwaarden kunnen worden vastgelegd in een tekst die aan de Koning ter bekrachtiging wordt voorgelegd. Hij wil weten of daartoe moet worden gewacht tot de laatste interventie van de erkende instelling, namelijk bij het op volle kracht draaien van de installatie.

De heer Govaerts merkt op dat die tekst thans tijdens het opladen wordt opgesteld. Hij is van oordeel dat die situatie voldoening schenkt, aangezien het ontwerp op dat tijdstip duidelijk afgebakend is.

stade de la pleine puissance, l'on ne ferait qu'entériner le passé. Le chargement constitue à ses yeux le moment idéal pour marquer un temps d'arrêt et exercer, le cas échéant, encore une action sur l'exploitant avant d'octroyer l'autorisation en pleine connaissance de cause. Il plaide bien entendu pour le maintien du contrôle et des procès-verbaux de réception par l'Agence lors de chacune des étapes ultérieures.

M. Poncelet annonce qu'il retire son amendement n° 10 consécutivement au dépôt par Mme Leysen et MM. Dielens, Poncelet et Walry d'un amendement n° 15 répondant mieux à l'objectif visé.

Cet amendement vise à remplacer l'article 16 par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le Roi accorde ou refuse l'autorisation de création et d'exploitation qui précède la création de tout établissement dans lequel sont présents des substances ou des appareils capables d'émettre des rayonnements ionisants.

L'Agence examine les demandes d'obtention de l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er}. L'Agence recueille, à ce sujet, l'avis du Conseil scientifique dont il est question à l'article 37.

L'autorisation détermine entre autres les règles relatives aux révisions périodiques de la sécurité des installations et le moment de la réception visée au § 2.

Le Roi fixe les conditions auxquelles l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} est accordée. Il peut modifier ces conditions pendant toute la durée d'existence de l'établissement, en ce compris son démantèlement.

§ 2. L'exploitation d'un établissement visé au § 1^{er} ne peut débuter avant que le Roi ait confirmé l'autorisation de cet établissement en constatant que les conditions mises à sa création sont respectées. Cette confirmation est précédée d'un rapport de réception favorable établi par l'Agence. La réception intervient avant l'introduction dans l'installation des substances radioactives faisant l'objet de l'autorisation.

§ 3. L'Agence contrôle le respect des conditions imposées par l'autorisation de création et d'exploitation.

Le Roi peut suspendre ou retirer l'autorisation sur avis de l'Agence. »

Dans leur justification, les auteurs avancent que cet amendement vise à clarifier les textes des articles 16 et 17 et à mettre en évidence les différentes étapes de la procédure d'autorisation.

M. Poncelet souligne qu'il importe en effet de mieux distinguer les diverses étapes de la procédure par l'octroi explicite d'une autorisation par le Roi avant d'entreprendre la création et l'exploitation des installations, d'une part, et la confirmation de cette autorisation dans un second stade, de l'autre. Par

Wanneer wordt gewacht tot de installatie op volle kracht draait, dan bekrachtigt men gewoon wat reeds is gebeurd. Het opladen is volgens hem het ideale tijdstip om de zaak even stop te zetten en, in voorkomend geval, nog een vordering in te stellen tegen de exploitant, vooraleer de machtiging met volledige kennis van zaken wordt verleend. Volgens hem moeten de controle door het Agentschap bij iedere volgende stap, alsmede de processen-verbaal van oplevering vanzelfsprekend behouden blijven.

De heer Poncelet laat weten dat hij zijn amendement n° 10 intrekt ingevolge de indiening door mevrouw Leysen en de heren Dielens, Poncelet en Walry van een amendement n° 15 dat beter aan het beoogde doel beantwoordt.

Dit amendement heeft tot doel artikel 16 te vervangen door wat volgt :

« § 1. De Koning verleent of weigert de oprichtings- en exploitatievergunning die de oprichting voorafgaat van elke inrichting waarin stoffen of apparaten die ioniserende stralingen kunnen uitzenden, aanwezig zijn.

Het agentschap onderzoekt de aanvragen tot het verkrijgen van de vergunning bedoeld in het eerste lid. Het Agentschap wint daarover het advies in van de Wetenschappelijke Raad waarvan sprake is in artikel 37.

De vergunning bepaalt onder andere de regelen betreffende de periodieke beoordeling van de veiligheid van de installaties en het moment van de oplevering bedoeld in § 2.

De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de vergunning bedoeld in het eerste lid, wordt toegekend. Hij kan die voorwaarden wijzigen gedurende de volledige levensduur van de inrichting, haar ontmanteling inbegrepen.

§ 2. De exploitatie van een inrichting bedoeld in § 1 mag niet starten vooraleer de Koning, vaststellend dat aan de oprichtingsvoorwaarden is voldaan, de vergunning van deze inrichting heeft bevestigd. Deze bevestiging wordt door een gunstig opleveringsrapport, dat door het Agentschap is opgesteld, voorafgegaan. De oplevering vindt plaats vooraleer de radioactieve stoffen, die het voorwerp van de vergunning uitmaken, in de installatie worden ingebracht.

§ 3. Het Agentschap houdt toezicht op de naleving van de voorwaarden opgelegd door de oprichtings- en exploitatievergunning.

De Koning kan de vergunning schorsen of intrekken op grond van een advies van het Agentschap. »

In hun verantwoording wijzen de indieners erop dat dit amendement ertoe strekt de tekst van de artikelen 16 en 17 te verduidelijken en de verschillende stadia van de vergunningsprocedure duidelijk naar voren te brengen.

De heer Poncelet beklemtoont dat het immers van belang is een duidelijker onderscheid te maken tussen de verschillende stadia van de procedure waarbij de Koning in een eerste stadium uitdrukkelijk een vergunning dient te verlenen alvorens tot de bouw en de exploitatie van installaties kan worden overge-

ailleurs, le paragraphe 2 proposé explicite le dispositif antérieur en précisant à quel moment intervient cette confirmation par le Roi, à savoir lors de l'introduction dans l'installation des substances radioactives faisant l'objet de l'autorisation.

Enfin, le paragraphe 3 de ce nouvel article reconnaît à l'Agence le pouvoir de contrôler le respect des conditions d'autorisation et au Roi le droit de suspendre cette même autorisation.

M. Dielens demande que l'on accueille avec bienveillance les conditions réglant la délivrance de l'autorisation de création et d'exploitation. Il concède que la détermination détaillée des conditions et des modalités concrètes appartient au Roi. Il attire néanmoins l'attention des membres de la Commission sur l'une des conclusions de la Commission Tchernobyl plaidant pour l'obligation de prendre l'avis du gouverneur de province concernant le plan d'urgence devant impérativement être établi lors de la construction d'installations nucléaires.

L'intervenant souhaiterait que dans les arrêtés royaux en la matière, le ministre fasse clairement mention de ces plans d'urgence et en fasse une des conditions à remplir en vue de l'obtention des autorisations de création et d'exploitation.

En outre, le membre s'interroge toujours sur la première phrase de la version néerlandaise du paragraphe 2 de l'amendement, qui dit que « de exploitation van een inrichting bedoeld in § 1 mag niet starten vooraleer de Koning, vaststellend dat aan de oprichtingsvoorwaarden is voldaan ... ». Il plaide pour remplacer le mot « oprichtingsvoorwaarden » par « vergunningsvoorwaarden », tout en faisant référence à la première phrase du premier paragraphe du nouvel article 16 proposé.

Il remarque qu'il est assez bizarre que l'on puisse entamer l'exploitation à partir du moment où seules les conditions de création sont remplies.

S'agissant des plans d'urgence, *le ministre* réplique que des moyens financiers ont été dégagés et que de régulières et fréquentes réunions de concertation sont organisées avec le cabinet du ministre de l'Intérieur. Cette dimension sera nécessairement intégrée lors de l'acceptation éventuelle d'un dossier.

Quant à l'observation sur le paragraphe 2, le ministre fait valoir qu'il est parfois difficile de trouver à chaque fois le vocable idoine. Le paragraphe 2 renvoie en fait au paragraphe 1^{er} où il est question d'une autorisation avec deux aspects.

Le ministre ne voit aucune difficulté dans le libellé français où l'on parle des « conditions mises à sa création ». Il s'agit des conditions globales consignées dans le cahier des charges.

gaan, en deze vergunning in een tweede stadium wordt bevestigd. In de voorgestelde § 2 wordt overigens uitdrukkelijk aangegeven aan welke voorafgaande voorwaarden moet zijn voldaan, doordat wordt gepreciseerd op welk tijdstip de bevestiging van de Koning geschiedt, met name op het tijdstip waarop de radioactieve stoffen waarop de vergunning van toepassing is, in de installatie worden ingebracht.

Tot slot wordt in § 3 van dit nieuwe artikel aan het Agentschap de bevoegdheid verleend om te toetsen of aan de vergunningsvoorwaarden is voldaan en wordt de Koning ertoe gemachtigd deze vergunning te schorsen.

De heer Dielens vraagt dat een welwillende houding tegenover de voorwaarden voor de afgifte van de oprichtings- en exploitatievergunning wordt ingenomen. Hij erkent dat het de Koning toekomt de voorwaarden en de concrete regels in detail vast te stellen. Hij wijst de leden van de Commissie evenwel op een van de conclusies van de commissie Tsjernobyl waarin die ervoor pleit dat wordt voorzien in de verplichting om het advies in te winnen van de provinciegouverneur inzake het voor de bouw van kerninstallaties vereiste noodplan.

Spreker wenst dat de minister in de desbetreffende koninklijk besluiten uitdrukkelijk melding maakt van die noodplannen en het uitwerken van een noodplan tot een van de voorwaarden maakt waaraan voor de afgifte van een oprichtings- en exploitatievergunning moet worden voldaan.

Spreker heeft ook vragen bij de eerste volzin van de Nederlandse tekst van § 2 van het amendement, die luidt als volgt : « de exploitatie van een inrichting bedoeld in § 1 mag niet starten vooraleer de Koning, vaststellend dat aan de oprichtingsvoorwaarden is voldaan ... ». Hij pleit ervoor het woord « oprichtingsvoorwaarden » te vervangen door het woord « vergunningsvoorwaarden », daarbij verwijzend naar het voorgestelde artikel 16 (*nieuw*), § 1, eerste volzin.

Het komt hem nogal vreemd voor dat met de exploitatie van start kan worden gegaan, terwijl alleen nog maar aan de oprichtingsvoorwaarden is voldaan.

Wat de noodplannen betreft antwoordt *de minister* dat de financiële middelen daartoe zijn vrijgemaakt en dat regelmatig en vaak overleg wordt gepleegd met het kabinet van de minister van Binnenlandse Zaken. Dit aspect dient noodzakelijkerwijze in aanmerking te worden genomen voor de eventuele goedkeuring van dossiers.

Ingevolge de opmerking over het bepaalde in § 2 deelt de minister mee dat het soms moeilijk is om de geschikte term te vinden. In § 2 wordt verwezen naar de bepalingen van § 1, waar sprake is van een tweeledige vergunning.

De minister heeft geen problemen met de Franse tekst waarin melding wordt gemaakt van « conditions mises à sa création ». Het gaat hier om algemene voorwaarden die in het bestek zijn opgenomen.

Le président propose de déposer un sous-amendement n° 15 à caractère purement technique visant à remplacer au paragraphe 2 les mots « les conditions mises à sa création » par « les conditions de l'autorisation » dans le texte français et le mot « oprichtingsvoorwaarden » par « vergunningsvoorwaarden » dans la version néerlandaise.

Par ailleurs, *M. Poncelet* retire son amendement n° 11, un amendement n° 17 plus approprié ayant été déposé par *Mme Leysen et MM. Dielens, Poncelet et Walry*.

Cet amendement vise à remplacer l'article 17 par une disposition qui confie du Roi le pouvoir de déterminer par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'application de l'article 16 et de classer les établissements visés à l'article 16, § 1^{er}, en fonction du risque qu'ils présentent. Il ne pourra déléguer l'octroi de l'autorisation pour les établissements dont la classe correspond au risque le plus élevé.

*
* *

Le sous-amendement n° 15 est adopté à l'unanimité moins une abstention.

Les amendements n°s 3, 4 et 5 de *MM. Dejonckheere et Barbé* sont rejetés à l'unanimité.

L'article 16 ainsi amendé est adopté par 13 voix contre une.

*
* *

L'amendement n° 16 est adopté à l'unanimité moins une abstention.

L'article 17 modifié est adopté à l'unanimité moins une abstention.

Art. 18

Le ministre précise que cet article vise l'instruction des dossiers en matière de transport de substances radioactives, l'Agence déterminant les conditions d'organisation de ces transports et la loi habilitant l'Agence à vérifier si ces conditions sont bien respectées.

A cet égard *MM. Dejonckheere et Barbé* déposent un amendement n° 6 qui vise à interdire l'exportation de déchets contenant des substances radioactives ou de combustibles nucléaires usés à destination d'un pays non-membre de la Communauté européenne et dont l'Agence peut savoir qu'il ne dispose pas des moyens requis pour traiter ces substances dans le respect de l'environnement. En outre le transport par paquebot et par cargo de matières radioactives de plus d'un certain nombre de becquerels est interdit. L'Agence veille au respect de la présente disposition.

De voorzitter stelt een sub-amendement n° 15 van louter technische aard voor, dat ertoe strekt in de Nederlandse tekst van § 2 het woord « oprichtingsvoorwaarden » te vervangen door het woord « vergunningsvoorwaarden » en in de Franse tekst ervan de woorden « les conditions mises à sa création » te vervangen door de woorden « les conditions de l'autorisation ».

Overigens trekt *de heer Poncelet* zijn amendement n° 11 in nadat door *mevrouw Leysen en de heren Dielens, Poncelet en Walry* een passender amendement is ingediend.

Dit amendement strekt ertoe artikel 17 te vervangen door de volgende bepaling : « De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regels voor de toepassing van artikel 16. Hij deelt de inrichtingen, bedoeld in artikel 16, § 1, in op grond van het risico dat ze inhouden. Hij mag de toekenning van de vergunning voor de inrichtingen, waarvan de indeling met het hoogste risico overeenstemt, niet delegeren. »

*
* *

Subamendement n° 15 wordt op één onthouding na eenparig aangenomen.

De amendementen n°s 3, 4 en 5 van de heren *Dejonckheere en Barbé* worden eenparig verworpen.

Het aldus geamendeerde artikel 16 wordt aangenomen met 13 tegen 1 stem .

*
* *

Amendement n° 16 wordt op 1 onthouding na eenparig aangenomen.

Het gewijzigde artikel 17 wordt op één onthouding na eenparig aangenomen.

Art. 18

De minister licht toe dat dit artikel handelt over het onderzoek van dossiers in verband met het vervoer van radioactieve stoffen. Het Agentschap bepaalt daarbij onder welke voorwaarden dat vervoer dient te gebeuren en heeft de wettelijke bevoegdheid om na te gaan of die voorwaarden worden nageleefd.

In dat verband stellen *de heren Dejonckheere en Barbé* amendement n° 6 voor, dat ertoe strekt de uitvoer te verbieden van afval dat radioactieve stoffen bevat of bestraalde splijtstoffen naar een land dat niet tot de Europese Gemeenschap behoort en waarvan het Agentschap kan weten dat het niet over de vereiste middelen beschikt om die stoffen op een ecologisch verantwoorde manier te behandelen. Bovendien is het vervoer van radioactief materiaal met een hoger bequerel dan vastgelegd met zowel passagiersschepen als vrachtschepen verboden. Het Agentschap controleert de naleving van die bepaling.

L'amendement incorpore les remarques formulées par des membres et par le gouvernement. En outre le transport de matières radioactives posant de tels problèmes doit se faire sous un contrôle plus strict.

Le ministre rappelle que tous les transports sont sujets à autorisation. S'agissant des transports par cargo, paquebot, car-ferry, ceux-ci sont réglementés par l'IMO qui prévoit une série de limitations au transport de substances radioactives par voie maritime en fonction des différents types de navires. Il lui a paru intéressant de conserver une certaine souplesse, mais des instructions strictes ont été données à l'Administration pour les cas dans lesquels les autorisations peuvent ou non être délivrées.

Le président demande s'il est possible de joindre au rapport les autres législations ou réglementations applicables au transport de substances radioactives ainsi que les instructions auxquelles il est fait allusion.

Le ministre marque son accord.

M. Poncelet demande les raisons qui ont prévalu à l'abandon des termes « importation » et « transit » pour ne parler que du transport. Il observe en effet que le règlement général fait explicitement état du transit et de l'importation.

Le ministre déclare que ce choix est basé sur le droit européen et que le terme « transport » est un terme très général.

M. Poncelet objecte que le transit et l'importation sont des notions recouvrant des activités différentes du transport, et pense que l'ancienne loi de 1958 fait explicitement référence au transit et à l'importation. Le membre estime en effet que les dossiers afférents à ces deux matières doivent pouvoir être instruits par l'Agence.

Le ministre rappelle en outre que le texte original du 11 janvier 1993, tel qu'il avait été déposé au Sénat, comportait déjà le terme « transport ». Il ajoute que cet article doit être lu à la lumière de l'article 8 du projet de loi, qui prévoit que le transport ne peut être effectué que par des personnes agréées par l'Agence, les conditions d'agrément étant fixées par le Roi.

En ce qui concerne l'importation, le transit et l'exportation, le Roi est habilité à prendre toutes les mesures visant à protéger la santé publique et l'environnement.

S'agissant du problème particulier des transports, le ministre indique que les conditions particulières sont déjà déterminées par la loi et renvoie aux articles 8 et 18 du projet à l'examen.

*
* *

L'amendement n° 6 de MM. Dejonckheere et Barbé est rejeté à l'unanimité.

Het amendement integreert de opmerkingen gemaakt door leden en door de regering. Bovendien moet het vervoer van dergelijk problematisch radioactief materiaal onder striktere controle gebeuren.

De minister brengt in herinnering dat voor elk vervoer een vergunning nodig is. Het vervoer per vrachtschip, passagiersschip of car-ferry wordt geregeld door de IMO, die het vervoer van radioactieve stoffen over zee aan een aantal beperkingen onderwerpt die afhankelijk zijn van het soort schip. Het leek hem beter om een zekere soepelheid te bewaren, maar de diensten kregen wel nauwkeurige instructies over de gevallen waarin zij al dan niet een vergunning mogen verstrekken.

De voorzitter wenst te vernemen of de andere wetten of verordeningen die van toepassing zijn op het vervoer van radioactieve stoffen, alsook de eerder genoemde instructies aan het verslag kunnen worden toegevoegd.

De minister stemt hiermee in.

De heer Poncelet wil weten waarom werd afgezien van de begrippen « invoer » en « doorvoer » en alleen nog sprake is van « vervoer ». Hij wijst erop dat doorvoer en invoer uitdrukkelijk ter sprake komen in het algemeen reglement.

De minister verklaart dat de keuze stoelt op het Europese recht en het begrip « vervoer » zeer algemeen is.

De heer Poncelet werpt op dat doorvoer en invoer andere bedrijvigheden omvatten dan vervoer en dat de oude wet van 1958 uitdrukkelijk naar doorvoer en invoer verwijst. Volgens het lid zou het Agentschap dan ook dossiers over beide laatstgenoemde bedrijvigheden moeten kunnen onderzoeken.

De minister herinnert er op zijn beurt aan dat de oorspronkelijke tekst van 11 januari 1993 die in de Senaat werd ingediend, al het begrip « vervoer » gebruikte. Hij voegt er nog aan toe dat dat artikel niet los kan worden gezien van artikel 8 van het wetsontwerp. Krachtens dat artikel kunnen uitsluitend door het Agentschap erkende personen voor het vervoer instaan en bepaalt de koning de voorwaarden voor die erkenning.

Inzake invoer, doorvoer en uitvoer is de Koning gemachtigd alle maatregelen te nemen die nodig worden geacht voor de bescherming van de volksgezondheid en het milieu.

Wat het specifieke probleem van het vervoer betreft, wijst de minister erop dat de bijzondere voorwaarden al bij de wet zijn bepaald en verwijst hij naar artikel 8 en 18 van het ter bespreking voorliggende ontwerp.

*
* *

Amendement n° 6 van de heren Dejonckheere en Barbé wordt eenparig verworpen.

L'article 18 est adopté à l'unanimité moins une voix contre.

*
* *

Art. 19

Le ministre observe que cet article habilite l'Agence en ce qui concerne l'agrément des appareils à usage médical et des médecins, pharmaciens et experts qui emploient ce type de matériel, de même qu'en ce qui concerne l'instruction des dossiers de demande et l'octroi des autorisations pour les substances radioactives utilisées en médecine. L'Agence est également chargée de veiller au respect des conditions préalables imposées.

*
* *

L'article 19 est adopté à l'unanimité moins une voix contre.

*
* *

Art. 20

Le ministre indique que cet article prévoit que l'Agence accorde ou refuse les autorisations d'utilisation de radiations ionisantes à des fins de stérilisation des appareils médicaux et de traitement des denrées alimentaires.

MM. Dejonckheere et Barbé ont déposé un amendement n° 7 qui vise à indiquer clairement que la législation en matière d'irradiation d'aliments reste inchangée.

L'arrêté royal n'autorise de tels traitements qu'à des fins de recherche et après autorisation du ministre.

Le ministre estime que les dispositions sont claires. L'Agence instruit les dossiers. Elle accorde ou refuse les autorisations en fonction du type de demande et tout ce qui n'est pas autorisé est forcément interdit. S'agissant de l'intérêt de pratiquer ce genre de traitement des denrées, il note qu'il existe une littérature abondante à ce propos et que celle-ci conclut que cette technique n'est pas plus dangereuse que l'utilisation d'agents conservateurs, que du contraire.

*
* *

L'amendement n° 7 de MM. Dejonckheere et Barbé est rejeté à l'unanimité.

Artikel 18 wordt op één stem na eenparig aangenomen.

*
* *

Art. 19

De minister merkt op dat dit artikel het Agentschap bepaalde bevoegdheden verleent in verband met de goedkeuring van medische toestellen, alsook de erkenning van de apothekers en artsen die dat soort toestellen gebruiken. Bovendien moet het Agentschap ook de vergunningsaanvragen onderzoeken en de vergunningen zelf toekennen voor het gebruik van radioactieve stoffen in de geneeskunde. Het Agentschap moet ook toezien op de naleving van de voorafgaande voorwaarden die worden opgelegd.

*
* *

Artikel 19 wordt op één stem na eenparig aangenomen.

*
* *

Art. 20

De minister licht toe dat dit artikel bepaalt dat het Agentschap vergunningen weigert of toekent voor het gebruik van ioniserende stralingen voor de sterilisatie van medische apparaten en de behandeling van voedingswaren.

De heren Dejonckheere en Barbé stellen een amendement (n° 7) voor, ten einde duidelijk te stellen dat de regelgeving inzake de bestraling van voedingswaren ongewijzigd is gebleven.

Het desbetreffende koninklijk besluit staat een dergelijke behandeling alleen toe voor zover dit voor onderzoeksdoeleinden geschiedt en na toestemming van de minister.

De minister is van mening dat de bepalingen duidelijk zijn. Het Agentschap onderzoekt de dossiers. Het verleent de vergunningen of weigert ze, naar gelang van de aard van de aanvraag. Wat niet wordt toegestaan is dan ook verboden. Over het belang van een dergelijke behandeling van voedingswaren bestaat zeer veel literatuur waaruit blijkt dat die techniek niet meer gevaren inhoudt dan het gebruik van bewaarmiddelen. Wel integendeel.

*
* *

Amendement n° 7 van de heren Dejonckheere en Barbé wordt eenparig verworpen.

L'article 20 est adopté à l'unanimité moins une voix contre.

*
* *

Art. 21

Le ministre signale que l'article 21 donne compétence à l'Agence pour assurer la surveillance et le contrôle de la radioactivité sur le territoire, dont le pilotage du réseau Télérad.

Le président demande si c'est à ce niveau que se déroule la concertation avec les institutions régionales ayant certaines compétences dans ce domaine.

Le ministre répond que cette question est sans objet à ce niveau-ci.

Le président demande si les dispositions relatives au concours d'organismes publics ou privés compétents s'appliquent aussi aux institutions publiques régionales, comme la Vlaamse Milieumaatschappij.

Le ministre précise que cette possibilité pourrait exister car cet article a une portée très large. Il cite l'exemple d'un recours possible à la collaboration de l'IHE.

Art. 22

Le ministre explique que cet article règle l'assistance apportée par l'Agence à la réalisation des plans d'urgence grâce à son expertise. On prévoit également l'organisation d'une cellule d'intervention pour les cas d'urgence. Cette permanence 24 heures sur 24 est d'ailleurs déjà assurée à l'heure actuelle.

M. Poncelet souhaite obtenir de plus amples informations sur la mission d'assistance technique. Dans sa proposition, il avait plaidé pour la participation à l'élaboration des plans d'urgence.

Le ministre répond qu'il conviendrait de consulter l'avis du Conseil d'Etat. Il signale que les plans d'urgence relèvent de la compétence du ministère de l'Intérieur. L'Agence met ses connaissances à la disposition de ce département, qui est chargé de la réalisation proprement dite de ces plans.

Art. 23

Le ministre souligne que l'Agence a le droit de se faire communiquer les données nécessaires par les organismes qu'elle contrôle afin de pouvoir réunir l'ensemble de la documentation en matière nucléaire et de maintenir le niveau de formation de ses agents.

Artikel 20 wordt op één stem na eenparig aangenomen.

*
* *

Art. 21

De minister stipt aan dat artikel 21 het Agentschap de bevoegdheid verleent toezicht te houden op de radioactiviteit op het grondgebied, onder meer via het hanteren van het Telerad-net.

De voorzitter vraagt of in dat verband moet worden overlegd met de gewestelijke instellingen die ter zake bepaalde bevoegdheden hebben.

De minister antwoordt dat dit aspect in genoemd verband zinloos is.

De voorzitter vraagt of de bepalingen over « het beroep op bevoegde openbare en particuliere instellingen » ook gelden voor de gewestelijke openbare instellingen, zoals de Vlaamse Milieumaatschappij.

De minister preciseert dat dit niet is uitgesloten omdat het artikel een zeer ruime strekking heeft. Zo kan bijvoorbeeld een beroep worden gedaan op de samenwerking met het IHE.

Art. 22

De minister verklaart dat dit artikel bepaalt welke bijstand het Agentschap dankzij zijn deskundigheid bij de uitwerking van de noodplannen kan verlenen. Voorts wordt ook voorzien in de organisatie van een interventiecel voor de noodgevallen; overigens bestaat die permanentie de klok rond nu al.

De heer Poncelet wil nadere toelichting bij de opdracht om technische bijstand te verlenen. In zijn voorstel heeft hij ervoor gepleit om aan de uitwerking van de noodplannen deel te nemen.

De minister antwoordt dat het aangewezen is het advies van de Raad van State in te winnen. Zij stipt aan dat de noodplannen onder de bevoegdheid van het ministerie van Binnenlandse Zaken vallen. Het Agentschap stelt zijn deskundigheid ter beschikking van dit departement, dat met de eigenlijke uitvoering van die plannen is belast.

Art. 23

De minister onderstreept dat het Agentschap de vereiste gegevens mag opvragen bij de instellingen waar het de controle uitoefent, teneinde de hele documentatie inzake kernenergie samen te stellen en het kennisniveau van zijn personeelsleden op peil te houden.

Art. 24

Le ministre indique que vu que l'Agence détiendra l'expertise dans le domaine nucléaire, il est normal qu'elle soit chargée de formuler des propositions à l'attention des ministres.

Le président s'enquiert s'il en résulte que les ministres doivent prendre l'avis préalable de l'Agence lorsqu'il envisage des mesures.

Le ministre réplique que ce n'est pas dans ce sens-là qu'il convient de comprendre les dispositions de l'article, mais qu'il serait malvenu de se passer des connaissances techniques et scientifiques de l'Agence.

M. Poncelet pense que l'objet de cet article est d'assurer une information objective de l'opinion publique belge.

Art. 25

Le ministre précise que l'Agence est chargée de contrôler dans les limites de ses attributions, le respect par les exploitants de leurs obligations en matière de formation, d'information et de protection de leur personnel.

Art. 26

Le ministre signale que cet article correspond à la nécessité de fournir l'information la plus neutre et la plus large possible à la population. Conformément au vœu de transparence exprimé par la Commission Tchernobyl du Sénat, le rapport d'activité sera adressé au Parlement.

Art. 27

Le ministre indique que cet article instaure la possibilité de déroger au Code judiciaire en permettant à l'Agence de soumettre les litiges éventuels à l'arbitrage.

Art. 28

Le ministre précise que cet article permet la délégation par l'Agence, sous sa propre responsabilité, de certaines missions à des organismes qu'elle agréé à cette fin. L'Agence peut, à cet effet, disposer de l'expertise et de la compétence qui ont été accumulées, au fil des ans, par ces organismes.

*
* *

Art. 24

De minister stipt aan dat het normaal is dat het Agentschap ermee wordt belast voorstellen aan de ministers te doen, precies omdat het inzake kernenergie de nodige deskundigheid in huis heeft.

De voorzitter vraagt of dat impliceert dat wanneer de ministers maatregelen willen nemen, zij vooraf het advies van het Agentschap moeten inwinnen.

De minister antwoordt dat men het bepaalde van dit artikel niet in die zin moet begrijpen. Het ware gewoon ongepast de technische en wetenschappelijke kennis van het Agentschap onder de mat te vegen.

Volgens *de heer Poncelet* is het de bedoeling van dit artikel de Belgische publieke opinie te garanderen dat objectieve informatie wordt verstrekt.

Art. 25

De minister preciseert dat het Agentschap ermee wordt belast binnen de grenzen van zijn bevoegdheid te controleren of de exploitanten hun verplichtingen inzake opleiding, informatie en bescherming van hun werknemers nakomen.

Art. 26

Volgens *de minister* komt dit artikel tegemoet aan de behoefte om de bevolking zo neutraal en ruim mogelijk te informeren. Het activiteitenverslag wordt aan het Parlement bezorgd, overeenkomstig de door de Tsjernobyl-commissie geuite wens om de zaak zo doorzichtig mogelijk te maken.

Art. 27

De minister stipt aan dat het Agentschap op grond van dit artikel de kans krijgt om in afwijking van het Gerechtelijk Wetboek mogelijke geschillen aan arbitrage te onderwerpen.

Art. 28

De minister preciseert dat dit artikel het Agentschap de mogelijkheid biedt om op eigen verantwoordelijkheid bepaalde opdrachten over te dragen aan instellingen die het daartoe heeft erkend. Het Agentschap kan zodoende beschikken over de expertise en de ervaring die deze instellingen hebben opgebouwd.

*
* *

Les articles 21 à 28 sont adoptés à l'unanimité moins une voix contre.

Art. 29

Cet article prévoit des critères pour l'agrément des organismes. La durée d'agrément est de maximum cinq années; elle a fait l'objet d'un compromis.

M. Poncelet dépose un amendement n° 12 (Doc. n° 1124/3), qui vise au dernier alinéa, à la fin de la première phrase, à remplacer les mots « ne dépassant pas cinq ans » par les mots « d'au moins sept ans ».

L'auteur plaide en faveur d'un délai d'au moins sept ans pour le premier agrément, tenant compte notamment de la réalité de fonctionnement des organismes agréés, de la complexité de leurs tâches et de la nécessité pour eux d'investir en moyens techniques et humains.

Le ministre rappelle que les contrats en cours restent d'application. Le délai proposé doit permettre d'offrir une sécurité juridique tant aux organismes qui fonctionnent déjà qu'à ceux qui seront agréés par la suite.

M. Poncelet annonce qu'il retire son amendement n° 12.

Art. 30

Cet article prévoit la manière dont ces missions seront confiées aux organismes agréés, selon une procédure de cahier des charges et d'appel d'offres.

M. Poncelet relève que « l'Agence désigne l'organisme attributaire du marché sur base du cahier des charges et des offres régulières reçues ».

Cela signifie-t-il que l'on fait un appel public à des organismes ou à des institutions, qui peuvent respecter et rencontrer ce cahier des charges, et que dès lors, en fonction des conditions financières, on peut tomber sous le coup des législations nationale ou européenne ? Pour rappel, la législation européenne impose d'ouvrir ces marchés aux organismes étrangers. Exclut-on donc tout système de protection, quel qu'il soit, à l'égard du seul organisme agréé qui reste, pour les installations de classe I dans notre pays, par exemple ? En promulguant cet article, on prend le risque d'exclure un organisme belge très compétent de ce marché potentiel, dans la mesure où une entreprise étrangère pourrait présenter des conditions financières plus favorables.

Le ministre précise qu'à l'évidence, on se trouve en présence d'un marché public. Néanmoins, dans les cahiers de charges qui seront examinés, la mention

De artikelen 21 tot 28 worden op één stem na eenparig aangenomen.

Art. 29

In dit artikel worden de criteria voor de erkenning van deze instellingen opgesomd. Bij wijze van compromis is de erkenningsduur op maximaal vijf jaar vastgesteld.

De heer Poncelet dient een amendement n° 12 in (Stuk n° 1124/3) dat ertoe strekt in het laatste lid *in fine* van de eerste volzin de woorden « van maximum vijf jaar » te vervangen door de woorden « van ten minste zeven jaar ».

De indiener pleit voor een erkenningsduur van ten minste zeven jaar voor de eerste erkenning, rekening houdend in het bijzonder met de reële werking van de erkende instellingen, de complexe taken die ze vervullen en de daartoe vereiste investeringen in technische en personele middelen.

De minister herinnert eraan dat de lopende contracten van toepassing blijven. De voorgestelde erkenningsduur heeft tot doel zowel de reeds erkende instellingen als die welke in de toekomst zullen worden erkend, rechtszekerheid te bieden.

De heer Poncelet laat weten dat hij zijn amendement n° 12 intrekt.

Art. 30

Dit artikel bepaalt dat deze opdrachten aan de erkende instellingen worden opgedragen volgens een procedure die voorziet in een bestek en een aanbesteding bij inschrijving.

De heer Poncelet wijst erop dat « het Agentschap (...) de instelling aan(wijst) die met de opdracht wordt belast op basis van het bestek en de ontvangen regelmatige offerten ».

Betekent zulks dat het hier gaat om een openbare aanbestedingsprocedure ten aanzien van instellingen die aan de in het bestek opgenomen vereisten kunnen voldoen, en dat diensgevolge al naar gelang van de financiële vereisten de nationale dan wel de Europese regelgeving van toepassing is ? Ter herinnering wijst spreker erop dat de Europese regelgeving bepaalt dat buitenlandse instellingen toegang tot deze overheidsopdrachten moeten hebben. Wordt het dan onmogelijk om in enige vrijwaringsregeling te voorzien, zoals bijvoorbeeld in het geval van de controle op installaties van klasse 1 die in ons land nog slechts door één erkende instelling kunnen worden uitgeoefend ? Door dit artikel op te nemen loopt men het risico een uiterst ervaren Belgische instelling van deze overheidsopdrachten uit te sluiten doordat buitenlandse instellingen gunstiger financiële voorwaarden kunnen genieten.

De minister preciseert dat het hier vanzelfsprekend om overheidsopdrachten gaat. In de desbetreffende bestekken zal evenwel worden vermeld dat het

du fait qu'il s'agit d'une société de droit belge sera reprise. Cet élément entrera en ligne de compte dans l'appréciation des différentes offres.

M. Poncelet relève encore qu'à l'article 42 du projet, il est stipulé que l'Agence est soumise à la législation relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services. Il se demande si, au niveau juridique, le législateur peut déroger à cette obligation pour ce qui concerne uniquement les services.

Le ministre explique que ce dispositif légal doit être repris dans son intégralité, y compris pour ce qui est des services.

Art. 31

L'article aborde la problématique des redevances perçues auprès des exploitants, dans le but de financer l'Agence.

L'Agence peut également imputer à ces mêmes exploitants le coût de certaines prestations particulières supplémentaires qui sont imposées par l'exercice de sa mission.

Mme Leysen constate que le présent article renvoie à l'article 3bis de la loi du 29 mars 1958, qui a cependant été modifié par la loi-programme du 6 août 1993. Ne faut-il, dès lors, pas amender le projet en ce sens ?

Le ministre répond que cet aspect a également été abordé lors de la discussion au sein de la Commission du Sénat. Un arrêté royal en cours d'élaboration stipulera que c'est à ce fonds que seront versées les redevances. On évitera ainsi tout vide juridique résultant de la suppression de l'arrêté royal antérieur.

Pour le reste, il faut rappeler qu'au niveau du versement des redevances dans le fonds, la loi de 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes prévoit la perception de redevances :

(1) pour la protection de la population et de l'environnement article 3bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, (départements de l'Environnement et de la Santé publique, ainsi que de l'Emploi et du Travail);

(2) pour les plans d'urgence nucléaire article 3bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o (département de l'Intérieur).

La modification de cette loi de 1958 par la loi-programme du 6 août 1993 prévoit le versement de ces redevances à trois fonds :

A. Fonds pour les risques d'accidents nucléaires (département de l'Intérieur);

B. Fonds pour la protection contre les radiations ionisantes (département de la Santé publique et de l'Environnement);

C. Fonds pour la sécurité des installations nucléaires (département de l'Emploi et du Travail).

om een vennootschap naar Belgisch recht moet gaan. Met dit aspect zal rekening worden gehouden bij de beoordeling van de offertes.

De heer Poncelet wijst er nog op dat artikel 42 van het ontwerp bepaalt dat « het Agentschap is onderworpen aan de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ». Hij vraagt zich af of de wetgever, wat de diensten betreft, uit een juridisch oogpunt van deze verplichting kan afwijken.

De minister antwoordt dat deze wettelijke bepaling volledig, dus ook wat de diensten betreft, moet worden overgenomen.

Art. 31

Dit artikel bespreekt het probleem van de vergoedingen die bij de exploitanten worden geheven en die bestemd zijn om het Agentschap te financieren.

Het Agentschap kan de kosten van welbepaalde bijkomende prestaties in het kader van de uitoefening van zijn taak aan diezelfde exploitanten doorrekenen.

Mevrouw Leysen stelt vast dat het voorliggende artikel verwijst naar artikel 3bis van de wet van 29 maart 1958, dat evenwel werd gewijzigd door de programmawet van 6 augustus 1993. Moet het ontwerp dan ook niet alsdusdanig worden geamendeerd?

De minister antwoordt dat dit aspect ook in de Senaatscommissie werd besproken. Een koninklijk besluit waaraan momenteel wordt gewerkt zal bepalen dat de vergoedingen aan dat fonds zullen worden gestort. Zo wordt vermeden dat er een rechtsvacuüm ontstaat wanneer het vorige koninklijk besluit wordt opgeheven.

Wat het storten van de vergoedingen aan het fonds betreft, moet er overigens aan worden herinnerd dat de wet van 1958 « betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren » voorziet in het innen van vergoedingen :

(1) voor de bescherming van de bevolking en het milieu artikel 3bis, § 1, eerste lid, 1^o (departementen Leefmilieu en Volksgezondheid, alsmede Tewerkstelling en Arbeid);

(2) voor de nucleaire noodplannen artikel 3bis, § 1, eerste lid, 2^o (departement Binnenlandse Zaken).

De wijziging van deze wet van 1958 door de programmawet van 6 augustus 1993 bepaalt dat die vergoedingen aan drie fondsen moeten worden gestort :

A. Fonds voor de risico's van nucleaire ongevallen (departement Binnenlandse Zaken);

B. Fonds voor de bescherming tegen de ioniserende stralingen (departement Volksgezondheid en Leefmilieu);

C. Fonds voor technische veiligheid van de kerninstallaties (departement Arbeid en Tewerkstelling).

Le montant des redevances est fixé par un arrêté royal de 1982 modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 novembre 1993.

Le présent projet de loi remplace et abroge la loi de 1958. Ce nouveau projet prévoit la perception de redevances et que les arrêtés d'exécution de la loi de 1958 restent en vigueur, tant qu'ils ne sont pas abrogés ou modifiés par un nouvel arrêté royal pris en vertu de la nouvelle loi.

Ceci a pour conséquence que :

- la perception des redevances peut être opérée en vertu de la nouvelle loi;
- le montant fixé par l'arrêté royal de 1993 reste valable;
- les fonds créés par modification de la loi de 1990 sur les Fonds budgétaires existent toujours.

Toutefois, le projet de loi ne prévoit aucunement le versement des redevances aux fonds.

Cependant, à partir du moment où le fonds existe et que les recettes qui l'alimentent sont celles perçues en vertu de la loi de sur la protection nucléaire, ces recettes seront affectées au Fonds en vertu de la loi sur les fonds.

Une solution plus élégante consistera à reprendre, dans la prochaine loi-programme, la modification qui avait été apportée à la loi de 1958 par la loi-programme d'août 1993.

D'autre part les redevances perçues en application de l'article 3*bis* la loi de 1958 sont transférées à l'Agence (article 31 du projet).

L'Agence retransférera la partie qui concerne le ministère de l'Intérieur à la trésorerie de ce ministère.

Art. 32 à 36

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation.

*
* *

Les articles 29 à 36 sont adoptés à l'unanimité moins une voix contre.

Art. 37

MM. Dejonckheere et Barbé déposent un amendement n° 8 (Doc. n° 1124/2), qui vise après le premier alinéa, à insérer un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Les membres du Conseil scientifique sont soumis aux mêmes incompatibilités que celles prévues à

Het bedrag van die vergoedingen wordt bepaald door een koninklijk besluit van 1982, dat het laatst werd gewijzigd door het koninklijk besluit van 23 november 1993.

Het onderhavige wetsontwerp heft de wet van 1958 op en vervangt ze. Het nieuwe ontwerp bepaalt dat er vergoedingen worden geïnd en dat de uitvoeringsbesluiten van de wet van 1958 van kracht blijven zolang ze niet worden opgeheven of gewijzigd door een nieuw koninklijk besluit genomen krachtens de nieuwe wet.

Dit heeft tot gevolg dat :

- de inning van de vergoedingen kan gebeuren krachtens de nieuwe wet;
- het bedrag dat in het koninklijk besluit van 1993 werd bepaald geldig blijft;
- de fondsen die werden opgericht ingevolge de wijziging van de wet van 1990 betreffende de begrotingsfondsen nog steeds bestaan.

Het wetsontwerp bepaalt evenwel geenszins dat de vergoedingen aan de fondsen moeten worden gestort.

Vanaf het ogenblik dat het fonds bestaat en dat de inkomsten waardoor het wordt gespijst de inkomsten zijn die werden geïnd krachtens de wet betreffende de bescherming tegen ioniserende stralingen, worden die inkomsten krachtens de wet op de fondsen aan het Fonds besteed.

Een meer elegante oplossing bestaat erin in de volgende programmawet de wijziging op te nemen die in de wet van 1958 was aangebracht door de programmawet van augustus 1993.

Anderzijds gaan de vergoedingen die met toepassing van artikel 3*bis* van de wet van 1958 werden geïnd naar het Agentschap (artikel 31 van het ontwerp).

Het Agentschap zal het aandeel dat het ministerie van Binnenlandse Zaken toekomt doorstorten aan de kas van dat ministerie.

Art. 32 tot 36

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

*
* *

De artikelen 29 tot 36 worden op één stem na eenparig aangenomen.

Art. 37

De heren Dejonckheere en Barbé dienen een amendement n° 8 in (Stuk n° 1124/2), dat ertoe strekt na het eerste lid een nieuw lid in te voegen, luidend als volgt :

« Voor de leden van de Wetenschappelijke Raad gelden dezelfde onverenigbaarheden als die neerge-

l'article 38 pour l'exercice des mandats de président ou d'administrateur de l'Agence. Les incompatibilités subsistent jusqu'à la fin de l'année qui suit la fin de la fonction. »

M. Dejonckheere renvoie à la justification écrite de l'amendement.

M. Poncelet dépose un amendement n° 13 (Doc. n° 1124/3), qui vise au premier alinéa à remplacer les mots « de donner, conformément à ce qui est dit à l'article 16, un avis préalable aux autorisations à délivrer par le ministre » par les mots « de donner un avis sur les autorisations préalables que le Roi délivre en vertu de l'article 16 ».

M. Poncelet fait, en effet, observer que l'article 16 ne réfère pas à un avis préalable aux autorisations à délivrer par le ministre mais par le Roi.

Le ministre concède qu'il s'agit effectivement du Roi. Il explique que cette erreur technique s'est glissée dans le texte, au cours des discussions en Commission du Sénat, lors du toilettage.

M. Poncelet annonce qu'il retire son amendement n° 13, un amendement n° 18 ayant été déposé par Mme Leysen et MM. Dielens, Poncelet et Walry.

Il est libellé comme suit :

« Supprimer les mots « par le ministre ». »

Dans leur justification, les auteurs soulignent que cet amendement vise à mettre cet article en concordance avec les dispositions de l'article 16.

M. Poncelet rappelle en effet que la référence au ministre dans la procédure de délivrance des autorisations posait un problème, ce pouvoir étant antérieurement dévolu au Roi. L'amendement a pour but de corriger cette anomalie.

*
* *

L'amendement n° 8 de MM. Dejonckheere et Barbé est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 18 est adopté à l'unanimité moins une abstention.

L'article 37 ainsi modifié est adopté à l'unanimité moins une abstention.

*
* *

Art. 38

M. Poncelet réaborde la problématique de la composition du conseil d'administration et du choix des personnes qui devront y siéger.

legd in artikel 38 voor het uitoefenen van het mandaat van voorzitter of bestuurder van het Agentschap. Die onverenigbaarheden blijven gelden tot het einde van het jaar volgend op dat waarin aan het mandaat een einde komt. »

De heer Dejonckheere verwijst naar de schriftelijke verantwoording bij het amendement.

De heer Poncelet dient een amendement n° 13 in (Stuk n° 1124/3) dat ertoe strekt in het eerste lid de woorden « en meer bepaald, overeenkomstig artikel 16, advies uit te brengen vóór de minister de vergunningen afgeeft » te vervangen door de woorden « en meer bepaald advies uit te brengen over de aan de installatie voorafgaande vergunningen die de Koning op grond van artikel 16 verleent ».

De heer Poncelet merkt op dat artikel 16 immers niet stelt dat de voorafgaande vergunningen door de minister worden verleend, maar wel door de Koning.

De minister geeft toe dat de vergunningen wel degelijk door de Koning worden verleend. Hij verklaart dat die technische fout in de tekst is geslopen tijdens de besprekingen over de opmaak van de tekst in de Senaatscommissie.

De heer Poncelet deelt mee dat hij zijn amendement n° 13 intrekt, aangezien een amendement n° 18 is ingediend door mevrouw Leysen en de heren Dielens, Poncelet en Walry.

Dat amendement luidt als volgt :

« De woorden « advies uit te brengen vóór de minister de vergunningen afgeeft » vervangen door de woorden « vooraf advies uit te brengen voor het afleveren van vergunningen ». »

In hun verantwoording zeggen de indieners dat het amendement ertoe strekt het artikel in overeenstemming te brengen met de bepalingen van artikel 16.

De heer Poncelet brengt in herinnering dat de verwijzing naar de minister in de procedure voor het verlenen van vergunningen problemen doet rijzen, aangezien die bevoegdheid vroeger is vervallen aan de Koning. Het amendement wil die anomalie verhelpen.

*
* *

Amendement n° 8 van de heren Dejonckheere en Barbé wordt eenparig verworpen.

Amendement n° 18 wordt op één onthouding na eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 37 wordt op één onthouding na eenparig aangenomen.

*
* *

Art. 38

De heer Poncelet komt terug op het knelpunt van de samenstelling van de raad van bestuur en de keuze van de personen die daarin zitting krijgen.

Pour des raisons sans doute justifiées, le législateur prévoit un très grand nombre d'incompatibilités. A l'évidence, il s'agissait de ne pas répéter les erreurs du passé, où des administrateurs d'un organisme agréé étaient en fait des représentants patentés d'une société d'exploitation soumise à contrôle.

Toutefois, est-ce que le gouvernement a bien mesuré la rigueur des incompatibilités qu'il édicte ? Il faut en effet rappeler que le nombre d'experts potentiels, disponibles dans notre pays, est très réduit, tenant compte notamment de la parité linguistique.

L'intervenant plaide donc pour davantage de souplesse en la matière. Ainsi, il lui semble que la limite d'âge fixée à 65 ans constitue une contrainte excessivement lourde. Comme, dans notre pays, l'énergie nucléaire a une bonne quarantaine d'années, un bon nombre d'experts qui ont contribué à son développement, dans des organismes agréés ou au CEN de Mol, ont atteint cet âge. On exclut donc de la capacité de siéger dans le CA des experts de très grand format, qui ont fait leurs preuves sur le plan international, mais dont le seul tort est d'être nés trop tôt.

Le ministre indique que l'on a tenu le même raisonnement pour ce qui concerne les experts. Là, il fallait aussi s'attacher à ne pas exclure du Conseil scientifique des compétences énormes acquises au fil des ans.

L'article 38 ne vise que les incompatibilités au niveau du conseil d'administration pour éviter les prises d'intérêt évidentes. Il est plus intéressant que les sommités scientifiques puissent siéger au sein du Conseil scientifique.

Art. 39 et 40

Ces articles n'appellent aucune observation.

Art. 41

M. Poncelet rappelle que le directeur général de l'Agence est nommé, pour un terme renouvelable de six ans, par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Il est également prévu que le président soit de rôle linguistique différent.

A-t-on mesuré la difficulté que l'on pouvait rencontrer, dans l'hypothèse, où un président nommé atteint la limite d'âge — et est donc démissionnaire de fait — et qu'on se trouve dans la nécessité de le remplacer avec comme exigence essentielle son rôle linguistique ? Dans ce cas de figure, l'aspect communautaire risque de l'emporter sur l'exigence de compétence, d'expertise et de sagesse. Cette remarque vaut également pour le remplacement éventuel du directeur général.

Ne peut-on, dès lors, pas envisager de revenir sur cette disposition ?

De wetgever heeft wellicht gegronde redenen om in heel wat onverenigbaarheden te voorzien. Het was overduidelijk de bedoeling de fouten uit het verleden niet opnieuw te maken, toen bleek dat bestuurders van een erkende instelling in feite de vertegenwoordigers waren van een aan toezicht onderworpen exploitatie.

Geeft de regering zich wel terdege rekenschap van de strengheid van de door haar opgelegde onverenigbaarheden ? Er moet immers in herinnering worden gebracht dat het aantal deskundigen die in ons land in aanmerking komen zeer beperkt is, met name gelet op de taalkundige pariteit.

Spreker pleit in dat verband derhalve voor meer soepelheid. Zo vindt hij de op 65 jaar bepaalde leeftijdsgrens een te strenge vereiste. In ons land wordt al ruim veertig jaar met kernenergie gewerkt; een aantal deskundigen die in de erkende instellingen of het SCK die ontwikkeling mogelijk maakten, hebben die leeftijd bereikt. Zodoende kunnen uitmuntende deskundigen met internationale naam en faam, maar die jammer genoeg te vroeg zijn geboren, geen zitting hebben in de raad van bestuur.

De minister geeft aan dat voor de deskundigen dezelfde redenering werd gevolgd. Ook in dat verband moest worden geprobeerd de Wetenschappelijke Raad niet van de grote expertise te onthouden die in de loop der jaren is opgebouwd.

Artikel 38 heeft alleen betrekking op de onverenigbaarheden binnen de raad van bestuur teneinde evidente belangenvermenging te voorkomen. Het is beter dat de vooraanstaande wetenschapslui in de Wetenschappelijke Raad worden opgenomen.

Art. 39 en 40

Over die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 41

De heer Poncelet herinnert eraan dat de Koning de directeur-generaal van het Agentschap bij een in Ministerraad overlegd besluit benoemt voor een hernieuwbare periode van zes jaar. Tevens is bepaald dat de voorzitter van een andere taalrol moet zijn.

Heeft men gedacht aan de moeilijkheid waarvoor men zou kunnen staan in de onderstelling dat een benoemde voorzitter de leeftijdsgrens bereikt — en dus *de facto* ontslagnemend is — men hem moet gaan vervangen, en diens taalrol van doorslaggevend belang is. In dat geval dreigt het communautaire aspect de bovenhand te halen op de vereisten van bekwaamheid, deskundigheid en wijsheid. Dezelfde opmerking geldt trouwens voor de eventuele vervanging van de directeur-generaal.

Moet men de bewuste bepaling bijgevolg niet herzien ?

Le ministre rappelle que les exigences d'ordre linguistique ne valent pas uniquement pour l'Agence nucléaire. Il s'agit là d'une réalité quotidienne de notre pays, à laquelle on apporte généralement d'assez bonnes solutions.

Art. 42 à 44

Ces articles n'appellent aucune observation.

Art. 45

M. Poncelet note que l'article 45 détermine les conditions réglant le transfert d'office à l'Agence du personnel tant statutaire que contractuel des deux ministères concernés. C'est ainsi que ces membres du personnel seront transférés avec au moins le maintien de tous leurs droits acquis.

L'orateur observe que les conditions de rémunération des fonctionnaires du ministère de la Santé publique et de l'Environnement et de leurs collègues de l'Emploi et du Travail ne sont pas totalement identiques. Ces derniers bénéficient en effet d'une prime spécifique.

Le membre plaide dès lors pour supprimer cette disparité à l'avantage des agents du ministère de la Santé publique et de l'Environnement, lors de leur intégration dans le cadre de l'Agence.

Le ministre concède qu'il n'est jamais sain d'entretenir des différences barémiques — fussent-elles minimales — lors de la création d'une administration au départ de services existants. Il n'entre pas dans ses intentions d'instaurer des différences pécuniaires entre les catégories de statutaires. La situation est déjà suffisamment complexe de par la coexistence d'agents statutaires et contractuels. Afin d'assurer un bon climat de travail dans la nouvelle administration, qui devra encore être plus performante que les services actuels, un alignement vers le haut sera réalisé. L'article 45 comporte d'ailleurs explicitement les mots « au moins ».

Art. 46 à 51

Ces articles n'appellent aucune observation.

*
* *

Les articles 38 à 51 sont adoptés à l'unanimité moins une voix contre.

*
* *

De minister wijst er op dat de taalvereisten niet alleen op het Nucleaire Agentschap van toepassing zijn. In ons land kan men daar nu eenmaal niet omheen en men vindt er doorgaans vrij bevredigende oplossingen voor.

Art. 42 tot 44

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Art. 45

De heer Poncelet stipt aan dat artikel 45 de voorwaarden vastlegt tot regeling van de ambtshalve overheveling van zowel het statutaire als het contractuele personeel van de twee betrokken ministeries naar het Agentschap. Zo zullen al die personeelsleden worden overgeheveld met behoud van ten minste al hun verworven rechten.

Spreker merkt op dat de bezoldigingsvoorwaarden van de ambtenaren van het ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu enigszins verschillen van die van hun collega's van Arbeid en Tewerkstelling. Deze laatsten ontvangen immers een bijzondere premie.

Het lid pleit er dan ook voor dat die scheef trekking ten voordele van de ambtenaren van het ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu wordt weggevoerd op het ogenblik dat zij in de formatie van het Agentschap worden opgenomen.

De minister geeft toe dat het nooit goed is verschillen in bezoldiging — ook al zijn die gering — in stand te houden wanneer op basis van bestaande diensten een nieuw bestuur wordt opgezet. Hij is niet van plan verschillen in bezoldiging tussen de diverse categorieën van statutaire ambtenaren in te stellen. De toestand is al ingewikkeld genoeg doordat statutaire ambtenaren naast contractuele ambtenaren werken. Om in de nieuwe diensten, die nog meer dan de huidige hoge prestaties zullen moeten leveren, een gunstig arbeidsklimaat te scheppen zal een opwaartse gelijktrekking worden doorgevoerd. Artikel 45 bevat trouwens expliciete de woorden « ten minste ».

Art. 46 tot 51

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

*
* *

De artikelen 38 tot 51 worden op één stem na eenparig aangenomen.

*
* *

Art. 52 et 52bis (nouveau)

M. Poncelet s'interroge sur la nécessité d'envisager l'adaptation de multiples dispositions légales existantes qui font référence à la loi du 29 mars 1958 sur les radiations ionisantes, loi dont le projet à l'examen vise la modification.

Le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement est d'avis que le dispositif prévu à l'article 52 est suffisant.

Le représentant du Ministre de l'Emploi et du Travail ajoute cependant que ces précisions sont explicitement reprises dans les projets de loi proposés par ce département.

En conséquence, *Mme Leysen* et *MM. Dielens, Poncelet* et *Walry* déposent un amendement n° 17 de nature purement technique, qui vise à insérer un article 53 (nouveau) et qui est libellé comme suit :

« Le Roi peut modifier les dispositions légales existantes afin de les adapter aux dispositions de la présente loi. »

Dans leur justification, ils font valoir que cet amendement a pour but de permettre au Roi de modifier dans d'autres lois, les références à la loi du 29 mars 1958 qui sera abrogée.

Le ministre reconnaît que cette façon de procéder facilite le travail de coordination ultérieur.

*
* *

L'article 52 est adopté à l'unanimité moins une abstention.

L'article 52bis (nouveau) est approuvé à l'unanimité.

*
* *

Art. 53

Cet article n'appelle aucune observation.

L'article 53 est adopté à l'unanimité moins une abstention.

*
* *

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité moins une voix contre.

Par conséquent les propositions de loi jointes sont sans objet.

Les Rapporteurs,

Le Président,

G. SWENNEN
H. BROUNS

T. MERCKX-VAN GOEY

Art. 52 en 52bis (nieuw)

De heer Poncelet vraagt zich af of het wel absoluut noodzakelijk is tal van bestaande wettelijke bepalingen die verwijzen naar de wet van 29 maart 1958 betreffende de ioniserende stralingen, waarvan het hier besproken ontwerp tot wijziging strekt, aan te passen.

De minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu is van mening dat het bepaalde van artikel 52 volstaat.

De vertegenwoordiger van de minister van Tewerkstelling en Arbeid voegt daar evenwel aan toe dat die toelichtingen uitdrukkelijk voorkomen in de door zijn departement voorgestelde wetsontwerpen.

Bijgevolg dienen *mevrouw Leysen* en *de heren Dielens, Poncelet* en *Walry* een louter technisch amendement n° 17 in dat ertoe strekt een artikel 53 (nieuw) luidend als volgt in te voegen :

« De Koning kan de bestaande wetsbepalingen wijzigen om ze aan de bepalingen van deze wet aan te passen. »

In hun verantwoording wijzen zij erop dat dit amendement tot doel heeft de Koning te machtigen de verwijzingen naar de opgeheven wet van 29 maart 1958 in andere wetten te wijzigen.

De minister erkent dat die werkwijze de latere coördinatie zal vergemakkelijken.

*
* *

Artikel 52 wordt op één onthouding na eenparig aangenomen.

Artikel 52bis (nieuw) wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Art. 53

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 53 wordt op één onthouding na eenparig aangenomen.

*
* *

Het hele ontwerp wordt op één stem na eenparig aangenomen.

Bijgevolg vervallen de toegevoegde wetsvoorstellen.

De Rapporteurs,

De Voorzitter,

G. SWENNEN
H. BROUNS

T. MERCKX-VAN GOEY